
Étude des crédits 2013–2014

Demandes de renseignements **particuliers** de
l'opposition officielle adressées à la Ministre
de l'Emploi et de la Solidarité sociale

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

Demandes de renseignements de l'opposition officielle

#	Demandes de renseignements particuliers
Emploi – Programmes et mesures	
AX.	Présentation générale
A1.	Programme d'apprentissage en milieu de travail • État de situation • Budget des 3 dernières années • Budget projeté pour 2013-2014 • Nombre de personnes jointes par le programme pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 • Objectifs et résultats pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013
A2.	Programme des normes interprovinciales Sceau rouge • État de situation • Budget des 3 dernières années • Budget projeté pour 2013-2014 • Nombre de personnes jointes par le programme pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 • Objectifs et résultats pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013
A3.	Qualification réglementée • État de situation • Budget des 3 dernières années • Budget projeté pour 2013-2014 • Nombre de personnes jointes par le programme pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 • Objectifs et résultats pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013
A4.	Aide à la création d'emploi • État de situation • Budget des 3 dernières années • Budget projeté pour 2013-2014 • Nombre de personnes jointes par le programme pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 • Objectifs et résultats pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013
A5.	Découvrir une relève • État de situation • Budget des 3 dernières années • Budget projeté pour 2013-2014 • Nombre de personnes jointes par le programme pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 • Objectifs et résultats pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013
A6.	Licenciement collectif • État de situation • Budget des 3 dernières années • Budget projeté pour 2013-2014 • Nombre de personnes jointes par le programme pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 • Objectifs et résultats pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013
A7.	Subvention aux entreprises adaptées (Aide à l'embauche de personnes handicapées, Passerelle pour l'emploi en région, Programme PRIIME, Subvention salariale) • État de situation • Budget des 3 dernières années • Budget projeté pour 2013-2014 • Nombre de personnes jointes par le programme pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 • Objectifs et résultats pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

Demandes de renseignements de l'opposition officielle

#	Demandes de renseignements particuliers
A8.	Aide à l'embauche de personnes handicapées • État de situation • Budget des 3 dernières années • Budget projeté pour 2013-2014 • Nombre de personnes jointes par le programme pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 • Objectifs et résultats pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013
A9.	Passerelle pour l'emploi en région • État de situation • Budget des 3 dernières années • Budget projeté pour 2013-2014 • Nombre de personnes jointes par le programme pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 • Objectifs et résultats pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013
A10.	Programme PRIIME • État de situation • Budget des 3 dernières années • Budget projeté pour 2013-2014 • Nombre de personnes jointes par le programme pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 • Objectifs et résultats pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013
A11.	Accompagnement des entreprises pour la relance de l'Emploi (AERE) • État de situation • Budget des 3 dernières années • Budget projeté pour 2013-2014 • Nombre de personnes jointes par le programme pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 • Objectifs et résultats pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013
A12.	Mesure de formation de la main-d'oeuvre • État de situation • Budget des 3 dernières années • Budget projeté pour 2013-2014 • Nombre de personnes jointes par le programme pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 • Objectifs et résultats pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013
A13.	Subvention aux activités de formation • État de situation • Budget des 3 dernières années • Budget projeté pour 2013-2014 • Nombre de personnes jointes par le programme pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 • Objectifs et résultats pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013
A14.	Gestion de ressources humaines • État de situation • Budget des 3 dernières années • Budget projeté pour 2013-2014 • Nombre de personnes jointes par le programme pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 • Objectifs et résultats pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013
A15.	Action • État de situation • Budget des 3 dernières années • Budget projeté pour 2013-2014 • Nombre de personnes jointes par le programme pour 2010-2011,

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

Demandes de renseignements de l'opposition officielle

#	Demandes de renseignements particuliers
	2011-2012, 2012-2013 • Objectifs et résultats pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013
A16.	Devenir (jusqu'au moment de son remplacement par Action) • État de situation • Budget des 3 dernières années • Budget projeté pour 2013-2014 • Nombre de personnes jointes par le programme pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 • Objectifs et résultats pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013
A17.	Interagir (jusqu'au moment de son remplacement par Action) • État de situation • Budget des 3 dernières années • Budget projeté pour 2013-2014 • Nombre de personnes jointes par le programme pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 • Objectifs et résultats pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013
A18.	Formation de la main-d'oeuvre • État de situation • Budget des 3 dernières années • Budget projeté pour 2013-2014 • Nombre de personnes jointes par le programme pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 • Objectifs et résultats pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013
A19.	Préparation à l'emploi • État de situation • Budget des 3 dernières années • Budget projeté pour 2013-2014 • Nombre de personnes jointes par le programme pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 • Objectifs et résultats pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013
A20.	• Pacte pour l'Emploi • État de situation • Budget des 3 dernières années • Budget projeté pour 2013-2014 • Nombre de personnes jointes par le programme pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 • Objectifs et résultats pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 •
A21.	Pacte pour l'Emploi Plus • État de situation • Budget des 3 dernières années • Budget projeté pour 2013-2014 • Nombre de personnes jointes par le programme pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 • Objectifs et résultats pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013
A22.	Aide financière de dernier recours • État de situation • Budget des 3 dernières années • Budget projeté pour 2013-2014 • Nombre de personnes jointes par le programme pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 • Objectifs et résultats pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013
A23.	Ma place au soleil • État de situation • Budget des 3 dernières années

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

Demandes de renseignements de l'opposition officielle

#	Demandes de renseignements particuliers
	• Budget projeté pour 2013-2014 • Nombre de personnes jointes par le programme pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 • Objectifs et résultats pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013
A24.	Prime au travail • État de situation • Budget des 3 dernières années • Budget projeté pour 2013-2014 • Nombre de personnes jointes par le programme pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 • Objectifs et résultats pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013
A25.	Soutien au travail autonome • État de situation • Budget des 3 dernières années • Budget projeté pour 2013-2014 • Nombre de personnes jointes par le programme pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 • Objectifs et résultats pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013
A26.	Soutien financier aux mineures enceintes • État de situation • Budget des 3 dernières années • Budget projeté pour 2013-2014 • Nombre de personnes jointes par le programme pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 • Objectifs et résultats pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013
A27.	Supplément de retour au travail • État de situation • Budget des 3 dernières années • Budget projeté pour 2013-2014 • Nombre de personnes jointes par le programme pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 • Objectifs et résultats pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013
A28.	Programme d'échange interprovincial • État de situation • Budget des 3 dernières années • Budget projeté pour 2013-2014 • Nombre de personnes jointes par le programme pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 • Objectifs et résultats pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013
A29.	Programme alternative jeunesse • État de situation • Budget des 3 dernières années • Budget projeté pour 2013-2014 • Nombre de personnes jointes par le programme pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 • Objectifs et résultats pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013
A30.	Découvrir un métier, une profession • État de situation • Budget des 3 dernières années • Budget projeté pour 2013-2014 • Nombre de personnes jointes par le programme pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 • Objectifs et résultats pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

Demandes de renseignements de l'opposition officielle

#	Demandes de renseignements particuliers
A31.	Jeunes en action • État de situation • Budget des 3 dernières années • Budget projeté pour 2013-2014 • Nombre de personnes jointes par le programme pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 • Objectifs et résultats pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013
A32.	Jeunes volontaires • État de situation • Budget des 3 dernières années • Budget projeté pour 2013-2014 • Nombre de personnes jointes par le programme pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 • Objectifs et résultats pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013
A33.	Québec pluriel • État de situation • Budget des 3 dernières années • Budget projeté pour 2013-2014 • Nombre de personnes jointes par le programme pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 • Objectifs et résultats pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013
A34.	Complément d'aide pour personnes handicapées • État de situation • Budget des 3 dernières années • Budget projeté pour 2013-2014 • Nombre de personnes jointes par le programme pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 • Objectifs et résultats pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013
Investissement compétences	
	• État de situation • Sommes engagées depuis 2010 • Prévisions 2013-2014
B1.	Développement et promotion d'un dispositif d'engagement des entreprises pour la formation de leur main-d'œuvre • État de situation. • Investissements réalisés depuis 2010 • Prévisions 2013-2014 • Objectifs et résultats. • L'enveloppe globale est-elle toujours de 4,5 M\$ sur trois ans ?
B2.	Soutien des entreprises en matière de gestion des ressources humaines (GRH) • État de situation. • Investissements réalisés depuis 2010 • Prévisions 2013-2014 • Objectifs et résultats • L'enveloppe globale est-elle toujours de 40 M\$ sur trois ans ?
B3.	Soutien des entreprises à la réalisation d'activités de formation • État de situation. • Investissements réalisés depuis 2010 • Prévisions 2013-2014 • Objectifs et résultats • L'enveloppe globale est-elle toujours de 165 M\$ sur trois ans ?

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

Demandes de renseignements de l'opposition officielle

#	Demandes de renseignements particuliers
B4.	Soutien aux entreprises par les programmes de subvention du Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (FDRCMO) • État de situation. • Investissements réalisés depuis 2010 • Prévisions 2013-2014 • Objectifs et résultats • L'enveloppe globale est-elle toujours de 102 M\$ sur trois ans ? • Évolution et projection du solde du FDRCMO.
B5.	Poursuite des efforts auprès des entreprises en difficultés de la métropole • État de situation • Sommes prévues à cet effet en 2013-2014
B6.	Mesure de soutien à la reprise de l'emploi auprès des entreprises qui ont été confrontées à un ralentissement de leurs activités (AÉRE) • État de situation. • Investissements réalisés depuis 2010 • Prévisions 2013-2014 • Objectifs et résultats • L'enveloppe globale est-elle toujours de 28 M\$ sur trois ans ?
B7.	Soutien à la relève de compétences clés dans les entreprises • État de situation. • Investissements réalisés depuis 2010 • Prévisions 2013-2014 • Objectifs et résultats • L'enveloppe globale est-elle toujours de 4,5M\$ sur trois ans ?
B8.	Financement d'activités de recherche, d'enquête et de vigie en lien avec le développement et la reconnaissance des compétences • État de situation. • Investissements réalisés depuis 2010 • Prévisions 2013-2014 • Objectifs et résultats • L'enveloppe globale est-elle toujours de 5,4 M\$ sur trois ans ?
B9.	Financement de projets concertés visant une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi • État de situation. • Investissements réalisés depuis 2010 • Prévisions 2013-2014 • Objectifs et résultats • L'enveloppe globale est-elle toujours de 6 M\$ sur trois ans ?

Adéquation formation-emploi

- C1. État de situation et d'avancement sur les 13 pistes d'action visant à favoriser l'adéquation entre la formation et les besoins du marché du travail.
- C2. Budget accordé à ces pistes d'actions en 2013-2014.
- C3. Budgets accordés à ces pistes d'action depuis leur création.
- C4. L'enveloppe de 3 M\$ sur deux ans prévue pour l'amélioration de la diffusion de l'information sur la marché du travail et de l'offre de stage demeure-t-elle inchangée?

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

Demandes de renseignements de l'opposition officielle

#	Demandes de renseignements particuliers
Travailleurs expérimentés de 55 ans et plus	
D1.	État de situation sur la Stratégie gouvernementale pour le maintien en emploi des travailleurs expérimentés.
D2.	Évolution des budgets des mesures touchant les travailleurs expérimentés de 55 ans et plus depuis 2010-2011.
D3.	Prévisions 2013-2014 des budgets alloués à cette stratégie et aux mesures touchant les travailleurs expérimentés de 55 ans et plus.
D4.	L'enveloppe prévue pour la Stratégie gouvernementale pour le maintien en emploi des travailleurs expérimentés est-elle toujours de 31 M\$ sur 3 ans pour le MESS ?
Stratégie d'action jeunesse 2009-2014	
E1.	État de situation : actions posées, actions à venir, résultats concrets.
E2.	Budgets consacrés à la stratégie depuis 2009.
E3.	Prévisions pour 2013-2014.
E4.	L'enveloppe budgétaire dédiée à la stratégie est-elle toujours estimée à 148 M\$?
Stratégie nationale pour l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées	
F1.	État de situation sur les investissements de 82,6 M\$ par le MESS.
Personnes immigrantes	
G1.	État de situation sur les investissements de 27 M\$ prévus au budget 2012-2013.
G2.	État de situation sur le programme Mon premier emploi pour les immigrants.
G3.	État de situation sur l'intégration en emploi des personnes immigrantes.
Stratégie d'intervention d'Emploi-Québec à l'égard de la main-d'œuvre féminine	
H1.	État de situation sur les mesures touchant le MESS dans le cadre de la Stratégie d'intervention d'Emploi-Québec à l'égard de la main-d'œuvre féminine.
H2.	Sommes consacrées à ces mesures depuis 2010-2011.
H3.	Prévisions pour 2013-2014.
Programme Interconnexion	
I1.	État de situation.
I2.	Budget alloué au programme Interconnexion depuis 2010-2011.
I3.	Prévisions pour 2013-2014.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

Demandes de renseignements de l'opposition officielle

#	Demandes de renseignements particuliers
I4.	État de suivi des mesures prévues au budget 2012-2013.
Sécurité du revenu	
J1.	Économies réalisées par la réduction des prestations aux prestataires qui doivent retirer leur rente de retraite en 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 et prévisions pour 2013- 2014.
J2.	Effectifs selon la fonction et évolution mensuelle du nombre de dossiers par agent, pour chacun des centres locaux d'emploi en 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014.
J3.	Délai d'attente pour avoir accès à un agent d'un centre local d'emploi pour 2011 et 2012.
J4.	Nombre de prestataires à la sécurité du revenu, mensuellement de 2009 à 2012 (aide de dernier recours et de solidarité sociale) et prévisions du nombre de prestataires pour 2013-2014.
J5.	Coût de l'indexation des prestations de l'assistance-emploi pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014.
J6.	État de la situation du Programme de l'assistance-emploi en 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014 concernant : a. Répartition des prestataires avec contraintes sévères à l'emploi, selon les diagnostics de nature invalidante pour incapacité supérieure ou égale à douze mois; b. Évolution mensuelle du nombre de demandes d'inscription à l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi en ventilant selon l'étape de traitement du dossier et en spécifiant le délai moyen pour chacune de ces étapes; c. Répartition des ménages selon le mode de logement (propriétaires, locataires, chambreurs, en logements subventionnés : HLM, coopérative d'habitation), en indiquant la catégorie de ménage; d. Nombre d'enfants (moins de 18 ans) vivant au sein d'un ménage prestataire du programme d'assistance-emploi, selon qu'ils fréquentent l'école primaire, l'école secondaire, le cégep, l'université ou qu'ils ne fréquentent pas l'école; e. Nombre d'adultes de 18 ans et plus qui reçoivent une contribution parentale ou devraient en recevoir une; f. Économies que ces contributions parentales représentent pour le régime de sécurité du revenu; g. Nombre de dossiers en subrogation qui attendent d'être traités par le ministre et évaluation des coûts des paiements rétroactifs qui devront être versés aux prestataires ou aux parents des prestataires, en raison de la contribution parentale; h. Nombre de familles monoparentales avec des enfants de moins de 12 ans qui reçoivent une pension alimentaire; i. Économies que ces pensions alimentaires représentent pour le régime de sécurité du revenu; j. Nombre d'enfants handicapés vivant au sein d'un ménage bénéficiaire de la sécurité du revenu; k. Évolution mensuelle de la répartition des adultes non disponibles selon les critères suivants : i. État de santé; ii. État de grossesse; iii. Garde d'enfants d'âge préscolaire ou garde d'enfants handicapés; iv. Critère de 55 ans; v. Partage du logement avec une personne qui requiert des soins constants; vi. Attente de traitement d'une demande d'admission au

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

Demandes de renseignements de l'opposition officielle

#	Demandes de renseignements particuliers
	Programme de soutien financier. l. Nombre de ménages déclarant des revenus, selon les catégories de barème et le revenu moyen déclaré; m. Nombre de ménages déclarant des biens, selon le genre de biens et la valeur moyenne des biens déclarés; n. Nombre de ménages qui ont reçu des prestations en trop, en indiquant le montant moyen du trop-perçu et la raison de celui-ci, y compris l'erreur administrative et l'aide conditionnelle; o. Nombre de révisions et d'appels selon le motif et la décision; p. Nombre de personnes qui ont demandé de l'aide en raison d'un dénuement total, en spécifiant le motif de la demande, le montant moyen de l'aide accordée et le motif de la décision; q. Nombre de personnes qui ont bénéficié d'une aide complémentaire à l'assurance-emploi; r. Ventilation détaillée des impacts pour le Québec des bonifications annoncées à l'assurance-emploi sur le Régime de sécurité du revenu; s. Liste et coûts des besoins spéciaux, y compris l'assurance médicaments, pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014; t. Nombre de prestataires référés aux mesures actives d'Emploi-Québec ainsi que le délai de référence; u. Bilan du budget et des dépenses pour le programme de l'allocation-logement et nombre de ménages qui en ont bénéficié pour l'année 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014.
J7.	Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi pour 2010-2011, 2011- 2012, 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014.
J8.	Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi, mais dont la demande a été refusée pour 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013.
J9.	Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi, mais dont la demande a été refusée et dont la personne a gagné en appel pour 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013.
J10.	Ventilation détaillée des montants accordés par le programme Prime au travail par région pour les groupes suivants pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014. Préciser : a. Personne vivant seule; b. Couple; c. Famille monoparentale; d. Famille biparentale; e. Famille homoparentale; f. Définition du concept « revenu d'emploi » pour le programme; g. Définition du concept « lien d'emploi » pour le programme.
J11.	Bilan du plan d'action éducation, emploi et productivité et ventilation des sommes accordées depuis 2010.
J12.	Bilan du plan d'action en matière d'éducation des adultes et de formation continue. Sommes y étant consacrées depuis 2005, par mesure. Pour chaque indicateur, ventilation des données depuis 2005.

Régime québécois d'assurance parentale

- K1. Copie des études, notes, rapports, états de situation, analyses, concernant la situation financière du Fonds d'assurance parentale

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

Demandes de renseignements de l'opposition officielle

#	Demandes de renseignements particuliers
	ainsi que des divers scénarios visant à combler son déficit.
K2.	Nombre de personnes admissibles au régime d'assurance parentale du Québec en 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014.
K3.	Évolution de la situation financière du régime québécois d'assurance parentale depuis 2010, incluant 2012. Et prévisions pour 2013-2014.
K4.	Nombre de prestataires servis, d'événements et de prestations totales versées selon les circonscriptions électorales provinciales du Québec pour 2012-2013 en fonction des données disponibles. Spécifier selon l'âge, le sexe, l'origine.
K5.	Concernant le programme de congés parentaux, préciser : • Les dépenses encourues pour la mise en place du programme et ventilation par année; • Nombre de fonctionnaires et/ou contractuels affectés à la mise en place du programme, ventilation par année; • État de situation sur l'avancement des travaux quant à la mise en place du programme.

Autres questions

- L1. Indiquer la somme dépensée en 2012-2013 (et prévisions pour 2013-2014) par votre ministère pour l'informatique et les technologies de l'information. Précisez s'il s'agit d'achat de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).
- L2. Pour le Programme de soutien aux travailleurs âgés de l'industrie forestière victimes de licenciement (PSTA), préciser :
- Dépenses totales pour 2011-2012 et 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014 par région;
 - Budget disponible pour l'année en cours;
 - Nombre de personnes admissibles et non admissibles à ce jour par région et par secteur d'activité;
 - Budget consacré par région forestière;
 - Taux de réintégration en emploi des personnes admissibles;
 - Moyenne des sommes versées aux personnes admissibles au programme par région.
- L3. État de situation détaillé au sujet des programmes suivants :
- Initiative ciblée pour les travailleurs âgés (ICTA);
 - Mesure favorisant la retraite anticipée des travailleurs plus âgés;
 - Mesure de formation de la main-d'œuvre (volet individus).
- L4. Pour le Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement dans les régions-ressources, préciser :
- Dépenses totales pour 2011-2012 et 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014 par région;
 - Budget disponible pour l'année en cours;
 - Nombre de personnes admissibles à ce jour par région et par secteur d'activité;
 - Budget consacré par région-ressource;
 - Taux de réintégration en emploi des personnes admissibles;
 - Moyenne des sommes versées aux personnes admissibles au programme par région et par secteur d'activité.
- L5. Pour le Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement, hors des régions-ressources, des secteurs du textile et du vêtement, préciser :
- Dépenses totales pour 2011-2012 et 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014 par région;

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

Demandes de renseignements de l'opposition officielle

#	Demandes de renseignements particuliers
	b. Budget disponible pour l'année en cours; c. Nombre de personnes admissibles à ce jour par région.
L6.	Emploi-Québec : a. Cibles et résultats des interventions d'Emploi-Québec sur le terrain en 2011-2012 et 2012-2013 (et/ou dernière année disponible) et prévisions pour 2013-2014 au national et pour chacune des régions; b. Détails des effectifs occasionnels et réguliers en 2011-2012 et 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014; c. Part du Fonds du développement du marché du travail (FDMT) financée par les fonds provenant du Québec et par les fonds provenant du fédéral au cours des cinq dernières années; d. État des listes d'attente pour participer aux mesures d'Emploi-Québec par mois depuis avril 2005.
L7.	Stratégie d'intervention à l'intention des travailleurs de 45 ans et plus : a. Budget consenti à la mise en œuvre de la stratégie pour 2011-2012 et 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014; b. Ventilation de ces budgets par axe d'intervention; c. Nombre d'entreprises participantes; d. Nombre de participant(e)s par tranche d'âge et par région; e. Durée moyenne de la participation; f. Nombre de participant(e)s qui réussissent à retrouver un emploi durable; g. Taux de réussite.
L8.	Le nombre et le pourcentage de requérants à l'assistance-emploi qui ne sont pas référés à Emploi-Québec.
L9.	Le nombre et le pourcentage de requérants à l'assistance-emploi qui sont référés à Emploi-Québec en 24 heures.
L10.	Nombre d'heures de cours achetées par Emploi-Québec dans les établissements d'enseignement collégial en 2011-2012 et 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014, ventilées par année et par commission scolaire. Nombre de personnes ayant suivi ces cours.
L11.	Nombre d'heures de cours achetées par Emploi-Québec dans les commissions scolaires en 2011-2012 et 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014, ventilées par année et par commission scolaire. Nombre de personnes ayant suivi ces cours.
L12.	Nombre et effectifs de chacun des centres locaux d'emploi par région, par famille d'emploi et par classe d'emploi pour les années 2011-2012 et 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014.
L13.	Pour les années 2011-2012 et 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014, montant dépensé visant l'intégration des immigrants et pris en compte par l'Accord Canada-Québec relatif à l'immigration et à l'admission temporaire des aubains.
L14.	État de situation sur le programme Pacte pour l'emploi et le Pacte pour l'emploi Plus.
L15.	Nombre d'emplois créés depuis le 17 septembre 2012 au Québec (temps plein et temps partiel), réparti par région.
L16.	Nombre d'emplois perdus depuis le 17 septembre 2012 au Québec (temps plein et temps partiel), réparti par région.
L17.	Taux d'emploi en 2011 et en 2012 (au Québec mais aussi celui des autres provinces du Québec).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

Demandes de renseignements de l'opposition officielle

#	Demandes de renseignements particuliers
L18.	Taux d'activité en 2011 et en 2012 (au Québec mais aussi celui des autres provinces du Québec).
L19.	Sommes obtenues et état d'avancement des travaux visant le financement par le gouvernement du Pacte pour l'emploi et du Pacte pour l'emploi Plus.
L20.	Sommes obtenues visant le financement par le gouvernement fédéral du Pacte pour l'emploi et du Pacte pour l'emploi Plus.
L21.	Liste des consultations menées par le ministère et les organismes auprès des communautés autochtones en 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014. Préciser : a. L'objet des consultations; b. Le moyen utilisé; c. Les dates de rencontres; d. Les communautés et les personnes consultées; e. Les résultats des consultations; f. Les montants afférents.
L22.	Liste de toutes les formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.
L23.	Liste de tous les travaux de construction ou de rénovation effectués au ministère en 2012-2013 et les prévisions pour 2013-2014.
L24.	Nombre de personnes parties à la retraite en 2012-2013.
L25.	Nombre de personnes engagées en 2012-2013.
L26.	Nombre de personnes licenciées en 2012-2013.
L27.	Nombre d'ETC en 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014.

Lutte contre la pauvreté

M1.	Portrait global du soutien financier du SACAIS pour 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014.
M2.	Faits saillants de l'action gouvernementale en action communautaire et bénévole 2013-2014.
M3.	Dans chacun des programmes (FAACA, FQIS, PSISC, CDC), préciser la liste des organismes financés, refusés et coupés par circonscription (avec nom et adresse de ces organismes) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014.
M4.	Politique et critères d'attribution des subventions.
M5.	États financiers du FAACA et du FQIS.
M6.	Frais d'administration du Fonds d'aide à l'Action communautaire autonome.
M7.	État de situation et état financier du Bureau de lutte contre l'homophobie.
M8.	Financement des corporations de développement communautaire depuis 2009-2010.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

Demandes de renseignements de l'opposition officielle

#	Demandes de renseignements particuliers
M9.	Liste des différentes améliorations des pratiques administratives au SACAIS depuis septembre 2012.
M10.	État de situation (état financier, nombre de personnes ayant adhéré au régime, etc.) du Régime de retraite du milieu communautaire et assurances.
M11.	Montant total versé au volet Promotion des droits en 2011-2012 et 2012-2013 et prévision pour 2013-2014 par région, par secteur et par clientèle. Préciser le nombre d'organismes pour chaque année.
M12.	État de situation sur le plan de travail conjoint RQ-ACA et SACAIS.
M13.	Provenance des fonds du SACAIS en 2012-2013 et prévisions 2013-2014 (dont Loto-Québec).
M14.	Stratégie nationale de lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale.
M15.	État de situation du plan d'action 2010-2015 relié à la Stratégie nationale de lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale.
M16.	Montant des prestations d'aide sociale depuis 1998. Prévisions pour 2013-2014. Préciser le nombre de prestataires et le montant moyen reçu pour chacune des années.
M17.	Ventilation des mesures d'aide financière pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014.
M18.	Budget accordé à Montréal pour lutter contre la pauvreté en 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014. Spécifier les montants accordés pour le logement social, le soutien aux enfants, la gratuité des médicaments et l'indexation des prestations.
M19.	Taux d'assistance sociale (en nombre de personnes et en pourcentage) par région (dont Montréal et Québec) et au Québec depuis 2000.
M20.	Taux de faible revenu selon la Mesure du panier de consommation depuis 2000 par province canadienne.
M21.	Nombre de personnes vivant sous le seuil de la pauvreté depuis 2000.
M22.	Revenu disponible des familles à faible revenu depuis 2000.
M23.	État de situation sur le crédit d'impôt pour la solidarité pour 2011-2012 et 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014: nombre de personnes ayant reçu le crédit d'impôt, enveloppe globale, montant reçu par ménage.
M24.	Nombre d'ETC depuis 2011, impliquées par le crédit d'impôt sur la solidarité.
M25.	Évolution du salaire minimum depuis 1998 et prévision pour 2013-2014.
M26.	Budget alloué au soutien aux enfants depuis 2000. Préciser le nombre de familles touchées et le montant moyen reçu pour chaque année.
M27.	État de situation détaillé au sujet des axes et sous-axes du Plan d'action de lutte contre la pauvreté : a) Axe 1 – Améliorer le bien-être des personnes en situation de pauvreté • Ajuster annuellement les prestations d'assistance-emploi;

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

Demandes de renseignements de l'opposition officielle

#	Demandes de renseignements particuliers
	• Assouplir les règles de comptabilisation des actifs dans le cadre du Programme d'assistance-emploi; • Protéger la prestation à laquelle une personne a droit à l'assistance-emploi; • Offrir à toutes les familles une exemption partielle des revenus de pension alimentaire pour enfants dans le cadre du Programme d'assistance-emploi; • Pourvoir au financement du Réseau québécois du crédit communautaire; • Réviser annuellement le salaire minimum en fonction de l'évolution de la rémunération moyenne au Québec; • Appuyer davantage les travailleuses et les travailleurs à faible revenu par la mise en place de la nouvelle Prime au travail; • Une prime à la participation : augmenter l'allocation minimale d'aide à l'emploi accordée aux prestataires de l'assistance-emploi; • Favoriser une mise en mouvement rapide des nouveaux demandeurs d'assistance-emploi aptes au travail; • Augmenter la participation et améliorer l'accès à des mesures d'aide à l'emploi pour les groupes davantage touchés par la pauvreté; • Mieux soutenir l'intégration socioprofessionnelle des personnes immigrantes et des membres des minorités visibles; • Établir un régime particulier de soutien du revenu pour les personnes ayant des limitations importantes à l'emploi; • Augmenter le nombre de logements sociaux et abordables et accélérer leur réalisation; • Accorder des suppléments au loyer à 5 276 ménages pour atténuer les effets de la pénurie de logements; • Adapter le logement de plus de 6 000 personnes handicapées; • Adopter un cadre de gestion intégré pour offrir des services de soutien communautaire en logement social; • Favoriser le développement d'initiatives communautaires en matière d'habitation; • Améliorer l'offre de service destinée aux personnes sans-abri ou qui risquent de le devenir; • Miser sur la contribution des organismes communautaires; • Poursuivre le soutien à la mise en œuvre de projets d'approvisionnement alimentaire dans les communautés locales et les milieux défavorisés; • Poursuivre le soutien à la réalisation de mesures d'aide alimentaire ponctuelles, notamment en faveur des enfants; • Améliorer l'accès aux médicaments pour les personnes ayant un faible revenu.
b)	Axe 2 – Prévenir la pauvreté et l'exclusion sociale en développant le potentiel des personnes • Mettre en place un soutien aux enfants aidant davantage les familles à faible revenu; • Favoriser le développement des enfants en provenance des milieux défavorisés en facilitant leur accès à des services de garde éducatifs de qualité; • Offrir des services intégrés en périnatalité et en petite enfance pour les familles vivant en contexte de vulnérabilité; • Soutenir l'innovation et l'intégration des activités de prévention auprès des jeunes enfants (de 0 à 6 ans) et de leur famille; • Expérimenter le programme Famille, école et communauté : ensemble pour la réussite scolaire; • Implanter le Programme d'aide à l'éveil à la lecture et à

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

Demandes de renseignements de l'opposition officielle

#	Demandes de renseignements particuliers
	l'écriture dans les milieux défavorisés; • Soutenir le réseau scolaire dans le développement de l'aide aux devoirs et aux leçons; • Soutenir le réseau scolaire dans le développement du mentorat au secondaire pour favoriser la réussite scolaire; • Assurer la qualification des jeunes provenant des centres jeunesse; • Intervenir en faveur des jeunes en grande difficulté dans les territoires de CLSC; • Adapter les services de formation et d'accompagnement aux besoins des jeunes, décrocheuses et décrocheurs scolaires ou faiblement scolarisés, âgés de 16 à 24 ans; • Encourager l'acquisition d'une première qualification en favorisant la conciliation travail et études; • Offrir des solutions de rechange à l'assistance-emploi aux jeunes de moins de 25 ans et sans contraintes à l'emploi; • Mettre en œuvre une entente interministérielle pour le développement des jeunes; • Se doter d'un Engagement jeunesse en faveur des jeunes de 16 à 24 ans sous-scolarisés ou sans emploi; • Soutenir des initiatives sociocommunautaires contribuant à favoriser la participation sociale des personnes âgées à faible revenu. c) Axe 3 – Favoriser l'engagement de l'ensemble de la société • Investir au service des initiatives des milieux grâce au Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS); • Convenir des secteurs et des territoires prioritaires d'intervention et soutenir des actions à l'échelle de la région; • Soutenir l'émergence de stratégies locales de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale sur les territoires prioritaires d'intervention; • Amener les ministères et organismes concernés à établir non seulement les ressources consacrées aux territoires prioritaires d'intervention convenus avec les régions et les villes, mais aussi à déterminer des attentes de résultats sur ces territoires; • Lutter contre les préjugés à l'égard des personnes en situation de pauvreté. d) Axe 4 – Assurer la constance et la cohérence de l'action • Évaluer l'impact des propositions de nature législative ou réglementaire sur le revenu des personnes en situation de pauvreté; • Assurer un pilotage interministériel efficace et coordonné; • Intensifier les échanges avec le gouvernement du Canada; • Intensifier le dialogue avec les nations autochtones et soutenir l'émergence de stratégies locales dans les villages et réserves.

Question adressée au MTAV et transférée au MESS

98

Liste des avis de licenciements collectifs reçus au ministère depuis le 1^{er} décembre 2008 jusqu'à ce jour. Ventilation par région et renseignements suivants :

- a. nom et adresse de l'entreprise;
- b. date de l'avis et/ou de la fermeture;
- c. type ou secteur d'activité de l'entreprise;
- d. nombre total d'employés de l'entreprise;
- e. nombre de salariés temporaires et permanents visés par le

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

Demandes de renseignements de l'opposition officielle

#	Demandes de renseignements particuliers
---	---

- licenciement;
f. motifs du licenciement.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP# A1

Titre : Programme d'apprentissage en milieu de travail

- État de situation
- Budget des 3 dernières années
- Budget projeté pour 2013-2014
- Nombre de personnes jointes par le programme pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013
- Objectifs et Résultats pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013

1. État de situation et description du programme :

Depuis la création d'Emploi-Québec en 1998, la Commission des partenaires du marché du travail soutient le développement des normes professionnelles, qu'elle confie aux comités sectoriels de main-d'œuvre, et établit des stratégies de développement des compétences en milieu de travail qui sont proposées aux employeurs. La formule du compagnonnage a été utilisée dans divers programmes au Québec, dont le Programme d'apprentissage en milieu de travail et figure au nombre des stratégies du Cadre de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre, depuis 2001.

Le *Programme* repose sur une norme professionnelle approuvée par la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale. La norme établit les standards d'exercice et les compétences requises pour un métier et c'est à partir de celle-ci que sont élaborés les contenus et outils servant à la formation des travailleurs en milieu de travail (guide du compagnon et carnet de l'apprenti). Le Programme d'apprentissage en milieu de travail s'insère dans les activités normales des entreprises et permet une formation pratique et réelle du métier. L'employeur désigne des employés expérimentés dans un métier (les compagnons) pour former des travailleurs (les apprentis) afin qu'ils maîtrisent les différentes compétences professionnelles du métier. La durée de l'apprentissage varie selon le métier et l'expérience de l'apprentie ou de l'apprenti.

Le réseau d'Emploi-Québec a la responsabilité de mettre en œuvre le *Programme d'apprentissage en milieu de travail* dans les différentes régions du Québec afin de répondre aux besoins des entreprises. Le réseau est supporté par les comités sectoriels de main-d'œuvre (promotion et démarchage). Emploi Québec offre son soutien aux entreprises tout au long de l'apprentissage, en fournissant :

- Un carnet d'apprentissage destiné aux apprentis;
- Un guide et une session d'information pour les compagnons;
- Des suivis et du support-conseil auprès des employeurs, apprentis et compagnons.

À la fin de l'apprentissage, l'apprenti qui maîtrise l'ensemble des compétences du métier visé par une norme professionnelle reçoit un certificat de qualification professionnelle (certificat d'État) délivrée par la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale. En cas de réussite partielle, une attestation de compétence est émise.

À l'heure actuelle, 66 normes professionnelles sont implantées et 14 régimes de qualification sont toujours actifs, ce qui représente 154 certificats différents qui peuvent être émis à des travailleurs qui se sont qualifiés pour un métier visé par le PAMT. Au rythme actuel de développement, on anticipe d'ici cinq ans qu'un total de 87 normes professionnelles seront disponibles pour les entreprises souhaitant utiliser un programme de compagnonnage en milieu de travail dans le cadre du Programme d'apprentissage en milieu de travail.

L'utilisation du *Programme d'apprentissage en milieu de travail* devrait continuer de s'accroître dans les années à venir notamment en raison des besoins grandissants de remplacement de main-d'œuvre dans les petites et moyennes entreprises. De plus, le développement de nouvelles normes professionnelles, au rythme d'environ 5 ou 6 par année,

accroît également l'utilisation de ce programme, puisque celui-ci permet l'acquisition de compétences.

2. Budget et autres constats

Le *Programme* implique davantage de temps ressource nécessaire à l'opérationnalisation de la mise en œuvre. En effet, le réseau d'Emploi-Québec assure cette mise en œuvre par une décentralisation en région de la prestation de services aux entreprises; laquelle est offerte directement par les intervenants des centres locaux d'emploi. L'intervention d'Emploi-Québec permet de valider que la formation par apprentissage en entreprise est conforme à la démarche déterminée par la norme professionnelle afin de maîtriser les compétences liées à un métier. Lorsque ces compétences sont maîtrisées, Emploi-Québec effectue la demande de certification. Rappelons que cette certification d'État est signée par la ministre. De plus, elle est reconnue dans le cadre de l'arrangement de reconnaissance mutuelle avec la France pour certains métiers du *Programme d'apprentissage en milieu de travail*.

Le Programme d'apprentissage en milieu de travail bénéficie d'une mesure fiscale de l'Agence de revenu du Québec (crédit d'impôt remboursable) destinée aux employeurs participants (Crédit d'impôt pour stage en milieu de travail).

3. Objectifs et résultats atteints (nombre de participants aux stratégies du *Cadre de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'oeuvre*) :

Années	Cible	Résultats
2012-2013	5500	5156 ¹
¹ résultats au 30 novembre 2012		

SOURCE : Direction du développement des compétences et de l'intervention sectorielle (CPMT), 10 janvier 2013

COLLABORATION : Direction des mesures et services aux entreprises et au placement (DMSEP)

VALIDATION: Direction de la statistique et de l'information de gestion, 11 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPA2

Titre

Programme des normes interprovinciales Sceau rouge

- État de situation
- Budget des 3 dernières années
- Budget projeté pour 2013-2014
- Nombre de personnes jointes par le programme pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013
- Objectifs et Résultats pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013

État de situation

Le programme de normes interprovinciales Sceau rouge existe depuis plus de 50 ans. Ce programme vise essentiellement à assurer la compétence des travailleurs des provinces et territoires et favorise la mobilité de la main-d'oeuvre. Toutefois, l'entrée en vigueur de l'Accord de commerce intérieur (ACI) en 2009 a réduit la place du Sceau rouge comme facteur de mobilité des travailleurs puisque l'ACI permet maintenant à tout travailleur accrédité pour exercer un métier d'être reconnu par les autres provinces comme qualifié pour exercer ce métier. La mobilité touche principalement les travailleurs du secteur de la construction.

Dans certaines provinces, les normes Sceau rouge constituent l'unique moyen de reconnaître les compétences des travailleurs. Par ailleurs, l'utilisation de ces normes par les employeurs est très importante dans les provinces de l'ouest, moins dans les provinces atlantiques, plus faible en Ontario et quasi-nulle au Québec.

Quelque 56 métiers sont désignés Sceau rouge à l'échelle canadienne. Actuellement, le Québec compte 36 métiers désignés Sceau rouge, soit six métiers réglementés par le MESS, 24 métiers de la CCQ et 12 du programme d'apprentissage en milieu de travail (PAMT).

Annuellement, le Québec délivre moins de 1 % des mentions Sceau rouge alors qu'il regroupe près de 25 % de la main-d'œuvre au Canada. En 2011-2012, seulement 58 travailleurs ont obtenu une mention Sceau rouge au Québec.

Le développement de la main-d'œuvre étant une compétence des provinces, depuis plus de 50 ans, le Québec a développé un système d'apprentissage et de qualification diversifié et répondant aux besoins de l'industrie. Pour les métiers réglementés, les examens développés par le Québec servent comme évaluation finale au terme de l'apprentissage.

Aucun programme de subvention du Québec ne concerne le programme Sceau rouge. Seules des dépenses de fonctionnement sont faites dans le cadre de ce programme. Enfin, aucun objectif quantitatif de clientèle ne peut être fixé puisque la clientèle rejointe est fonction de la mobilité de la main-d'oeuvre.

SOURCE : Direction générale adjointe des services corporatifs- Direction de la qualification réglementée, 16 janvier 2013

COLLABORATION: non requise

VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée, 17 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPA3

Titre

Qualification réglementée

- État de situation
- Budget des 3 dernières années
- Budget projeté pour 2013-2014
- Nombre de personnes jointes par le programme pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013
- Objectifs et Résultats pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013

État de situation

Au Québec, en excluant le domaine des professions, trois ministères ou organismes mettent en œuvre une réglementation visant la qualification obligatoire de certains métiers dans des secteurs qui leur sont propres, soit le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS), la Commission de la construction du Québec (CCQ) et les comités paritaires de l'automobile (CPA). La CCQ et les CPA relèvent d'une législation du ministère du Travail.

Pour le MESS, il s'agit d'une responsabilité de développement de la main-d'œuvre dans un contexte d'obligation réglementaire pour les travailleurs et les employeurs concernés. La protection de la santé et la sécurité du public et des travailleurs constitue la finalité première de ces obligations de qualification.

Les programmes d'apprentissage et de qualification

Depuis 2008, quelques ajustements ont été apportés à la réglementation. Ainsi, la tuyauterie de procédés techniques a été retirée de la réglementation. Il en est de même du secteur minier qui fait déjà l'objet d'exigences particulières par la Loi sur la santé et sécurité du travail relevant de la CSST. Par ailleurs, un suivi de l'implantation de cette réglementation permet d'adapter les règlements et l'application qui en est faite. De plus, différents programmes de qualification ont été modifiés pour les adapter aux réalités du marché du travail et aux changements technologiques.

Personnes rejointes, objectifs et budget

En janvier 2012, une cinquantaine de métiers, tâches ou fonctions de travail sont réglementés. Près de 69 000 certificats de qualification émis par Emploi-Québec sont détenus par des travailleurs et 8 600 autres travailleurs sont inscrits comme apprenti dans un des programmes de qualification. Environ 10 000 entreprises sont concernées par ces obligations de qualification de leurs travailleurs.

Des frais sont exigés des travailleurs pour différents actes administratifs requis dans le traitement de leur dossier. Ainsi, les revenus annuels d'Emploi-Québec s'élèvent à environ 1 M\$. Ces frais sont indexés au coût de la vie en janvier de chaque année selon la loi de l'administration financière. Aucun programme de subvention ne vise cette obligation réglementaire.

Enfin, aucun objectif quantitatif de clientèle ne peut être fixé puisque la clientèle rejointe est fonction de l'application de la réglementation.

SOURCE : Direction générale adjointe des services corporatifs- Direction de la qualification réglementée, 16 janvier 2013

COLLABORATION: non requise

VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée, 17 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RPA4

Titre : Aide à la création d'emploi

- État de situation
- Budget des trois dernières années
- Budget projeté pour 2013-2014
- Nombre de personnes rejointes par le programme pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013
- Objectifs et résultats pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Vous réferez aux fiches A12 (Mesure de la formation de la Main-d'œuvre) et à A25 (Soutien au travail autonome).

SOURCE :

**Direction des mesures et services aux entreprises et du
placement**

COLLABORATION :

VALIDATION:

Bureau de la sous-ministre associée

DATE :

18 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPA5

Titre : Découvrir une relève

- État de situation
- Budget des 3 dernières années
- Budget projeté pour 2013-2014
- Nombre de personnes jointes par le programme pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013
- Objectifs et Résultats pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Les stages *Découvrir* permettent à des jeunes de vivre une expérience de stage significative en milieu de travail. Pour certains, le stage *Découvrir* permettra de vérifier différents aspects d'un emploi ou d'un secteur d'activité économique, de valider un choix professionnel ou d'évaluer son potentiel alors que, pour d'autres, il peut être l'occasion de se faire valoir auprès de l'entreprise en vue d'obtenir un emploi.

1. Nombre de participants 2012-2013 (au 21 novembre 2012) : 287.
2. Données budgétaires : Données budgétaires non disponibles.

SOURCE : Direction des ressources externes, des clientèles spécifiques et de l'optimisation, 28 janvier 2013

COLLABORATION : Direction de la statistique et de l'information de gestion (DSIG), Direction générale adjointe des services corporatifs (DGASC)

VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée, 28 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE : RPA6

Titre :

Licenciement collectif

- État de situation
- Budget des 3 dernières années
- Budget projeté pour 2013-2014
- Nombre de personnes jointes par le programme pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013
- Objectifs et Résultats pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013

Définition :

Emploi-Québec intervient en collaboration avec l'employeur, lorsqu'un licenciement collectif survient, dans le cadre des mesures :

- Comité d'aide au reclassement (+ de 50 employés);
- Comité d'aide au reclassement à entrées continues.

Le comité a la responsabilité d'évaluer les besoins des personnes licenciées, d'élaborer et de réaliser le plan d'action visant le reclassement et la réinsertion des travailleurs sur le marché du travail.

Le Comité d'aide au reclassement vise les licenciements de plus de 50 travailleurs et le Comité d'aide au reclassement à entrée continue s'applique aux licenciements de moins de 50 employés.

1. Nombre de participants – 2012-2013

Comité d'aide au reclassement (régulier)			
ANNÉE	NOUVELLES ENTREPRISES	ENTREPRISES ACTIVES	TOTAL
2012-2013	17	43	60

Comité d'aide au reclassement (entrée continue)			
ANNÉE	NOUVELLES ENTREPRISES	ENTREPRISES ACTIVES	TOTAL
2012-2013	8	11	19

2. Investissements

Comité d'aide au reclassement (régulier)
2012-2013
1 101 051 \$

Comité d'aide au reclassement (entrée continue)
2012-2013
1 633 823 \$

SOURCE :

Direction des mesures et services aux entreprises et du placement, 21 janvier 2013

COLLABORATION :

Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles, 18 janvier 2013

VALIDATION :

Bureau de la sous-ministre associée, 19 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RPA7

Titre : Subvention aux entreprises adaptées (Aide à l'embauche de personnes handicapées, Passerelle pour l'emploi en région, Programme PRIIME, Subvention salariale)

- **État de situation**
- **Budget des trois dernières années**
- **Budget projeté pour 2013-2014**
- **Nombre de personnes jointes par le programme pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013**
- **Objectifs et Résultats pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013**

- Aide à l'embauche de personnes handicapées : Voir fiche A8
- Passerelle pour l'emploi en région : Voir fiche A9
- Programme PRIIME : Voir fiche A10

Subvention salariale :

La mesure Subvention salariale vise l'intégration en emploi durable ou l'acquisition d'une expérience professionnelle transférable, pour des personnes à risque de chômage prolongé. Pour ce faire, une subvention est versée à l'employeur pour couvrir une partie du salaire et, à certaines conditions, des dépenses pour l'accompagnement ou la formation de la personne embauchée.

Nombre de personnes jointes par la mesure :

2012-2013 (au 21 novembre 2012) : 7 511 participants.

Dépenses 2012-2013 :

Déboursés au 30 novembre 2012 : 29 177 375 \$.

Programme de subventions aux entreprises adaptées (PSEA) :

Le programme vise à créer des emplois adaptés aux besoins des personnes handicapées qui, bien que productives, ne peuvent être compétitives en milieu standard. Il doit aussi favoriser le développement de l'employabilité de ces personnes afin d'amener celles qui le peuvent et le veulent vers l'emploi standard.

Nombre de personnes jointes par le programme :

2012-2013 (au 21 novembre 2012) : 4 396 participants.

Dépenses 2012-2013 :

Déboursés au 30 novembre 2012 : 55 096 539 \$.

SOURCE :

Direction des mesures et des services aux individus
Direction régionale du Centre-du-Québec
14 janvier 2013

COLLABORATION :

Direction générale adjointe des services corporatifs
Direction de la statistique et de l'information de gestion
Direction générale adjointe des ressources budgétaires,
financières et matérielles, 18 janvier 2013

VALIDATION :

Bureau de la sous-ministre associée, 18 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RPA8

Titre : Aide à l'embauche de personnes handicapées

- État de situation
- Budget des 3 dernières années
- Budget projeté pour 2013-2014
- Nombre de personnes jointes par le programme pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013
- Objectifs et Résultats pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La mesure *Contrat d'intégration au travail* a pour objectif de faciliter l'embauche et le maintien en emploi d'une personne handicapée dans un milieu de travail standard, en permettant d'accorder une compensation financière à l'employeur d'une personne handicapée pour les accommodements que requièrent ses limitations fonctionnelles. De façon plus générale, elle favorise l'égalité d'accès au marché du travail pour les personnes handicapées.

Pour la mesure *Contrat d'intégration au travail*, il y a 4 626 participants du 1er avril au 21 novembre 2012.

Au 30 novembre 2012, les dépenses reliées à la mesure *Contrat d'intégration au travail* pour l'année 2012-2013 s'élèvent à 18,5 M \$.

SOURCE :

Direction des mesures et services aux individus,
18 janvier 2013

COLLABORATION :

Direction du budget d'Emploi-Québec
Direction de la statistique et de l'information de gestion
Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles

VALIDATION :

Bureau de la sous-ministre associée, 19 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RPA9

Titre : Passerelle pour l'emploi en région

- État de situation
- Budget des 3 dernières années
- Budget projeté pour 2013-2014
- Nombre de personnes jointes par le programme pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013
- Objectifs et Résultats pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013

1. Présentation et objectifs de la mesure

Le Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC) a rendu public en 2008 un plan de mesures pour renforcer l'action du Québec en matière d'intégration en emploi des immigrants : Pour enrichir le Québec : intégrer mieux. Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale a contribué à la mise en œuvre de la mesure, laquelle se retrouvait alors sous la responsabilité du MICC.

La mesure consistait à faciliter l'arrimage entre les offres d'emploi en région, incluant la Capitale-Nationale et les nouveaux arrivants chercheurs d'emploi à Montréal, en mettant davantage en commun les efforts du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles et du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale ainsi que de leurs partenaires, de façon à favoriser :

- * la communication d'offres d'emploi en région à des chercheurs d'emploi montréalais;
- * l'embauche d'immigrants qui souhaitent s'installer en région pour y travailler;
- * l'acquisition, par les personnes immigrantes, d'une connaissance du travail et de la vie en région par de courts séjours exploratoires couverts par une allocation;
- * une meilleure coordination des mesures et des activités de régionalisation de l'immigration sur le territoire de Montréal;
- * la diffusion aux entreprises en région d'information sur le profil de la clientèle immigrante;
- * la sensibilisation des différents milieux de travail au potentiel de ce bassin de main-d'œuvre en recherche d'emploi à Montréal;
- * l'augmentation de l'offre de service d'accueil pour les personnes immigrantes en région.

Des ententes sont signées dans le cadre de la Passerelle, et ce, avec trois organismes de la région de Montréal.

La mesure visait également le remboursement de frais reliés aux déménagements par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. Pour ce volet, il n'y a eu aucun participant en date du 21 novembre 2012.

2. Nombre de personnes jointes – 2012-2013

Pour les ententes de services d'aide à l'emploi signées avec les trois organismes de la région de Montréal, il y a eu 304 participants*.

* Source : Données fournies par les organismes dans leurs rapports annuels ou mensuels (31 décembre 2012).

3. Engagements - 2012-2013

Pour les ententes de services d'aide à l'emploi signées avec les trois organismes de la région de Montréal, Emploi-Québec s'est engagé pour 315 000 \$.

SOURCE :

Direction des mesures et services aux entreprises et du placement, 1^{er} février 2013

COLLABORATION :

Direction de la statistique et de l'information de gestion

VALIDATION :

Bureau de la sous-ministre associée, 1^{er} février 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RPA10

Titre : Programme PRIIME

- **État de situation**
- **Budget des 3 dernières années**
- **Budget projeté pour 2013-2014**
- **Nombre de personnes jointes par le programme pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013**
- **Objectifs et résultats pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013**

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Présentation et objectifs du programme :

Le Programme d'aide à l'intégration des immigrants et des minorités visibles en emploi (PRIIME) vise l'intégration dans un premier emploi nord-américain dans leur domaine de compétence de nouveaux arrivants et de personnes issues d'une minorité visible. Pour ce faire, une subvention est versée à l'employeur pour couvrir une partie du salaire et, à certaines conditions, des dépenses pour l'accompagnement ou la formation de la personne embauchée.

Nombre de personnes jointes par le programme :

2012-2013 (au 21 novembre 2012) : 1 264 participants.

Dépenses 2012-2013 :

Déboursés au 30 novembre 2012 : 5 276 565 \$.

SOURCE :

Direction des mesures et des services aux individus
15 janvier 2013

COLLABORATION :

Direction générale adjointe des services corporatifs
Direction de la statistique et de l'information de gestion
Direction générale adjointe des ressources budgétaires,
financières et matérielles, 18 janvier 2013

VALIDATION :

Bureau de la sous-ministre associée, 18 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RP# A11

Titre : Accompagnement des entreprises pour la relance de l'Emploi (AERE)

- État de situation
- Budget des 3 dernières années
- Budget projeté pour 2013-2014
- Nombre de personnes jointes par le programme pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013
- Objectifs et Résultats pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : CPMT – 18-01-2013
COLLABORATION :
VALIDATION:

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RPA12

Titre : Mesure de formation de la main-d'œuvre

- État de situation
- Budget des 3 dernières années
- Budget projeté pour 2013-2014
- Nombre de personnes jointes par le programme pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013
- Objectifs et Résultats pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La Mesure de formation de la main-d'œuvre (MFOR) s'adresse aux individus et aux entreprises. Elle vise à favoriser le développement des compétences recherchées sur le marché du travail et elle permet d'utiliser une combinaison d'approches de formation en vue de l'insertion et du maintien en emploi.

Volet individus : Ce volet vise à aider les personnes à intégrer le marché du travail et à s'y maintenir par le biais de l'acquisition de compétences en lien avec le marché du travail

Volet entreprises : Ce volet soutient le développement des compétences des personnes en emploi permettant ainsi de les maintenir en emploi et de contrer le chômage.

Budget

Volet	Engagements 2012-2013*
Individus	284,5 M\$
Entreprises	67,0 M\$

*Données au 30 novembre 2012

Nombre de personnes jointes par le programme

Volets	Participants**
Individus	39 415
Entreprises	3 796

**Données au 21 novembre 2012

SOURCE :

Direction des mesures et services aux individus
Direction des mesures et services aux entreprises et
du placement, le 24 janvier 2013

COLLABORATION :

Direction de la statistique et de l'information de gestion
Direction du budget d'Emploi-Québec
Direction générale adjointe des ressources budgétaires,
financières et matérielles, 18 janvier 2013

VALIDATION :

Bureau de la sous-ministre associée, 24 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP# A13

Titre : Subvention aux activités de formation

- État de situation
- Budget des 3 dernières années
- Budget projeté pour 2013-2014
- Nombre de personnes jointes par le programme pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013
- Objectifs et Résultats pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : CPMT – 18-01-2013
COLLABORATION :
VALIDATION:

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RPA14

Titre : Concertation pour l'emploi

- État de situation
- Budget des 3 dernières années
- Budget projeté pour 2013-2014
- Nombre de personnes jointes par le programme pour 2010-2011,2011-2012, 2012-2013
- Objectifs et résultats pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013

1. État de situation
Présentation et objectifs de la mesure

Concertation pour l'emploi s'adresse aux différents intervenants (ex. : entreprises privées, associations de travailleurs, d'employeurs ou de professionnels, organismes à but non lucratif et coopératives) concernés par des problématiques du marché du travail à recourir à la concertation comme moyen privilégié pour trouver des solutions durables aux problèmes auxquels ils font face, plus particulièrement ceux liés à la gestion des ressources humaines. *Concertation pour l'emploi* offre de recourir aux services d'experts pour réaliser des interventions visant l'amélioration de la gestion des ressources humaines.

2. Budget
Dépenses 2012-2013 (Données du 1^{er} avril au 30 novembre 2012)

Indicateur	Déboursés (\$) 2012-2013
Comité de concertation (CAMO)	547 896
Aménagement et réduction du temps de travail	650 995
Projet de stabilisation d'emploi	189 589
Soutien à la gestion des ressources humaines	7 767 632
Soutien à l'exécution de mesures actives	2 522 145
Table ad hoc de concertation	3 071 743
Autres projets de concertation pour l'emploi	1 425 449

3. Nombre de personnes jointes par le programme

Nombre d'entreprises distinctes rejointes 2012-2013*	
Indicateur	
Comité de concertation	56
Aménagement réduction du temps de travail	18
Projet de stabilisation d'emploi	28
Soutien à la gestion des ressources humaines	3471
Soutien à l'exécution de mesures actives	71
Table ad hoc de concertation	504
Autres projets de concertation pour l'emploi	734

* Données du 1^{er} avril au 21 novembre 2012

SOURCE :
COLLABORATION :
VALIDATION:

Direction des mesures et services aux entreprises et du placement, 29 janvier 2013
Direction de la statistique et de l'information de gestion
Bureau de la sous-ministre associée, 29 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RPA15

Titre : Action

- État de situation
- Budget des 3 dernières années
- Budget projeté pour 2013-2014
- Nombre de personnes rejointes par le programme pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013
- Objectifs et Résultats pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

État de situation :

Le programme d'aide et d'accompagnement social Action s'adresse aux prestataires de l'aide financière de dernier recours éloignés du marché du travail. Le programme existe depuis juin 2011.

• Budget des trois dernières années :

Programmes d'aide et d'accompagnement social

Année financière	Dépenses (k\$)
2012-2013	9,8 M\$

Source : Direction de la statistique et de l'information de gestion, validation le 11 janvier 2013

• Nombre de personnes jointes par le programme pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013

Exercice	Participants programme ACTION
2012-2013	5 234

Source : Direction de la statistique et de l'information de gestion, du 1^{er} avril 2012 au 21 novembre 2012

*Action a remplacé Devenir et Interagir en juin 2011, ce qui explique l'absence de participants

Action a pour objectif d'amener la clientèle à développer son plein potentiel par le biais d'activités variées et d'un suivi personnalisé afin de les aider à progresser vers une éventuelle intégration au marché du travail.

Pour les résultats, vous référer au nombre de participants mentionnés précédemment.

SOURCE :

Direction des mesures et services aux individus, 21 janvier 2013

COLLABORATION :

Direction de la statistique et de l'information de gestion, 11 janvier 2013

VALIDATION:

Bureau de la sous-ministre associée, 21 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche RPA16

Titre : Devenir (jusqu'au moment de son remplacement par Action)

- État de situation
- Budget des 3 dernières années
- Budget projeté pour 2013-2014
- Nombre de personnes jointes par le programme pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013
- Objectifs et Résultats pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Non pertinent à l'étude des crédits car le programme Devenir n'est plus en vigueur depuis juin 2011.

SOURCE : Direction des mesures et services aux individus,
14 janvier 2013

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée, 18 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche RPA17

Titre : Interagir (jusqu'au moment de son remplacement par Action)

- État de situation
- Budget des 3 dernières années
- Budget projeté pour 2013-2014
- Nombre de personnes jointes par le programme pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013
- Objectifs et Résultats pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Non pertinent à l'étude des crédits car le programme Interagir s'est terminé en juin 2011.

SOURCE :

Direction des mesures et des individus,
14 janvier 2013

COLLABORATION :**VALIDATION:**

Bureau de la sous-ministre associée, 18 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPA18

Titre : Mesure de formation de la main-d'œuvre

- État de situation
- Budget des trois dernières années
- Budget projeté pour 2013-2014
- Nombre de personnes jointes par le programme pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013
- Objectifs et résultats pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le contenu de la fiche RPA12 répond à ces questions. Veuillez, s'il vous plaît, vous référer à cette fiche.

SOURCE :

**Direction des mesures et services aux individus, le 11
janvier 2012**

COLLABORATION :

VALIDATION:

Bureau de la sous-ministre associée, 18 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPA19

Titre : Préparation à l'emploi

- État de situation
- Budget des 3 dernières années
- Budget projeté pour 2013-2014
- Nombre de personnes jointes par le programme pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013
- Objectifs et Résultats pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La mesure *Projet de préparation à l'emploi* vise à permettre à des personnes défavorisées sur le plan de l'emploi d'acquérir ou de développer des compétences personnelles et des compétences liées à l'insertion au marché du travail au moyen de la réalisation d'activités intégrées de préparation et d'insertion en emploi. Elle comprend 5 volets distincts : le volet Général, le volet Entreprises d'insertion, Jeunes en action, Jeunes volontaires et les Stages en milieux de travail ou autres expériences socioprofessionnelles à l'étranger (avec les Offices jeunesse internationaux du Québec).

Pour l'ensemble de la mesure, les données sont les suivantes :

1. Nombre de participants 2012-2013 : 11 542.
2. 2012-2013 : Déboursés au 30 novembre 2012 : 67 011 818 \$.

SOURCE : Direction des ressources externes, des clientèles spécifiques et de l'optimisation, 15 janvier 2013

COLLABORATION : Direction de la statistique et de l'information de gestion (DSIG), Direction générale adjointe des services corporatifs (DGASC)

VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée, 18 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RPA20

Titre : *Pacte pour l'emploi*

- État de situation
- Budget des 3 dernières années
- Budget projeté pour 2013-2014
- Nombre de personnes jointes par le programme pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013
- Objectifs et résultats pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013

Exposé et statistiques

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits puisque le *Pacte pour l'emploi* est terminé depuis le 31 mars 2011.

SOURCE : Direction des politiques d'emploi, de la planification stratégique
et de la veille – 15 janvier 2013

COLLABORATION :

VALIDATION : Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de
l'action communautaire – 18 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RPA21

Titre :

Pacte pour l'emploi Plus

- État de situation
- Budget des 3 dernières années
- Budget projeté pour 2013-2014
- Nombre de personnes jointes par le programme pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013
- Objectifs et résultats pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013

Exposé et statistiques

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits puisque le Pacte *Plus* est terminé depuis le 31 mars 2011.

SOURCE : Direction des politiques d'emploi, de la planification stratégique et de la veille – 14 janvier 2013

COLLABORATION : Direction de la statistique et de l'information de gestion – 18 décembre 2012

VALIDATION: Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire – 17 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RPA22

Titre :

Aide financière de dernier recours

- État de situation
- Budget des 3 dernières années
- Budget projeté pour 2013-2014
- Nombre de personnes jointes par le programme pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013
- Objectifs et résultats pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013

Exposé et statistiques

Aide financière de dernier recours

- État de situation : Consulter les fiches J6 (a à u).
- Budget 2012-2013 au 30 novembre 2012 : 2 809,4 M\$.
- Nombre de personnes jointes par les programmes en 2012-2013 : 462 150 prestataires en moyenne par mois selon les sept premiers mois de l'année financière.
- Il n'y a pas d'objectif sur le nombre de personnes jointes (nombre de prestataires), car l'aide est versée aux ménages.

SOURCE :

Direction des politiques de prestations – 14 janvier 2013

COLLABORATION :

Direction de la statistique et de l'information de gestion – 14 janvier 2013

VALIDATION :

Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles – 17 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RPA23

Titre : Ma place au soleil

- État de situation
- Budget des 3 dernières années
- Budget projeté pour 2013-2014
- Nombre de personnes jointes par le programme pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013
- Objectifs et Résultats pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013

Exposé et statistiques

- L'Approche Ma place au soleil s'adresse aux jeunes parents de moins de 25 ans qui n'ont pas complété leurs études secondaires. Elle vise à leur permettre d'acquérir une formation académique qualifiante vers des emplois en demande (terminer le secondaire général et poursuivre une formation secondaire professionnelle ou technique).
- Un service d'accompagnement des participants, des activités de groupe ainsi que des services d'orientation sont également proposés en complément à la formation afin de favoriser la persévérance et la réussite.
- Pour l'année financière 2012-2013 (en date du 21 novembre 2012) on compte 849 participants pour des déboursés de 3 655 085\$

SOURCE :

**Direction des mesures et services aux individus,
15 janvier 2013**

COLLABORATION :

**Direction des ressources externes, des clientèles
spécifiques et de l'optimisation**

**Direction de la statistique et de l'information de gestion,
11 janvier 2013**

VALIDATION :

Bureau de la sous-ministre associée, 18 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION

RPA24

Titre :

Prime au travail :

- État de situation
- Budget des trois dernières années
- Budget projeté pour 2013-2014
- Nombre de personnes jointes par le programme pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013
- Objectifs et résultats pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le ministère des Finances et de l'Économie répondra à cette question.

SOURCE : Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire – 22 janvier 2013

VALIDATION : Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire – 22 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RPA25

Titre : Soutien au travail autonome

- État de situation
- Budget des 3 dernières années
- Budget projeté pour 2013-2014
- Nombre de personnes jointes par le programme pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013
- Objectifs et Résultats pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La mesure vise à soutenir les individus admissibles, aptes à mettre en oeuvre un projet viable d'entreprise afin de favoriser la création d'emplois par la création d'entreprises en leur offrant la possibilité de consolider leur activité d'entreprise ou de travailleur autonome et à retrouver leur autonomie financière.

1. Nombre de participants (1^{er} avril au 21 novembre)

2012-2013	3005
-----------	------

2. Dépenses (1^{er} avril au 30 novembre)

2012-2013	19 564 983 \$
-----------	---------------

SOURCE :
COLLABORATION :
VALIDATION :

Direction des mesures et services aux entreprises et du placement, 15 janvier 2013
Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles, 18 janvier 2013
Bureau de la sous-ministre associée, 19 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RPA26

Titre :

Soutien financier aux mineures enceintes :

- État de situation
- Budget des 3 dernières années
- Budget projeté pour 2013-2014
- Nombre de personnes jointes par le programme pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013
- Objectifs et Résultats pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013

Exposé et statistiques

État de situation

Le programme Soutien financier aux mineures enceintes offre une aide active fondée sur le risque pour la santé et l'intégrité physique de la mère et de l'enfant à naître. Ainsi, les mineures visées par ce programme peuvent bénéficier, en plus d'une aide financière du Ministère, de services de soutien et d'encadrement intensif, qui sont offerts par les centres locaux de services communautaires et qui peuvent se prolonger au-delà de la durée du programme.

L'aide financière est versée à la mineure qui participe au volet « Soutien aux jeunes parents » des Services intégrés en périnatalité et pour la petite enfance du ministère de la Santé et des Services sociaux à partir de la vingtième semaine de sa grossesse jusqu'à la naissance de son enfant. Par la suite, la nouvelle mère peut présenter une demande conformément aux programmes d'aide financière de dernier recours.

Budget :

2012-2013 : 0,6 M\$

Nombre de personnes jointes par le programme pour 2012-2013:

125 au 30 novembre 2012.

Objectifs et résultats pour 2012-2013 :

Au 30 novembre 2012, le programme a permis de venir en aide à 125 futures mères de moins de 18 ans dont la précarité économique constituait une menace pour elle et l'enfant à venir.

SOURCE :

Direction des mesures et des services aux individus
21 janvier 2013

COLLABORATION :

Direction de la statistique et de l'information de gestion
18 janvier 2013

Direction générale adjointe des ressources budgétaires,
financières et matérielles

VALIDATION:

Bureau de la sous-ministre associée, 23 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RPA27

Titre : Supplément de retour au travail

- État de situation
- Budget des 3 dernières années
- Budget projeté pour 2013-2014
- Nombre de personnes jointes par le programme pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013
- Objectifs et Résultats pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013

Le supplément de retour au travail

- Aide financière ponctuelle (500 \$) qui vise à aider les personnes à faible revenu à assumer les dépenses reliées à leur entrée sur le marché du travail.
- Clientèle visée : les personnes n'ayant pas ou très peu travaillé au cours des douze mois précédant le début de l'emploi.

Nombre de personnes jointes par le programme et Budget

	Participants	Dépenses \$
2012-2013	8 561 participants*	4 297 100 \$

* Données au 21 novembre 2012.

SOURCE :

Direction des mesures et services aux individus
14 janvier 2013

COLLABORATION :

Direction de la statistique et de l'information de gestion
Direction générale adjointe des ressources budgétaires,
financières et matérielles, 18 janvier 2013

VALIDATION :

Bureau de la sous-ministre associée, 18 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RPA28

Titre :

Programme d'échange interprovincial.

- État de situation
- Budget des 3 dernières années
- Budget projeté pour 2013-2014
- Nombre de personnes jointes par le programme pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013
- Objectifs et Résultats pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013

Exposé

Le Programme d'échange interprovincial, qui existe depuis 1969, permet chaque été à des étudiantes et des étudiants des universités québécoises de travailler pour le gouvernement provincial, dans d'autres provinces canadiennes, pour une période de 13 semaines. En parallèle, le gouvernement du Québec reçoit également des étudiants des autres provinces canadiennes pour la même période. Le Programme d'échange interprovincial est basé sur des ententes de réciprocité avec les provinces participantes.

Pour l'édition 2012, au total, 79 étudiants provenant du Québec et des autres provinces ont participé au programme :

- 36 participants d'autres provinces ont travaillé dans la Fonction publique québécoise;
- 43 participants québécois ont travaillé pour les gouvernements de l'Alberta et du Manitoba.

SOURCE :

Direction des mesures et services aux entreprises et du placement – 22 janvier 2013

COLLABORATION :

VALIDATION:

Bureau de la sous-ministre associée, 22 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RPA29 : Programme alternative jeunesse

Titre : Programme alternative jeunesse

- État de situation
- Budget des 3 dernières années
- Budget projeté pour 2013-2014
- Nombre de personnes jointes par le programme pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013
- Objectifs et résultats pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013

État de situation

Le Programme alternative jeunesse vise à soutenir les jeunes de moins de 25 ans admissibles à un programme d'aide financière de dernier recours afin d'assurer leur subsistance et les encourager à réaliser des activités leur permettant d'acquérir ou de recouvrer leur autonomie personnelle, sociale et professionnelle.

Budget et participants

Le tableau qui suit présente les données pour l'année 2012-2013.

Année financière	2012-2013
Participants	9 957 Au 21 novembre 2012
Coûts du programme	29 736 099 \$ Au 30 novembre 2012

SOURCE :

Direction des mesures et services aux individus
14 janvier 2013

COLLABORATION :

Direction de la statistique et de l'information de gestion
Direction générale adjointe des ressources budgétaires,
financières et matérielles, 16 janvier 2013

VALIDATION:

Bureau de la sous-ministre associée, 18 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPA30

Titre : Découvrir un métier, une profession

- État de situation
- Budget des 3 dernières années
- Budget projeté pour 2013-2014
- Nombre de personnes jointes par le programme pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013
- Objectifs et Résultats pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Voir la fiche RPA5.

SOURCE : Direction des ressources externes, des clientèles spécifiques et de l'optimisation

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la sous-ministre associée, 18 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPA31

Titre : Jeunes en action

- **État de situation**
- **Budget des 3 dernières années**
- **Budget projeté pour 2013-2014**
- **Nombre de personnes jointes par le programme pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013**
- **Objectifs et Résultats pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013**

Exposé et statistiques

La mesure vise à répondre aux besoins des jeunes de 18 à 24 ans qui éprouvent des difficultés importantes qui les empêchent de réaliser une intégration à court ou à moyen terme au marché du travail. L'intervention adaptée amène les jeunes à développer leur autonomie sur le plan personnel, social et professionnel. Un accompagnement soutenu est nécessaire dans l'atteinte et le maintien des résultats visés.

1. Nombre de participants – 2012-2013 : 3 513.
2. Dépenses 2012-2013 au 21 novembre 2012 : Intervenants externes : 7 M\$ (excluant le soutien du revenu des participants).

SOURCE : Direction des ressources externes, des clientèles spécifiques et de l'optimisation, 17 janvier 2013

COLLABORATION : Direction de la statistique et de l'information de gestion (DSIG),
Direction générale adjointe des services corporatifs (DGASC)

VALIDATION: Bureau de la sous-ministre associée, 18 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RPA32

Titre : Jeunes volontaires

- État de situation
- Budget des 3 dernières années
- Budget projeté pour 2013-2014
- Nombre de personnes jointes par le programme pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013
- Objectifs et Résultats pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013

Exposé

1. Présentation et objectifs de la mesure

- Jeunes volontaires vise à soutenir l'entrée sur le marché du travail de jeunes de 16 à 29 ans. Par le biais d'activités utiles à leur développement professionnel, la mesure permet de définir leur propre projet afin d'acquérir, de vérifier ou de développer des compétences contribuant à leur insertion sociale et professionnelle.
- À la suite de leur participation à la mesure, certains retournent aux études ou intègrent un emploi. D'autres innovent, soit en créant leur propre entreprise, soit en devenant travailleur autonome. La réalisation des projets permet aux participants d'explorer un projet d'affaires, de valider leurs compétences entrepreneuriales, leur motivation et leur détermination par le biais d'activités de prédémarrage d'entreprise.
- Tous les projets Jeunes volontaires sont en lien avec un mentor qui agit à titre bénévole. Ce dernier guide les jeunes dans l'organisation de leur projet en les assistant tout au long des étapes de sa réalisation.

2. Nombre de participants – 2012-2013 (au 21 novembre 2012)

Période	Participants
2012-2013 (au 21 novembre 2012)	648

3. Dépenses 2012-2013 (au 30 novembre 2012)

Période	Total
2012-2013 (au 30 novembre 2012)	2 325 695 \$

SOURCE :
COLLABORATION :
VALIDATION :

**Direction des ressources externes, des clientèles
spécifiques et de l'optimisation, 16 janvier 2013**
Direction de la statistique et de l'information de gestion
Bureau de la sous-ministre associée, 18 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPA33

Titre : Québec Pluriel

- État de situation
- Budget des 3 dernières années
- Budget projeté pour 2013-2014
- Nombre de personnes jointes par le programme pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013
- Objectifs et Résultats pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Québec Pluriel, inscrit dans le cadre de la *Stratégie d'action jeunesse* 2006-2009 reconduite pour 2009-2014, est un service spécialisé de la mesure *Services d'aide à l'emploi*, qui vise l'insertion sociale et professionnelle des jeunes de 16 à 35 ans issus des communautés culturelles ou des minorités visibles. En plus de répondre aux besoins en termes d'employabilité et d'appropriation du contexte culturel du marché du travail québécois, il permet à ses participants de bénéficier de l'accompagnement d'un mentor durant une période minimale de 12 semaines.

Pour 2012-2013 : le nombre de jumelages au 21 novembre était de 202 participants.

Pour 2012-2013 : les déboursés au 30 novembre 2012 s'élevaient à 83 789 \$.

SOURCE :

Direction des ressources externes, des clientèles spécifiques et de l'optimisation, 15 janvier 2013

COLLABORATION :

Direction de la statistique et de l'information de gestion (DSIG), Direction générale adjointe des services corporatifs (DGASC)

VALIDATION :

Bureau de la sous-ministre associée, 18 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RPA34

Titre : Complément d'aide pour personnes handicapées

- État de situation
- Budget des 3 dernières années
- Budget projeté pour 2013-2014
- Nombre de personnes jointes par le programme pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013
- Objectifs et Résultats pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013

Exposé et statistiques

La *Stratégie nationale pour l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées* a été rendue publique le 25 mai 2008. Elle répond à une obligation légale prévue par la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale (art. 63).

Les personnes handicapées ont accès à l'ensemble des mesures et services offerts par Emploi-Québec. Afin de répondre à des besoins qui leur sont spécifiques, certaines mesures leur sont dédiées soit la mesure *Contrat d'intégration au travail* (voir fiche RPA8) et le *Programme de subventions aux entreprises adaptées* (voir fiche RPA7).

Emploi-Québec soutient la contribution des personnes handicapées au marché du travail en les accueillant dans l'ensemble de ses mesures et services, en leur donnant accès à certains accommodements et, s'il y a lieu, en les référant à des partenaires externes spécialisés dans l'accompagnement et l'aide à l'emploi des personnes handicapées.

25 534 personnes handicapées ont pris part à une mesure ou activité entre le 1^{er} avril et le 21 novembre 2012.

Les investissements pour les personnes handicapées sont de l'ordre de 147,2 M\$ au 30 novembre 2012 pour l'année 2012-2013.

SOURCE :

Direction des mesures et services aux individus,
17 janvier 2013

COLLABORATION :

Direction du budget d'Emploi-Québec
Direction de la statistique et de l'information de gestion
Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles

VALIDATION :

Bureau de la sous-ministre associée, 19 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP# B1

Titre : Développement et promotion d'un dispositif d'engagement des entreprises pour la formation de leur main-d'œuvre

- État de situation
- Investissements réalisés depuis 2010
- Prévisions 2013-2014
- Objectifs et résultats
- L'enveloppe globale est-elle toujours de 4,5 M\$ sur trois ans?

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE :

CPMT – 18-01-2013

COLLABORATION :

VALIDATION:

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP# B2

Titre : Soutien des entreprises en matière de gestion des ressources humaines (GRH)

- État de situation
- Investissements réalisés depuis 2010
- Prévisions 2013-2014
- Objectifs et résultats
- L'enveloppe globale est-elle toujours de 40 M\$ sur trois ans?

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Vous réferez à la question A14.

SOURCE :

CPMT – 18-01-2013

COLLABORATION :

VALIDATION:

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP# B3

Titre : Soutien des entreprises à la réalisation d'activités de formation

- État de situation
- Investissements réalisés depuis 2010
- Prévisions 2013-2014
- Objectifs et résultats
- L'enveloppe globale est-elle toujours de 165 M\$ sur trois ans?

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Vous réferez à la question A12.

SOURCE : CPMT – 18-01-2013
COLLABORATION :
VALIDATION:

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP# B4

Titre : Soutien aux entreprises par les programmes de subvention du Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (FDRCMO)

- État de situation
- Investissements réalisés depuis 2010
- Prévisions 2013-2014
- Objectifs et résultats
- L'enveloppe globale est-elle toujours de 102 M\$ sur trois ans?
- Évolution et projection du solde du FDRCMO

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE :
CPMT – 18-01-2013

COLLABORATION :

VALIDATION:

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP# B5

Titre : Poursuite des efforts auprès des entreprises en difficultés de la métropole - État de situation - Sommes prévues à cet effet en 2013-2014
--

Exposé et statistiques (s'il y a lieu) Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : CPMT – 18-01-2013
 COLLABORATION :
 VALIDATION:

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP# B6

Titre : Mesure de soutien à la reprise de l'emploi auprès des entreprises qui ont été confrontées à un ralentissement de leurs activités (AÉRÉ)

- État de situation
- Investissements réalisés depuis 2010
- Prévisions 2013-2014
- Objectifs et résultats
- L'enveloppe globale est-elle toujours de 28 M\$ sur trois ans?

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Veillez vous référer à la question A11.

SOURCE :

CPMT – 18-01-2013

COLLABORATION :

VALIDATION:

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP# B7

Titre : Soutien à la relève de compétences clés dans les entreprises

- État de situation
- Investissements réalisés depuis 2010
- Prévisions 2013-2014
- Objectifs et résultats
- L'enveloppe globale est-elle toujours de 4,5 M\$ sur trois ans?

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : CPMT – 18-01-2013
COLLABORATION :
VALIDATION:

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP# B8

Titre : Financement d'activités de recherche, d'enquête et de vigie en lien avec le développement et la reconnaissance des compétences

- État de situation
- Investissements réalisés depuis 2010
- Prévisions 2013-2014
- Objectifs et résultats
- L'enveloppe globale est-elle toujours de 5,4 M\$ sur trois ans?

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE :

CPMT – 18-01-2013

COLLABORATION :

VALIDATION:

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP# B9

Titre : Financement de projets concertés visant une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi

- État de situation
- Investissements réalisés depuis 2010
- Prévisions 2013-2014
- Objectifs et résultats
- L'enveloppe globale est-elle toujours de 6 M\$ sur trois ans?

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE :

CPMT – 18-01-2013

COLLABORATION :

VALIDATION:

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPC1

Titre

État de situation et d'avancement sur les 13 pistes d'action visant à favoriser l'adéquation entre la formation et les besoins du marché du travail.

Exposé et statistiques

Parmi les 13 pistes d'action :

- quatre sont conjointes : le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport - Emploi-Québec – la Commission des partenaires du marché du travail (dont deux sont divisées en deux volets);
- trois relèvent d'Emploi-Québec ou de la Commission des partenaires du marché du travail;
- six relèvent du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.

La présente fiche porte sur les pistes d'action conjointes et sur celles relevant d'Emploi-Québec et de la CPMT.

Le calendrier des travaux relatifs à la mise en œuvre des pistes d'action menés conjointement avec le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport fait l'objet d'ajustement compte tenu de la création du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie.

PISTES D'ACTION CONJOINTES MELS/EMPLOI-QUÉBEC/CPMT

1. Information dynamique et proactive des citoyens, jeunes et adultes, sur les besoins du marché du travail et sur l'offre de formation permettant d'occuper les emplois disponibles

Cette piste vise à améliorer l'accès et la qualité de l'information sur les sites du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport et du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (réalité et les besoins du marché, l'offre de formation).

2. Augmentation de l'offre de stages en entreprise et développement d'une banque de stages sur le site Placement en ligne

a) Augmentation de l'offre de stages en entreprise

L'objectif est d'identifier et de mettre en œuvre des mesures incitatives de promotion et de sensibilisation visant les entreprises afin d'augmenter le nombre de places de stages dans les programmes de formation professionnels et techniques pour lesquels des besoins sont rencontrés.

b) Développement d'une banque de stages sur le site *Placement en ligne*

Ce volet consiste à rendre disponibles les offres et les demandes de stages dans *Placement en ligne*, sur le site d'Emploi-Québec.

3. Mise en place d'un guichet unique pour le citoyen en vue de reconnaître ses acquis et ses compétences, et début des travaux entre le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport et la Commission des partenaires du marché du travail pour établir des critères de reconnaissance communs

a) Mise en place d'un guichet unique pour le citoyen en vue de reconnaître ses acquis et ses compétences

Établir un dispositif permettant de faciliter l'accès des personnes aux services de reconnaissance des acquis et des compétences (RAC) ainsi que de mettre en place des moyens pour accroître la visibilité et la cohérence de l'information relative à la RAC.

b) Début des travaux entre le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport et la

Commission des partenaires du marché du travail pour établir des critères de reconnaissance communs

Cette piste vise à faciliter, pour un même métier, la reconnaissance des acquis ou des compétences par le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport et par la Commission des partenaires du marché du travail.

4. Priorisation des besoins de formation professionnelle et technique par la Commission des partenaires du marché du travail

La Commission des partenaires du marché du travail a été désignée pour établir annuellement les priorités d'action relatives à la formation afin d'assurer l'adéquation avec les besoins en emploi et contribuer à réduire les difficultés de recrutement ou de renouvellement de leur main-d'œuvre.

PISTES D'ACTION – EMPLOI-QUÉBEC / CPMT

5. Instauration d'une porte d'entrée régionale pour les entreprises en matière de formation et de gestion de leur main-d'œuvre

Mise en place de portes d'entrée régionales sous la responsabilité d'Emploi-Québec afin de simplifier l'accès aux services en matière de formation en entreprise et de développement des compétences de la main-d'œuvre.

6. Mobilisation des travailleurs et des entreprises pour le développement des compétences de la main-d'œuvre, en appuyant l'initiative Investissement-compétences de la Commission des partenaires du marché du travail

Investissement-compétences propose donc une série de mesures pour soutenir et accompagner les travailleurs et les entreprises qui investissent dans la formation (ex. : services-conseils, soutien financier).

7. Amélioration du soutien à la formation à temps partiel pour les personnes en emploi

Cette piste vise à soutenir les entreprises et les travailleurs qui souhaitent s'engager dans un processus de formation à temps partiel.

SOURCE : Emploi-Québec – Bureau de la sous-ministre associée, 18 janvier 2013
COLLABORATION : DGDMO/CPMT, DAIMT/DGAPMT, DMSEP/DGAMSS
VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée, 18 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPC2

Titre

Budget accordé à ces pistes d'action en 2013-2014.

Exposé et statistiques

Aucun budget spécifique n'est accordé pour la mise en œuvre de ces pistes d'action. Les coûts afférents sont assumés dans le cadre des activités régulières du Ministère.

SOURCE : Emploi-Québec – Bureau de la sous-ministre associée, 23 janvier 2013
COLLABORATION :
VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPC3

Titre

Budget accordé à ces pistes d'action depuis leur création.

Exposé et statistiques

Parmi les 13 pistes d'action :

- quatre sont conjointes : le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport - Emploi-Québec – la Commission des partenaires du marché du travail (dont deux sont divisées en deux volets);
- trois relèvent d'Emploi-Québec ou de la Commission des partenaires du marché du travail;
- six relèvent du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.

La présente fiche porte sur les pistes d'action conjointes et sur celles relevant d'Emploi-Québec et de la CPMT.

PISTES D'ACTION CONJOINTES MELS/EMPLOI-QUÉBEC/CPMT

1. Information dynamique et proactive des citoyens, jeunes et adultes, sur les besoins du marché du travail et sur l'offre de formation permettant d'occuper les emplois disponibles

Aucun budget spécifique n'a été accordé en 2012-2013 pour la mise en œuvre de cette piste d'action. Les coûts afférents à la mise en œuvre de cette piste d'action ont été assumés dans le cadre des activités régulières du ministère.

2. Augmentation de l'offre de stages en entreprise et développement d'une banque de stages sur le site Placement en ligne

a) Augmentation de l'offre de stages en entreprise

Aucun budget spécifique n'a été accordé en 2012-2013 pour la mise en œuvre de cette piste d'action. Les coûts afférents à la mise en œuvre de cette piste d'action ont été assumés dans le cadre des activités régulières du ministère.

b) Développement d'une banque de stages sur le site *Placement en ligne*

Aucun budget spécifique n'a été accordé en 2012-2013 pour la mise en œuvre de cette piste d'action. Le financement requis sera alloué dans le cadre du Plan d'investissement des technologies de l'information du ministère.

3. Mise en place d'un guichet unique pour le citoyen en vue de reconnaître ses acquis et ses compétences, et début des travaux entre le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport et la Commission des partenaires du marché du travail pour établir des critères de reconnaissance communs

a) Mise en place d'un guichet unique pour le citoyen en vue de reconnaître ses acquis et ses compétences

Aucun budget spécifique n'a été accordé en 2012-2013 pour la mise en œuvre de cette piste d'action. Les coûts afférents à la mise en œuvre de cette piste d'action ont été assumés dans le cadre des activités régulières du ministère.

b) Début des travaux entre le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport et la Commission des partenaires du marché du travail pour établir des critères de reconnaissance communs

Aucun budget spécifique n'a été accordé en 2012-2013 pour la mise en œuvre de cette piste d'action. Les coûts afférents à la mise en œuvre de cette piste d'action ont été assumés dans le cadre des activités régulières de la CPMT.

4. Priorisation des besoins de formation professionnelle et technique par la Commission des partenaires du marché du travail

Aucun budget spécifique n'a été accordé en 2012-2013 pour la mise en œuvre de cette piste

d'action. Les coûts afférents à la mise en œuvre de cette piste d'action ont été assumés dans le cadre des activités régulières de la CPMT.

PISTES D'ACTION – EMPLOI-QUÉBEC / CPMT

5. Instauration d'une porte d'entrée régionale pour les entreprises en matière de formation et de gestion de leur main-d'œuvre

Aucun budget spécifique n'a été accordé en 2012-2013 pour la mise en œuvre de cette piste d'action. Les coûts afférents à la mise en œuvre de cette piste d'action ont été assumés dans le cadre des activités régulières du ministère.

6. Mobilisation des travailleurs et des entreprises pour le développement des compétences de la main-d'œuvre, en appuyant l'initiative Investissement-compétences de la Commission des partenaires du marché du travail

Les budgets accordés pour cette piste d'action en 2012-2013 correspondent aux montants prévus au plan d'affectation du Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (FDRCMO) pour l'initiative Investissement-compétences. Ce fonds exerce des opérations fiduciaires et, par conséquent, est exclu du périmètre comptable du gouvernement.

7. Amélioration du soutien à la formation à temps partiel pour les personnes en emploi

Le budget accordé pour cette piste d'action en 2012-2013 provient du FDRCMO qui exerce des opérations fiduciaires et, par conséquent, est exclu du périmètre comptable du gouvernement.

SOURCE : Emploi-Québec – Bureau de la sous-ministre associée, 23 janvier 2013
COLLABORATION : DGDMO/CPMT, DAIMT/DGAPMT, DMSEP/DGAMSS
VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPC4

Titre L'enveloppe de 3 M\$ sur deux ans prévue pour l'amélioration de la diffusion de l'information sur le marché du travail et de l'offre de stage demeure-t-elle inchangée?

Exposé et statistiques Les investissements prévus pour l'amélioration de la diffusion de l'information sur le marché du travail et l'offre de stage seront planifiés à même les budgets réguliers du ministère.
--

SOURCE : Emploi-Québec – Bureau de la sous-ministre associée, 17 janvier 2013
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée, 18 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION

RPD1

Titre :

État de situation sur la Stratégie gouvernementale pour le maintien en emploi des travailleurs expérimentés

Exposé et statistiques

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : Direction des politiques d'emploi, de la planification stratégique et de la veille – 14 janvier 2013

COLLABORATIONS : Direction de la statistique et de l'information de gestion – 18 décembre 2012
 Direction de la planification et du développement des stratégies
 Direction de l'analyse du marché du travail
 Direction des ressources externes, des clientèles spécifiques et de l'opposition
 Direction générale du développement de la main-d'œuvre (CPMT)

VALIDATION : Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire – 14 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RPD2

Titre :

Évolution des budgets et des mesures touchant les travailleurs expérimentés de 55 ans et plus depuis 2010-2011

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La donnée n'est pas disponible parce que la gestion est effectuée par Fonds et non par programme et par clientèle.

SOURCE :

Direction des mesures et services aux individus – 28 janvier 2013

COLLABORATION :

Direction de la statistique et de l'information de gestion – 18 décembre 2012

Direction de la planification et du développement des stratégies

Direction de l'analyse du marché du travail

Direction des ressources externes, des clientèles spécifiques et de l'optimisation

Direction générale du développement de la main-d'œuvre (CPMT)

VALIDATION :

Bureau de la sous-ministre associée, 28 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION

RPD3

Titre :
 Prévisions 2013-2014 des budgets alloués à cette stratégie et aux mesures touchant les travailleurs expérimentés de 55 ans et plus

Exposé et statistiques
 La donnée n'est pas disponible parce que la gestion est effectuée par Fonds et non par programme et par clientèle.

SOURCE :

Direction des mesures et services aux individus – 28 janvier 2013

COLLABORATION :

Direction de la statistique et de l'information de gestion – 18 décembre 2012
 Direction de la planification et du développement des stratégies
 Direction de l'analyse du marché du travail
 Direction des ressources externes, des clientèles spécifiques et de l'opposition
 Direction générale du développement de la main-d'œuvre (CPMT)

VALIDATION :

Bureau de la sous-ministre associée, 28 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RPD4

Titre :

L'enveloppe prévue pour la Stratégie gouvernementale pour le maintien en emploi des travailleurs âgés est-elle toujours de 31 M\$ sur 3 ans pour le MESS?

Exposé et statistiques

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : Direction des politiques d'emploi, de la planification stratégique et de la veille – 14 janvier 2013

COLLABORATIONS : Direction de la statistique et de l'information de gestion – 18 décembre 2012
 Direction de la planification et du développement des stratégies
 Direction de l'analyse du marché du travail
 Direction des ressources externes, des clientèles spécifiques et de l'opposition
 Direction générale du développement de la main-d'œuvre (CPMT)

VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPE1

Titre : Stratégie d'action jeunesse

État de situation : actions posées, actions à venir, résultats concrets.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Dans le cadre de la Stratégie d'action jeunesse 2009-2014, Emploi-Québec offre des stages à l'étranger aux jeunes éloignés du marché du travail dans le but de les aider à acquérir une expérience pratique pertinente à leur cheminement professionnel en participant à des chantiers d'insertion ou en effectuant des stages pratiques en entreprise en Wallonie-Bruxelles, dans les pays des Amériques et en France.

La clientèle ciblée est celle des jeunes âgés entre 18 et 35 ans provenant de toutes les régions du Québec, sans emploi, en recherche d'emploi ou dans un emploi non relié au domaine d'études.

Le budget prévu pour le financement des stages s'élève à 3,5 M\$ pour la durée de la Stratégie et est financé par le Fonds de développement du marché du travail.

État de réalisation :

- Pour l'année 2012-2013, 262 nouvelles participations à un stage à l'étranger ont été effectuées au 21 novembre 2012 pour un coût de 355,9 K\$.

La Stratégie prévoit d'autres activités pour les jeunes. Vous trouverez l'information concernant le Programme alternative jeunesse dans la fiche A29, pour la mesure Jeunes en action dans la fiche A31 et pour Québec pluriel, dans la fiche A33.

SOURCE :

Direction de la planification et du développement des stratégies, 15 janvier 2013

COLLABORATION :

DGARBFM, DSIG

VALIDATION:

Bureau de la sous-ministre associée, 16 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPE2

Titre :

Budgets consacrés à la stratégie depuis 2009.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La contribution estimée à la Stratégie d'action jeunesse 2009-2014 en 2012-2013 s'élève à 29,6 M \$.

SOURCE :

Direction de la planification et du développement des
stratégies, 24 janvier 2013

COLLABORATION :

DGARBFM

VALIDATION:

Bureau de la sous-ministre associée, 25 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPE3

Titre :

Prévisions pour 2013-2014 (Stratégie d'action jeunesse 2009-2014).

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE :

Direction de la planification et du développement des
stratégies, 15 janvier 2013

COLLABORATION :

VALIDATION:

Bureau de la sous-ministre associée, 16 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPE4

Titre :
L'enveloppe budgétaire dédiée à la stratégie est-elle toujours estimée à 148 M\$?

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La contribution du MESS à la Stratégie d'action jeunesse 2009-2014 est estimée à 148 M\$ pour les six mesures suivantes :

Mesures de la Stratégie d'action jeunesse 2009-2014	Contribution financière
Jeunes en action	41,5 M\$
Québec Pluriel	4,5 M\$
Alternative jeunesse	58,5 M\$
Stages à l'étranger pour les jeunes éloignés du marché du travail	3,5 M\$
Projets de conciliation Travail-Études	10 M\$ (sur deux ans)
Crédit d'impôt aux entreprises qui forment un apprenti ou qui reçoivent un stagiaire en formation postsecondaire (admissibles aux étudiants postsecondaires et aux travailleurs, incluant les jeunes, les personnes immigrantes et les personnes handicapées)	30 M\$

SOURCE : Direction de la planification et du développement des stratégies ,
24 Janvier 2013

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la sous-ministre associée, 25 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RPF1

Titre : Stratégie nationale pour l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées

- État de situation sur les investissements de 82,6 M\$ par le MESS.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Voir les questions A7 et A8.

SOURCE :

**Direction des mesures et services aux individus,
15 janvier 2013**

COLLABORATION :

**Direction des politiques d'emploi, de la planification
stratégique et de la veille
Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et
matérielles**

VALIDATION :

Bureau de la sous-ministre associée, 19 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RPG1

Titre : État de situation sur les investissements de 27 M\$ prévus au budget 2012-2013.

Exposé et statistiques

Les mesures PRIIME et Interconnexion ont été mises de l'avant et ont été autofinancées à même le Fonds de développement du marché du travail.

Se référer aux fiches RPA10 pour des informations sur PRIIME et RPI1 pour des informations sur le programme Interconnexion, qui visent les personnes immigrantes.

SOURCE : Direction des mesures et des services aux individus, 29 janvier 2013

COLLABORATION : Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire
Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles, 17 janvier 2013

VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée, 29 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche RPG2

Titre : État de situation sur le programme Mon premier emploi pour les immigrants.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Voir la fiche RPG1.

SOURCE :

Direction des mesures et des services aux entreprises et du placement, 14 janvier 2013

COLLABORATION :

VALIDATION:

Bureau de la sous-ministre associée, 19 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RPG3

Titre : État de situation sur l'intégration en emploi des personnes immigrantes.

Exposé et statistiques

- Taux d'emploi des personnes immigrantes ayant bénéficié d'une intervention des services publics d'emploi¹

2012-2013*	45,1 %
------------	--------

* Données en date du 16 novembre 2012

- En 2012, les personnes immigrantes ont bénéficié de 41,2 % des emplois créés au Québec.

SOURCE : Direction des mesures et des services aux individus, 25 janvier 2013
COLLABORATION : Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire
Direction générale adjointe de la planification du marché du travail
VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée, 28 janvier 2013

¹ Source : Rapport annuel de gestion 2011-2012 Emploi-Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPH1

Titre :

État de situation sur les mesures touchant le MESS dans le cadre de la Stratégie d'intervention d'Emploi-Québec à l'égard de la main-d'œuvre féminine.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La *Stratégie d'intervention d'Emploi-Québec à l'égard de la main-d'œuvre féminine* a été lancée officiellement le 30 novembre 2009. Elle est une actualisation de la stratégie de 2001 et a été élaborée en tenant compte des changements qu'a connus le marché du travail depuis son adoption et du bilan des interventions. Elle s'inscrit aussi dans le cadre du second plan d'action gouvernemental pour l'égalité entre les hommes et les femmes, couvrant la période 2011-2015, lancé le 16 juin 2011. Celui-ci comprend 102 actions, dont 7 sont sous la responsabilité du MESS. La mise en œuvre de la *Stratégie d'Emploi-Québec à l'égard de la main-d'œuvre féminine* constitue l'une de ces actions.

Cette stratégie, élaborée après diverses consultations notamment auprès du Comité consultatif Femmes¹, s'articule autour de deux grandes orientations :

- 1) La connaissance, la reconnaissance et la prise en compte de la problématique de la main-d'œuvre féminine;
- 2) La diminution des obstacles à l'intégration et au maintien en emploi de la main-d'œuvre féminine.

Les résultats 2012-2013 de la Stratégie ne sont pas disponibles.

L'intervention d'Emploi-Québec auprès des femmes

En 2012-2013, les données du 1^{er} avril 2012 au 21 novembre 2012 démontrent que 47 % des nouveaux participants aux interventions des Services publics d'emploi offerts par Emploi-Québec étaient des femmes (85 282 sur un total de 179 741 nouveaux participants).

SOURCE :

Direction de la planification et du développement des stratégies, Emploi-Québec, 15 janvier 2012

COLLABORATION :

Direction des ressources externes, des clientèles spécifiques et de l'optimisation

Direction du développement des compétences et de l'intervention sectorielle, Commission des partenaires du marché du travail

Direction des politiques d'emploi, de la planification stratégique et de la veille

Secrétariat à la condition féminine

Direction adjointe au budget

VALIDATION :

Bureau de la sous-ministre associée, 16 janvier 2013

¹ Le Comité consultatif Femmes est composé des déléguées en condition féminine des 17 Conseils régionaux des partenaires du marché du travail (CRPMT), des responsables de la condition féminine de la Centrale des syndicats démocratiques (CSD), de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), de la Confédération des syndicats nationaux (CSN) et de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) ainsi que des représentants d'organismes liés à l'employabilité des femmes (tels que Action travail femmes (ATF), le Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT), Femmes regroupées en options non traditionnelles (FRONT) et le Réseau des services spécialisés de main-d'œuvre (CSMO)).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPH2

Titre :

Sommes consacrées à ces mesures depuis 2010-2011 (Stratégie d'intervention d'Emploi-Québec à l'égard de la main-d'œuvre féminine).

Exposé et statistiques (s'il y a lieu).

Données non disponibles.

SOURCE :

Direction de la planification et du développement des stratégies, Emploi-Québec, 15 janvier 2013

COLLABORATION :

Direction des ressources externes, des clientèles spécifiques et de l'optimisation

Direction du développement des compétences et de l'intervention sectorielle, Commission des partenaires du marché du travail

Direction des politiques d'emploi, de la planification stratégique et de la veille

Secrétariat à la condition féminine

Direction adjointe au budget

VALIDATION:

Bureau de la sous-ministre associée, 16 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPH3

Titre :

Prévisions pour 2013-2014 (Stratégie d'intervention d'Emploi-Québec à l'égard de la main-d'œuvre féminine).

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE :

Direction de la planification et du développement des stratégies, Emploi-Québec, 15 janvier 2013

COLLABORATION :

Direction des ressources externes, des clientèles spécifiques et de l'optimisation

Direction du développement des compétences et de l'intervention sectorielle, Commission des partenaires du marché du travail

Direction des politiques d'emploi, de la planification stratégique et de la veille

Secrétariat à la condition féminine

Direction adjointe au budget

VALIDATION:

Bureau de la sous-ministre associée, 16 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RPI1

Titre : Programme Interconnexion ○ État de situation

État de situation Les ententes Interconnexion conclues entre la Direction régionale de l'Île-de-Montréal et la Chambre de commerce du Montréal métropolitain existent depuis 2010. Une entente entre la Direction régionale Emploi-Québec de l'Île-de-Montréal et la Chambre de commerce du Montréal métropolitain a été signée pour la période du 1^{er} juillet 2012 au 30 juin 2013. Pour la région de la Capitale-Nationale, un projet pilote d'un a débuté le 1^{er} septembre 2012 et prendra fin le 31 mars 2013.
--

SOURCE :	Direction des mesures et services aux entreprises et du placement, 16 janvier 2013
COLLABORATION :	
VALIDATION:	Bureau de la sous-ministre associée, 23 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPI2

Titre : Interconnexion

- Budget alloué au programme Interconnexion depuis 2010-2011

Budget alloué au programme Interconnexion 2012-2013

Selon les informations inscrites dans les ententes entre Emploi-Québec et les chambres de commerce concernées.

Montréal

Entente conclue entre la Direction régionale Emploi-Québec de l'Île-de-Montréal et la Chambre de commerce du Montréal métropolitain

Période visée	Subvention accordée
Juillet 2012 à juin 2013	1 339 150 \$

Capitale-Nationale

Pour la région de la Capitale-Nationale, une entente d'un montant de 210 247 \$ (Emploi-Québec pour 141 322 \$ et le Bureau de la Capitale-Nationale pour 68 925 \$) a débuté le 1^{er} septembre 2012 et prendra fin le 31 mars 2013.

SOURCE :

Direction des mesures et services aux entreprises et du placement, 14 janvier 2013

COLLABORATION :

Direction de la statistique et de l'information de gestion

VALIDATION:

Bureau de la sous-ministre associée, 28 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Fiche : RPI3

Titre : Programme Interconnexion • Prévisions pour 2013-2014.

Prévisions pour 2013-2014 Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE :	Direction des mesures et services aux entreprises et du placement, 15 janvier 2013
COLLABORATION :	
VALIDATION:	Bureau de la sous-ministre associée, 23 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RPI4

Titre : Programme Interconnexion

- État de suivi des mesures prévues au budget 2012-2013.

État de suivi des mesures prévues au budget 2012-2013

Une entente entre la Direction régionale de l'Île-de-Montréal et la Chambre de commerce du Montréal métropolitain a été signée pour la période du 1^{er} juillet 2012 au 30 juin 2013.

Pour la région de la Capitale-Nationale, un projet pilote a débuté le 1^{er} septembre 2012 et prendra fin le 31 mars 2013.

SOURCE :

**Direction des mesures et services aux entreprises et du
placement, 25 janvier 2013**

COLLABORATION :

VALIDATION:

Bureau de la sous-ministre associée, 28 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : J1

Titre

Économies réalisées par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) par la réduction des prestations aux prestataires qui doivent retirer leur rente de retraite en 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014.

Exposé et statistiques

- ◆ En octobre 2012, 31 393 ménages prestataires ont reçu une rente de retraite de la Régie des rentes du Québec, dont le montant moyen est établi à près de 153 \$ par mois.
- ◆ On peut donc estimer l'impact de cette mesure à 57,6 M\$ en 2012-2013.

SOURCE : Direction des politiques de prestations – 17 décembre 2012

VALIDATION : Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire – 28 décembre 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPJ2

Titre

Effectifs selon la fonction et évolution mensuelle du nombre de dossiers par agent, pour chacun des centres locaux d'emploi en 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014.

Exposé et statistiques

Effectifs selon la fonction : voir les fiches RP24 et RP25 du deuxième groupe d'opposition.

Nombre moyen de dossiers par agent pour l'ensemble des CLE :

À la fin novembre 2012, le nombre de dossiers opérationnels confiés à un agent de gestion des dossiers actifs fut en moyenne de 491.

SOURCE : Bureau de la sous-ministre associée, le 11 décembre 2012
COLLABORATION : Direction de la statistique et de l'information de gestion
VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée, le 11 décembre 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RPJ3

Titre : Délai d'attente pour avoir accès à un agent d'un centre local d'emploi pour 2011 et 2012.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu) Le Ministère ne dispose pas de données à ce sujet.
--

SOURCE :	Bureau de la sous-ministre adjointe aux opérations, 22 janvier 2013
COLLABORATION :	Direction de la statistiques et de l'information de gestion
VALIDATION:	Bureau de la sous-ministre associée, 22 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION

RPJ4

Titre :

Nombre de prestataires à la sécurité du revenu, mensuellement de 2009 à 2012 (aide de dernier recours et de solidarité sociale) et prévisions du nombre de prestataires pour 2013-2014.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Nombre de prestataires à l'aide financière de dernier recours, mensuellement, pour les sept premiers mois de l'année financière 2012-2013 :

	PROGRAMME		Nombre total de prestataires
	Aide sociale	Solidarité sociale	
	Nombre de prestataires	Nombre de prestataires	
avril 12	320 826	147 289	468 115
mai-12	319 127	147 135	466 262
juin-12	315 231	146 998	462 229
juillet-12	313 842	146 759	460 601
août-12	314 293	146 637	460 930
septembre-12	313 166	146 454	459 620
octobre-12	311 187	146 105	457 292
Moyenne mensuelle	315 382	146 768	462 150

SOURCE :
COLLABORATION :
VALIDATION :

Direction des politiques de prestations – 11 janvier 2013

Direction de la statistique et de l'information de gestion – 11 janvier 2013

Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire – janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPJ5

Titre Coût de l'indexation des prestations de l'assistance-emploi pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014

Exposé et statistiques Pour 2013-2014, le coût de l'indexation des prestations de l'aide financière de dernier recours est estimé à 70,7 M\$.

SOURCE :	Direction adjointe au budget, 11 décembre 2012
COLLABORATION :	Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire
VALIDATION :	Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : J6a

Titre :

État de la situation du Programme de l'assistance-emploi en 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014 concernant :

- a) Répartition des prestataires avec contraintes sévères à l'emploi selon les diagnostics de nature invalidante pour incapacité supérieure ou égale à douze mois.

Exposé et statistiques

DIAGNOSTICS	NOMBRE D'ADULTES AVEC CONTRAINTES SÉVÈRES
	Octobre 2012
Retard mental, déficience mentale ou intellectuelle (code 3170)	12 806
Psychoses (code 2900)	15 819
Schizophrénie paranoïde (code 2953)	7 911
Troubles névrotiques, de la personnalité et autres (code 3000)	19 079
Déficience mentale ou intellectuelle sévère (code 3182)	5 613
Autres maladies et syndrome du système nerveux (code 3400)	5 809
Cardiopathies ischémiques (code 4100)	1 558
Arthropathies et affections apparentées (code 7100)	3 747
Maladies pulmonaires obstructives (code 4900)	1 798
Maladies endocriniennes, etc. (code 2400)	3 180
Trisomie 13, 18, 21 (code 7589)	2 822
Affections des régions du plan dorsal (code 7200)	5 579
Tumeurs malignes (code 1400)	1 100
Autres diagnostics	38 317
Rentes d'invalidité RRQ, Régime de pensions du Canada, etc. ¹	4 640
TOTAL	129 778

SOURCE :

Direction de la statistique et de l'information de gestion – 16 janvier 2013

VALIDATION :

Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action
communautaire – 17 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RPJ6b

Titre

État de la situation du programme d'assistance-emploi en 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014 concernant :

- b) Évolution mensuelle du nombre de demandes d'inscription à l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi en ventilant selon l'étape de traitement du dossier et en spécifiant le délai moyen pour chacune de ces étapes.

A) Nombre de personnes avec contraintes sévères à l'emploi en octobre 2012, selon l'étape de traitement du dossier

Admission	Nombre	%
▪ Parce que bénéficiaires de rentes d'invalidité ^{1,2}	4 640	3,58
▪ Par un agent d'aide socioéconomique	28 930	22,29
▪ Par un comité d'évaluation médicale et socioprofessionnelle	82 754	63,77
▪ Par un comité de révision	11 662	8,99
▪ Par le Tribunal administratif du Québec	937	0,72
▪ Autres	9	0,01
▪ Inconnue	846	0,65
Total	129 778	100,00

¹ Les bénéficiaires de rentes d'invalidité d'un autre régime sont automatiquement admis à l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi.

² Il peut arriver que ces bénéficiaires se retrouvent dans une autre catégorie. A été priorisé la catégorie « Bénéficiaire de la rente d'invalidité ».

B) Nombre de demandes traitées par l'ensemble des comités d'évaluation médicale et socioprofessionnelle et des comités de révision du 1^{er} avril 2012 au 30 novembre 2012 (8 premiers mois de l'année financière 2012-2013)

Comités d'évaluation médicale et socioprofessionnelle

▪ Demandes reçues	8 679	
▪ Demandes traitées	8 711 ³	100,4 %
▪ Demandes acceptées	4 297	49,3 %
▪ Demandes refusées avec allocation pour contraintes temporaires	3 179	36,5 %
▪ Demandes refusées sans allocation pour contraintes temporaires	1 235	14,2 %

Comités de révision

Période du 1^{er} avril 2012 au 31 octobre 2012 (7 premiers mois de l'année financière 2012-2013)

▪ Demandes reçues	1 031 ⁴	
▪ Demandes traitées	877	
▪ Demandes acceptées	445	50,7 %
▪ Demandes refusées avec allocation pour contraintes temporaires	148	16,9 %
▪ Demandes refusées sans allocation pour contraintes temporaires	215	24,5 %
▪ Autres (ex. : désistements ou non récurrents)	79	9,0 %

³ Certains dossiers reçus en fin d'année sont traités au début de l'année suivante; ce chevauchement explique le fait que le nombre de dossiers traités excède le nombre de dossiers reçus.

⁴ On ne peut mettre en relation le nombre de demandes reçues et traitées au cours de la période de référence. En effet, une partie des demandes traitées au cours de la période de référence ont pu être reçues avant le 1^{er} avril 2012.

C) Nombre de demandes en appel, traitées par le Tribunal administratif du Québec du 1^{er} avril 2012 au 31 octobre 2012 (7 premiers mois de l'année financière 2012-2013)

• Décisions sur le fond	38
• Désistements	30
• Conciliations	0
• Règlements hors tribunal	5
Total	73

• Pourcentage de demandes accueillies	22	57,9 %
• Pourcentage de demandes refusées	12	31,6 %
• Pourcentage de demandes accueillies ou rejetées en partie	0	0 %
• Pourcentage de règlements hors tribunal entériné	4	10,5 %
• Pourcentage de recours sans objet	0	0 %

D) Délai de traitement du 1^{er} avril 2012 au 31 octobre 2012 (7 premiers mois de l'année financière 2012-2013)

Demandes d'admissibilité au programme

Délai total moyen

- | | |
|--|------------|
| • Admis par l'agent avec rapport médical (si diagnostic présent à la <i>Liste des diagnostics évidents</i>) | Sans délai |
| • Recommandation des comités d'évaluation médicale et socioprofessionnelle ⁵ | 5 jours |

Demandes de révision⁶

86,6 jours

- Décision des comités de révision

⁵ Le délai total moyen de traitement en admission est le délai entre le moment où le dossier entre à la Direction de la conformité et de l'évaluation médicale et celui où il est transmis au centre local d'emploi.

⁶ Le délai total moyen de traitement en révision est le délai entre le moment de la date de réception de la demande (habituellement au centre local d'emploi) ou la production d'observations et la date d'expédition de la décision par la Direction des régions de l'Est-du-Québec.

SOURCE : Direction des politiques de prestations – 16 janvier 2013

COLLABORATIONS : Direction de la statistique et de l'information de gestion
Direction de la conformité et de l'évaluation médicale
Direction générale adjointe de la révision et des recours administratifs
Tribunal administratif du Québec

VALIDATION : Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire – 22 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPJ6c

Titre :

État de la situation du Programme de l'assistance-emploi en 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014 concernant :

- c) Répartition des ménages selon le mode de logement (propriétaires, locataires, chambreurs, en logement subventionné : HLM, coopérative d'habitation) en indiquant la catégorie de ménages.

Exposé et statistiques

OCTOBRE 2012					
MODES DE LOGEMENT	CATÉGORIES DE MÉNAGES				TOTAL
	Personnes seules ¹	Couples sans enfants	Familles monoparentales	Couples avec enfants	
Propriétaires	8 101	2 280	1 170	940	12 491
Propriétaires à logements multiples	231	48	36	23	338
Locataires	102 332	8 302	26 168	14 081	150 883
Locataires H.L.M. ou coopératives	21 661	1 492	6 688	2 692	32 533
Chambreurs ou pensionnaires	72 271	454	3 239	351	76 315
Chamb. ou pension. chez un parent	39 425	407	2 782	266	42 880
Temporairement sans adresse ²	2 835	8	21	2	2 866
En hébergement	2 610				2 610
TOTAL	249 466	12 991	40 104	18 355	320 916

1. Inclut les conjoints d'étudiants.

2. Désigne les personnes qui n'ont pas d'adresse fixe ou stable ou qui n'ont pas l'assurance d'un hébergement stable pour les 60 prochains jours.

SOURCE :

Direction de la statistique et de l'information de gestion – 16 janvier 2013

VALIDATION :

Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire – 17 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPJ6dj

Titre :

État de la situation du Programme de l'assistance-emploi en 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 avec :

d) Nombre d'enfants (moins de 18 ans) vivant au sein d'un ménage prestataire du Programme d'assistance-emploi, selon qu'ils fréquentent l'école primaire, l'école secondaire, le cégep, l'université ou qu'ils ne fréquentent pas l'école.

j) Nombre d'enfants handicapés vivant au sein d'un ménage bénéficiaire de la sécurité du revenu.

Exposé et statistiques

DESCRIPTION	Nombre d'enfants de moins de 18 ans
	Octobre 2012
Âge préscolaire	37 940
Études primaires	30 997
Études secondaires	26 600
Études postsecondaires	405
Sans occupation	1 497
TOTAL	97 439
Handicapé	2 384

SOURCE :

Direction de la statistique et de l'information de gestion –
18 janvier 2013

COLLABORATION :

VALIDATION :

Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de
l'action communautaire – 18 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION

RPJ6ef

Titre :

État de la situation du Programme de l'assistance-emploi en 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014 concernant :

- e) Nombre d'adultes de 18 ans et plus qui reçoivent une contribution parentale ou devraient en recevoir une.
- f) Économies que ces contributions parentales représentent pour le régime de la sécurité du revenu.

Exposé et statistiques

- e) **Nombre d'adultes de 18 ans et plus qui reçoivent une contribution parentale ou devraient en recevoir une**

En octobre 2012, le nombre d'adultes de 18 ans et plus soumis à la contribution parentale était de 1 382.

- f) **Économies que ces contributions parentales représentent pour le régime d'aide financière de dernier recours**

- Un adulte prestataire qui ne répond pas à certains critères d'indépendance fixés par la Loi est réputé recevoir une contribution financière de ses parents.
- Le Règlement établit le montant de cette contribution.
- L'impact généré par la contribution parentale est estimé à 13,0 M\$ en 2012-2013.

SOURCE :

Direction des politiques de prestations

COLLABORATION : Direction de la statistique et de l'information de gestion – 21 décembre 2012

VALIDATION :

Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles – 21 décembre 2012

Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire – 28 décembre 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION

de fiche : RP J6g

Titre

Nombre de dossiers en subrogation qui attendent d'être traités par le ministre et évaluation des coûts des paiements rétroactifs qui devront être versés aux prestataires ou aux parents des prestataires, en raison de la contribution parentale.

Exposé et statistiques

Le Ministère paie la pleine prestation au jeune lorsque ses parents refusent de contribuer ou sont introuvables. Il n'y a donc aucun paiement rétroactif susceptible d'être versé en raison de la contribution parentale.

SOURCE : Direction des mesures et services aux individus – 13 décembre 2012
COLLABORATION : Direction des politiques de prestations
VALIDATION: Direction de la statistique et de l'information de gestion, 13 décembre 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION

RPJ6hi

Titre

État de situation de l'assistance-emploi en 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014 concernant :

- h) Nombre de familles monoparentales avec des enfants de moins de douze ans qui reçoivent une pension alimentaire;
- i) Économies que ces pensions alimentaires représentent pour le régime de la sécurité du revenu.

Exposé et statistiques

En octobre 2012, 6 665 familles monoparentales prestataires avec au moins un enfant de moins de douze ans déclarent recevoir une pension alimentaire¹.

Le total annuel des revenus de pension alimentaire **reçus** par ces familles monoparentales est estimé à 23,2 M\$ et est calculé en tenant compte d'un montant mensuel moyen de pension alimentaire de 290,5 \$.

Depuis le 1^{er} avril 2011, le montant maximum d'exclusion pour les revenus de pension alimentaire est de 100 \$ par enfant à charge, et ce, peu importe l'âge de l'enfant. Le coût annuel de cette exclusion, uniquement pour les familles monoparentales ayant au moins un enfant de moins de douze ans qui reçoivent une pension alimentaire est estimé à 13,3 M\$.

Le Ministère estime donc que la comptabilisation des pensions alimentaires **chez les familles monoparentales avec au moins un enfants de moins de douze ans** équivaut à environ 9,9 M\$ en prestation non versée au régime d'aide financière de dernier recours.

¹ La comparaison avec l'année précédente doit être faite avec réserve. Étant donnée que les revenus de pension alimentaire versés en droit réalisable rétroactivement en cours d'année sont inclus dans les données, le nombre de ménages déclarant recevoir une pension alimentaire pour le dernier mois disponible peut être sous-estimé par rapport à celui du même mois de l'année précédente.

SOURCE : Direction des politiques de prestations – 20 décembre 2012

COLLABORATION : Direction de la statistique et de l'information de gestion – validation 21 décembre 2012

VALIDATION : Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique et de l'action communautaire – 17 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION

de fiche : J6k

Titre :
 État de la situation du Programme de l'assistance-emploi en 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014 concernant :

k) Évolution mensuelle de la répartition des adultes avec contraintes temporaires à l'emploi selon les critères suivants :

i. État de santé;
 ii. État de grossesse;
 iii. Garde d'enfants d'âge préscolaire;
 iv. Garde d'enfants handicapés;
 v. Critère de 55 ans;
 vi. Partage du logement avec une personne qui requiert des soins constants;
 vii. Attente de traitement d'une demande d'admission au Programme de soutien financier.

Exposé et statistiques

MOTIFS POUR CONTRAINTES TEMPORAIRE									
Mois et année	État de santé	État de grossesse	Enfants à charge	Enfant handicapé	Critère de 55 ans	Attente décision contraintes sévères ¹	Prend soin d'une personne ²	Autres ³	TOTAL
2012									
Avril	13 896	1 268	25 774	1 688	46 063	280	1 381	156	90 506
Mai	13 712	1 267	25 893	1 689	45 994	268	1 383	128	90 334
Juin	13 410	1 230	25 968	1 672	45 904	271	1 384	120	89 959
Juillet	13 258	1 268	26 087	1 673	45 857	296	1 392	127	89 958
Août	13 209	1 223	26 399	1 667	45 859	295	1 384	134	90 170
Septembre	13 015	1 184	26 592	1 664	45 930	252	1 372	135	90 144
Octobre	13 131	1 226	23 426	1 741	45 962	262	1 370	144	87 262

1. Attente de traitement d'une demande pour obtenir l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi.
 2. Partage du logement avec une personne que requiert des soins constants.
 3. Comprend principalement des adultes qui séjournent dans des maisons d'hébergement pour victime de violence.

SOURCE :

VALIDATION :

Direction de la statistique et de l'information de gestion – 16 janvier 2013
 Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire – 17 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPJ61

Titre :

État de la situation au Programme de l'assistance-emploi en 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 avec :

- 1) Nombre de ménages déclarant des revenus, selon les catégories de barème et le revenu moyen déclaré.

Exposé et statistiques

SELON LE TYPE D'ALLOCATION	REVENUS COMPTABILISABLES ¹	
	Octobre 2012	
	Nombre de ménages	Revenu comptabilisable moyen
Aide sociale		
De base (incluant les hébergés) ²	9 778	217,76 \$
Contraintes temporaires ³	22 836	207,45 \$
Mixte temporaire ⁴	1 670	277,73 \$
Solidarité sociale		
Solidarité sociale (contraintes sévères) ⁵	31 805	411,34 \$
De base hébergé ⁶	257	60,58 \$
TOTAL	66 346	307,91 \$

1. Les revenus comptabilisables sont tous les revenus de travail et les revenus provenant d'autres sources (assurance-emploi, RRQ, CSST, pensions alimentaires, etc.) ayant un impact sur le montant de la prestation d'aide financière de dernier recours. La partie comptabilisée des revenus déclarés (revenu comptabilisable) est celle qui dépasse les exemptions permises (dans le cas des revenus de travail, des pensions alimentaires et des allocations d'aide à l'emploi), diminuant d'autant le montant de l'aide financière accordée.
2. Montant de base applicable à l'adulte seul ou au couple ne présentant aucune contrainte à l'emploi (incluant les hébergés au Programme d'aide sociale).
3. Allocation versée à un adulte seul présentant une contrainte temporaire à l'emploi. Dans le cas de ménages avec deux adultes, seulement un des adultes présente une contrainte temporaire, l'autre adulte étant sans contraintes à l'emploi.
4. Allocation versée à un ménage composé de deux adultes lorsque les deux adultes présentent des contraintes temporaires à l'emploi.
5. Allocation versée à un adulte seul ou au couple prestataire du Programme de solidarité sociale.
6. Montant de base applicable à l'adulte hébergé admis dans un centre d'hébergement, d'accueil, hospitalier ou de réadaptation, de même qu'à un ex-détenu logé dans un établissement reconnu en vue de sa réinsertion sociale, prestataire du Programme de solidarité sociale.

SOURCE :

Direction de la statistique et de l'information de gestion – 16 janvier 2013

VALIDATION :

Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire – 17 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPJ6m

Titre :

État de la situation du Programme de l'assistance-emploi en 2010-2011, 2011-2012 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014 concernant :

m) Nombre de ménages déclarant des biens, selon le genre de biens et la valeur moyenne des biens déclarés.

Exposé et statistiques

TYPES DE BIENS	BIENS DÉCLARÉS ¹	
	Octobre 2012	
	Nombre de ménages	Valeur moyenne
Avoir liquide	222 698	742,13 \$
Biens mobiliers	80 686	2 166,62 \$
Biens immobiliers	14 412	59 840,43 \$
Biens immobiliers pour travailleurs autonomes	1 582	6 844,15 \$
Dette hypothécaire	6 312	40 429,92 \$
Autres ²	12 205	30 172,56 \$

1. Les prestataires détenteurs d'un ou de plusieurs biens sont dénombrés lorsque la valeur des biens est supérieure à 1 \$.
2. Comprend les bénéfices payables au décès (incluant l'assurance-vie payable à la succession), les subventions ou emprunts pour réparations de la résidence ou pour le démarrage d'une entreprise, les indemnités versées pour sinistre ou expropriation, le capital provenant de la vente d'une résidence, la valeur résiduelle des biens et avoirs liquides cédés, les sommes dont l'enfant est propriétaire, etc.

SOURCE : Direction de la statistique et de l'information de gestion – 16 janvier 2013
VALIDATION : Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire – 17 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP J6n

Titre

État de situation du Programme de l'assistance-emploi en 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014 avec :

n : nombre de ménages ayant reçu des prestations en trop, en indiquant le montant moyen du trop-perçu et la raison de celui-ci, y compris l'erreur administrative et l'aide conditionnelle.

Exposé et statistiques

Prestations versées en trop

L'assistance-emploi doit être remboursée lorsqu'elle a été accordée en trop ou lorsqu'elle a été versée en attente de la réalisation d'un droit (aide conditionnelle) et que ce droit a été réalisé.

La provenance des réclamations nettes pour l'exercice financier 2012-2013 se détaille comme suit :

2012-2013 (8 mois)

	Nombre	Montant en M\$	Montant moyen
Réclamations incluses dans les résultats d'Emploi-Québec pour le volet des services de solidarité sociale			
Réclamations à la suite d'aide reçue sans droit (1)	50 884	23,9	470 \$
Réclamations à la suite de fausses déclarations (2)	10 369	44,1	4 255 \$
Sous total	61 253	68,0	1 111 \$
Réclamations concernant l'aide conditionnelle (3)	9 987	17,4	1 756 \$
Sous total	71 240	85,6	1 201 \$
Plus : Réclamations non incluses dans les résultats			
Réclamations concernant le PSAE (notes 4 et 5)	5 499	1,7	315 \$
Montant brut total des réclamations	76 739	87,3	1 138 \$
Moins : Notes de crédit	6 768	9,4	1 383 \$
Montant net total des réclamations		77,9	

(1) Lorsque le prestataire omet de divulguer des renseignements, transmet de faux renseignements, remet de faux documents ou déclare des propos trompeurs et inexacts dans le but d'obtenir des sommes auxquelles il n'a pas droit. Exemple : vie maritale non déclarée.

(2) Lorsque le prestataire reçoit un montant auquel il n'a pas droit sans toutefois avoir eu l'intention de divulguer de faux renseignements ou remettre de faux documents. Exemple : changement dans la situation familiale déclaré un mois après l'évènement.

(3) Aide conditionnelle : Aide versée en attente de la réalisation d'un droit

(4) PSAE : Paiement de soutien aux enfants

(5) Nombre estimé

SOURCE : Direction générale adjointe des mesures, des services et du soutien / Direction de la conformité et de l'évaluation médicale, 12 décembre 2012

VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée,

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPJ6o

Titre État de situation du Programme de l'assistance-emploi en 2012-2013 avec : - nombre de révisions et d'appels selon le motif ¹ et la décision;
--

		Décisions rendues par les bureaux de révision ²
		2012-2013 (du 1 ^{er} avril 2012 au 31 octobre 2012)
Motifs	Décisions Rendues*	Décisions Accueillies**
Recouvrement	3 880	788
Revenus, gains, avantages, pensions alimentaires	1 760	327
Statut	1 394	243
Obligations	975	191
Avoir liquide	541	95
Prestations spéciales	595	92
Partage de logement	16	3
Versement de l'aide	238	31
Biens	251	59
Hors délai	222	17
Garant défaillant	19	0
Prestations de base	297	20
Contribution parentale	131	8
TOTAL	10 319	1 874
Proportion des décisions accueillies		18,2 %

- * **Décisions rendues** Nombre de décisions traitées en révision selon le motif
- ****Décisions accueillies** Nombre de décisions favorables à la clientèle selon le motif

¹ Le nombre de décisions rendues par le Tribunal administratif du Québec est disponible par type de décisions mais non par motifs, le système informatique présentement utilisé ne contient pas ce niveau de précision.

² Le nombre de décisions rendues en révision exclut les 732 demandes de révision d'assurance parentale dont 7,8 % sont accueillies.

Titre
État de situation du Programme de l'assistance-emploi en 2012-2013 avec :
- nombre de révisions et d'appels selon le motif¹ et la décision;

	Décisions rendues par le Tribunal administratif du Québec (TAQ) ³
	2012-2013 (du 1 ^{er} avril 2012 au 31 octobre 2012)
Recours finalisés	1 323
Règlements hors cour	626
Recours rejetés	225
Recours accueillis	85
Désistements	271
Acquiescements du Ministère	87
Recours irrecevables	29
TOTAL	2646

³ Le nombre de décisions rendues par le Tribunal administratif du Québec exclut les demandes d'assurance parentale. Celles-ci sont traitées par les contentieux de Québec et Montréal et la Direction des affaires juridiques agit en support aux plaideurs.

Période de référence : du 1^{er} avril 2012 au 31 octobre 2012 (7 premiers mois de l'année financière)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP J6p

Titre

État de la situation du Programme d'aide financière de dernier recours en 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et prévision pour 2013-2014 concernant :

p) nombre de personnes qui ont demandé de l'aide en raison d'un dénuement total, en spécifiant le motif de la demande, le montant moyen de l'aide accordée, le motif de la décision.

Exposé et statistiques				
Données générales pour 2012-2013 (jusqu'au 31 octobre 2012)				
Le nombre total de demandes reçues a été de 388. De ce nombre, il y eut :				
▪ 266 demandes acceptées; ▪ 122 demandes refusées; ▪ 0 désistement.				
L'aide totale accordée fut de 1 637 275 \$, répartie en aide remboursable et en aide gratuite :				
▪ Aide remboursable : 154 937 \$ ▪ Aide gratuite : 1 482 338 \$				
Le montant moyen d'aide versée s'établit quant à lui à 6155,17 \$.				
Faits saillants pour 2012-2013 (jusqu'au 31 octobre 2012)				
Motifs invoqués pour l'obtention de prestations en vertu du pouvoir discrétionnaire	Nombre de demandes acceptées	Montant par catégorie (\$)	Répartition par catégorie (%)*	Montant moyen accordé (\$)
Bien ou avoir liquide cédé	14	69 877,68	0,5	4991,26
Composition familiale	10	9 906,39	0,3	990,64
Excédent de biens	128	1 183 902,39	48	9 249,24
Grève ou lock-out	0	0	0	0
Personne tenue de loger	34	84 235,64	12,7	2 477,52
Perte d'argent	3	2 600,32	0,01	866,78
Prestation spéciale	34	39 232,07	12,07	1 153,88
Prestation spéciale désintoxication	11	25 433,05	0,4	2 312,1
Prévenu tenu de loger	3	5 631,10	0,01	1 877,03
Revenu (incluant : antériorité du déficit, saisie, etc.)	3	2 020,8	0,01	673,6
Sans statut légal	23	197 068,05	0,01	8 568,18
Travailleur autonome	3	17 368,26	0,01	5 789,42
TOTAL	266	1 637 330,86	100,0%	6155,38

* Pourcentage du montant total accordé.

Les personnes seules ou les familles aidées en vertu du pouvoir discrétionnaire sont inadmissibles selon les règles régulières d'attribution d'une aide financière de dernier recours.

SOURCE : Direction des mesures et des services aux individus, 13 décembre 2012

VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée,

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPJ6q

Titre :
État de la situation du Programme de l'assistance-emploi en 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014 concernant :
q) Nombre de personnes ayant bénéficié d'une aide complémentaire à l'assurance-emploi.

Exposé et statistiques

COMPOSITION FAMILIALE	REVENUS D'ASSURANCE-EMPLOI ¹
	Octobre 2012
	Nombre d'adultes
Personnes seules	620
Couples sans enfants	91
Familles monoparentales	89
Couples avec enfants	104
Conjoints d'étudiants	2
TOTAL	906

1. Correspond à tout montant déclaré supérieur à 2 \$.

SOURCE :
VALIDATION :

Direction de la statistique et de l'information de gestion – 16 janvier 2013
Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire – 17 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RPJ6R

Titre

État de la situation du programme d'assistance-emploi en 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014 avec :

r) Ventilation détaillée des impacts pour le Québec des bonifications annoncées à l'assurance-emploi sur le Régime de la sécurité du revenu.

Exposé et statistiques

Depuis le 1^{er} janvier 2007, deux nouveaux programmes d'aide financière de dernier recours, soit le Programme d'aide sociale et le Programme de solidarité sociale, remplacent le Programme d'assistance-emploi.

Les modifications au Règlement sur l'assurance-emploi, publiées dans la Gazette du Canada du 19 décembre 2012, viennent renforcer les obligations auxquelles sont soumis les prestataires de l'assurance-emploi en matière de recherche d'emploi. Ces modifications précisent :

- les critères qui servent à déterminer si les démarches faites par un prestataire pour trouver un emploi convenable constituent des démarches habituelles et raisonnables, telles que mentionnées dans la Loi sur l'assurance-emploi (article 50, alinéa 8);
- les critères servant à déterminer ce qui constitue un emploi convenable;
- les obligations en matière de recherche d'emploi et les critères d'un « emploi convenable » qui varient en fonction de trois catégories de prestataires (travailleur de longue date, prestataire occasionnel, prestataire fréquent);
- une définition partielle de ce qui constitue un emploi comparable, semblable ou un emploi pour lequel le prestataire détient les compétences pour l'exercice d'un emploi;
- le temps nécessaire pour se rendre quotidiennement au lieu de travail ou en revenir, qui est d'au plus une heure. Si ce temps est supérieur, il ne doit pas dépasser celui qui incombait au prestataire dans le cadre de son emploi précédent ou il ne doit pas être inhabituel dans la collectivité où réside le prestataire;
- qu'en acceptant un nouvel emploi, le prestataire ne se trouvera jamais dans une situation financière moins avantageuse que lorsqu'il reçoit des prestations (prise en considération du salaire offert et des coûts associés à l'occupation du nouvel emploi).

Impacts sur la clientèle des programmes d'aide financière de dernier recours et les coûts :
Comme les récentes modifications au Régime d'assurance-emploi viennent d'entrer en vigueur, aucune donnée n'est actuellement disponible pour en mesurer les impacts.

SOURCE : Direction des politiques de prestations – 5 février 2013
COLLABORATION : Direction de la planification stratégique, des politiques d'emploi et de la veille – 5 février 2013
VALIDATION : Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire – 22 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPJ6s

Titre :

État de situation de l'assistance-emploi en 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014 concernant :

- s) Liste et coûts des besoins spéciaux, y compris l'assurance médicaments, pour 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et 2012-2013.

À noter :

L'assurance médicaments ne fait plus partie des besoins spéciaux couverts par l'aide financière de dernier recours et relève maintenant du MSSS

Coût des prestations spéciales (en 000 \$)

**2012-2013
(dépenses probables)**

I. Prestations spéciales pour préserver la santé

A. Préparations lactées	1 500,0
B. Biens et services administrés par le MESS	
- Lunettes et lentilles	3 548,9
- Chaussures orthopédiques et orthèses plantaires	652,1
- Prothèses, orthèses et accessoires prescrits	12 076,7
- Suppléments	7 872,0
(suppléments mensuels pour diabète, hémodialyse, grossesse, allaitement, paraplégie et stomie temporaire)	
- Transports pour fins médicales	53 994,8
- Autres	725,5
Sous-total B	78 870,0
Sous-total de la partie I	80 370,0

II. Prestations spéciales relatives à la compensation de certaines pertes ou en considération de situations particulières

- Rechercher ou postuler un emploi ou retourner dans son milieu d'origine	0,8
- Enfant à charge fréquentant l'école	5 967,1
- Frais funéraires	1 555,5
- Compenser les pertes lors d'un incendie ou d'un sinistre	505,8
- Compenser les effets d'une séparation	16,9
- Loyer pour une personne seule hébergée	25,8
Sous-total de la partie II	8 071,9

TOTAL **88 441,9**

SOURCE : Direction des politiques de prestations – 20 décembre 2012

COLLABORATION : Direction de la statistique et de l'information – Validation le 20 décembre 2012

VALIDATION : Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire – 29 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION

de fiche : RPJ6t

Titre :

État de situation du Programme de l'assistance-emploi en 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014 concernant :

t) Nombre de prestataires référés aux mesures actives d'Emploi-Québec ainsi que le délai de référence.

Exposé et statistiques

Emploi-Québec a pour mission de contribuer à développer l'emploi et la main-d'oeuvre ainsi qu'à lutter contre le chômage, l'exclusion et la pauvreté dans une perspective de développement économique et social. De plus, depuis avril 2006, elle gère de façon unifiée les services publics d'emploi et les services de solidarité sociale. Par conséquent, la référence n'est plus requise.

SOURCE : Direction de la statistique et de l'information de gestion –
19 décembre 2012

VALIDATION : Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action
communautaire – 28 décembre 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RPJ6u

Titre État de la situation du programme d'assistance-emploi en 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014 concernant : u) Bilan du budget et des dépenses pour le Programme Allocation-logement et nombre de ménages qui en ont bénéficié pour l'année 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014.
--

Le Programme Allocation-logement est sous la responsabilité de la Société d'habitation du Québec.
--

SOURCE : Direction des politiques de prestations – 16 janvier 2013
VALIDATION : Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire – 17 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RPJ7

Titre :

Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Du 1^{er} avril 2012 au 31 décembre 2012, le Service de l'évaluation médicale et socioprofessionnelle a reçu 9 549 demandes de reconnaissance de contraintes sévères à l'emploi.

SOURCE : Emploi-Québec – Direction générale adjointe des mesures, des services et du soutien – Direction de la conformité et de l'évaluation médicale, 14 janvier 2013

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée, 18 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RPJ8

Titre :

Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi, mais dont la demande a été refusée pour 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Du 1^{er} avril au 31 décembre 2012, le Service de l'évaluation médicale et socioprofessionnelle a reçu 9 549 demandes de reconnaissance de contraintes sévères à l'emploi. 9 617* demandes ont été traitées et 4 961 ont été refusées, soit 51,6 %.

* Certains dossiers reçus en fin d'année sont traités au début de l'année suivante; ce chevauchement explique le fait que le nombre de dossiers traités excède le nombre de dossiers reçus.

SOURCE :

Emploi-Québec – Direction générale adjointe des mesures, des services et du soutien – Direction de la conformité et de l'évaluation médicale, 14 janvier 2013

COLLABORATION :

VALIDATION :

Bureau de la sous-ministre associée, 18 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPJ9

Titre
Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi, mais dont la demande a été refusée initialement et pour laquelle la personne a gagné en appel (en révision ou au Tribunal administratif du Québec) pour 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013.

Exposé et statistiques

2012-2013

- Du 1^{er} avril 2012 au 31 octobre 2012, 877 demandes ont été traitées en révision et 445 ont été acceptées, soit 50,7 %.
- Pour la même période, 73 requêtes pour contraintes sévères à l'emploi ont été traitées par le TAQ. De ce nombre, 38 ont été entendues sur le fond (admissibilité au programme de solidarité sociale) et 35 pour d'autres motifs (hors délai, impossibilité d'agir, etc.). 22 requêtes sur les 38 entendues sur le fond ont été accueillies, soit 57,9 % favorables à la clientèle.

Pour plus de détails sur l'évolution des demandes pour cette clientèle, consulter la fiche RPJ6b.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION

RPJ10

Titre :

Ventilation détaillée des montants accordés par le programme Prime au travail par région pour les groupes suivants pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et prévision pour 2013-2014.

Préciser :

- a. Personne vivant seule
- b. Couple
- c. Famille monoparentale
- d. Famille biparentale
- e. Famille homoparentale
- f. Définition du concept « revenu d'emploi » pour le programme
- g. Définition du concept « lien d'emploi » pour le programme

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le ministère des Finances et de l'Économie répondra à cette question.

SOURCE :

VALIDATION : Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire – 22 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP J 11

Titre Bilan du plan d'action éducation, emploi et productivité et ventilation des sommes accordées depuis 2010.
Exposé et statistiques (s'il y a lieu) Le responsable de ce dossier est le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP J 12

Titre Bilan du plan d'action en matière d'éducation des adultes et de formation continue. Sommes y étant consacrées depuis 2005, par mesure. Pour chaque indicateur, ventilation des données depuis 2005.
Exposé et statistiques (s'il y a lieu) Le plan d'action en matière d'éducation des adultes et de formation continue s'est appliqué de 2002 à 2007. Par conséquent, aucune somme n'y a été consacrée durant l'actuelle année budgétaire.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPK1

Titre Copie des études, notes, rapports, états de situation, analyses, concernant la situation financière du Fonds d'assurance parentale ainsi que divers scénarios visant à combler son déficit.
Exposé et statistiques (s'il y a lieu) Question non pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : Conseil de gestion de l'assurance parentale, le 11 janvier 2013
VALIDATION : Conseil de gestion de l'assurance parentale, le 11 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPK2

Titre Nombre de personnes admissibles au régime d'assurance parentale du Québec en 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu) Question non pertinente à l'étude des crédits budgétaires puisque le RQAP et le CGAP sont financés par un fonds extrabudgétaire (FAP).
--

SOURCE : Conseil de gestion de l'assurance parentale, le 11 janvier 2013
VALIDATION : Conseil de gestion de l'assurance parentale, le 11 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : **RPK3**

Titre Évolution de la situation financière du Régime québécois d'assurance parentale depuis 2010, incluant 2012 et prévisions pour 2013-2014.
Exposé et statistiques (s'il y a lieu) Question non pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : Conseil de gestion de l'assurance parentale – 2013-01-11

VALIDATION: CGAP

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : **RPK4**

Titre :

Nombre de prestataires servis, d'événements et de prestations totales versées selon les circonscriptions électorales provinciales du Québec pour 2012-2013 en fonction des données disponibles. Spécifiez selon l'âge, le sexe et l'origine.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Question non pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : Conseil de gestion de l'assurance parentale, le 11 janvier 2013
VALIDATION : Conseil de gestion de l'assurance parentale, le 11 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : K5

Titre Concernant le programme des congés parentaux: a) dépenses encourues pour la mise en place du programme, ventilation par année; b) nombre de fonctionnaires ou contractuels affectés à la mise en place du programme, ventilation par année; c) état de situation sur l'avancement des travaux quant à la mise en place du programme.
Exposé et statistiques (s'il y a lieu) Question non pertinente à l'étude des crédits budgétaires puisque le RQAP et le CGAP sont financés par un fonds extrabudgétaire (FAP).

SOURCE : Conseil de gestion de l'assurance parentale, le 11 janvier 2013
VALIDATION: Conseil de gestion de l'assurance parentale, le 11 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP L1

Titre :

Indiquez la somme dépensée en 2012-2013 (et prévision pour 2013-2014) par votre ministère/organisme pour l'informatique et les technologies de l'information. Précisez s'il s'agit d'achat de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

Exposé et statistiques

Fonds des technologies de l'information du MESS

Les dépenses en investissement estimées pour la période du 1^{er} avril au 30 novembre 2012 s'élèvent à 6 017 946 \$ et se répartissent ainsi :

Services professionnels :

- Interne : 3 951 185 \$
- Externe : 1 122 161 \$
- CSPQ : 944 600 \$

Ministère de l'Emploi et de la solidarité sociale (crédits budgétaires du MESS)

Les dépenses estimées pour la période du 1^{er} avril au 30 novembre 2012 s'élèvent à 20 254 487 \$ et se répartissent ainsi :

- Entente de base de maintien et d'exploitation des TI avec le CSPQ : 12 353 882 \$
- Ressources internes du MESS (continuité – encadrement) : 7 900 605 \$

SOURCE : DGSG – DBCA, 15 janvier 2013
COLLABORATION :
VALIDATION: DGSG -DGARBFM

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP L02

Titre

Programme de soutien aux travailleurs âgés de l'industrie forestière victimes de licenciement (PSTA)

- a. Dépenses totales pour 2011-2012 et 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014 par région.
- b. Budget disponible pour l'année en cours.
- c. Nombre de personnes admissibles et non admissibles à ce jour par région et par secteur d'activité.
- d. Budget consacré par région forestière.
- e. Taux de réintégration en emploi des personnes admissibles.
- f. Moyenne des sommes versées aux personnes admissibles au programme par région.

Exposé et statistiques

PSTA

- a) Dépenses totales pour 2012-2013 : 2 845,3 k\$ (au 30 novembre 2012).
- b) Budget disponible pour l'année 2012-2013 : 4 000 k\$ pour tous les secteurs économiques.
- c) Nombre de personnes admissibles et non admissibles en 2012-2013 par région (au 30 novembre 2012) : N/A
- d) Budget consacré par région forestière : budget non ventilé par région.
- e) Taux de réintégration en emploi des personnes admissibles : sans objet.
- f) Moyenne des sommes versées aux personnes admissibles au programme par région :
Prestation mensuelle moyenne en novembre 2012 : 815,71 \$ (donnée pour l'ensemble du Québec). Toutefois, si on exclut des dossiers actifs ceux pour lesquels aucune aide n'a été versée, la moyenne est de 946,42 \$.

SOURCE : Direction générale adjointe des mesures, des services et du soutien, le 7 décembre 2012

COLLABORATION : Direction de la statistique et de l'information de gestion

VALIDATION : Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles, 12 décembre 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : L3a

Titre

État de situation détaillé de la mesure Initiative ciblée pour les travailleurs âgés (ICTA).

- a) nombre de participants;
- b) statut de ces participants;
- c) budget consacré à cette mesure.

Exposé et statistiques

- a) et b) Vous retrouverez à l'annexe A le nombre de participants pour la mesure Initiative ciblée pour les travailleurs âgés (ICTA) et ce, selon le statut des participants. Au 21 novembre 2012 (données cumulatives à partir du 1^{er} avril 2012), Emploi-Québec a dénombré 1 274 participants actifs inscrits à l'ICTA.
- c) Le budget d'intervention du Fonds de développement du marché du travail ne fait pas l'objet d'une programmation par mesure. Toutefois, les réalisations sont consignées pour chacune des mesures d'Emploi-Québec. Les engagements comptabilisés dans le cadre de la mesure Initiative ciblée pour les travailleurs âgés, dans la période du 1^{er} avril au 30 novembre 2012, sont de 13 348,9 k\$.

SOURCE :

Direction de la statistique et de l'information de gestion,
11 janvier 2013

COLLABORATION :

Direction générale adjointe des ressources budgétaires,
financières, matérielles, 11 janvier 2013

VALIDATION :

Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de
l'action communautaire – 14 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

L3a : Initiative ciblée pour les travailleurs âgés (ICTA)

Titre

État de situation détaillé de la mesure Initiative ciblée pour les travailleurs âgés.

- a) nombre de participants;
- b) statut de ces participants;
- c) budget consacré à cette mesure.

Annexe A

**Nombre de participants à la mesure Initiative ciblée pour travailleurs âgés
du 1^{er} avril au 21 novembre 2012**

Initiative ciblée pour travailleurs âgés	Participants
Total	1 274

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION :

Direction de la statistique et de l'information de gestion – 11 janvier 2013

Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières,
matérielles – 11 janvier 2013

Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action
communautaire – 14 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPL3b

Titre

État de situation détaillé au sujet des programmes suivants :

- b) mesure favorisant la retraite anticipée des travailleurs plus âgés.

Exposé et statistiques

Le volet *Aménagement et réduction du temps de travail (ARTT)*, de la mesure *Concertation pour l'emploi* qui s'adresse aux entreprises, prévoit une modalité « retraite anticipée » qui peut être utilisée en combinaison avec d'autres modalités de réduction du temps de travail (retraite progressive, congé sans solde, temps partiel, etc.). L'ARTT contribue à maintenir au travail des personnes menacées de licenciement et à favoriser l'embauche de chercheurs d'emploi, notamment par une nouvelle répartition du temps de travail.

Devant l'ampleur de la crise vécue par l'industrie forestière, le volet ARTT a été rendu disponible dans le cadre du *Plan de soutien pour le secteur forestier* d'octobre 2006 comme un des quatre leviers d'intervention.

La mesure permet le maintien en emploi de travailleurs moins expérimentés en remplacement de travailleurs qui choisissent de prendre une retraite anticipée. Ainsi, d'octobre 2006 au 31 mars 2011, l'incitatif financier lié à la modalité « retraite anticipée » a été bonifié de 4 000 \$ à 6 000 \$ par année pour le secteur forestier afin de limiter le nombre de mises à pied et de maintenir en emploi la relève. De plus, d'avril 2009 jusqu'au 31 mars 2011, l'incitatif bonifié a été offert à l'ensemble des secteurs d'activités. Depuis avril 2011, la possibilité de déposer des plans exclusivement pour des retraites anticipées a été maintenue pour le secteur forestier. Toutefois, l'incitatif financier majoré à 6000\$/année a été rétabli au montant accordé initialement, soit 4000\$/année.

Pour l'année 2012-2013, (données au 30 novembre 2012) 1 457 360 \$ ont été investis dans le volet ARTT du secteur forestier

SOURCE : Direction des mesures et services aux entreprises et du placement
1^{er} février 2013

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la sous-ministre associée, le 1^{er} février 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPL3C

Titre

État de situation détaillé de la Mesure de formation de la main-d'œuvre :

- a) nombre de participants actifs pour chacune de ces formations;
- b) statut de ces participants;
- c) budget consacré à la Mesure de formation;
- d) taux de réintégration à l'emploi.

Exposé et statistiques

- a) et b) Au 21 novembre 2012, Emploi-Québec a dénombré 39 415 participants actifs (20 296 nouveaux participants pour l'exercice en cours) inscrits aux diverses formations (*Liste de formation en annexe*).
- c) Budget d'intervention du Fonds de développement du marché du travail ne fait pas l'objet d'une programmation par mesure. Les engagements comptabilisés dans le cadre de la mesure de formation en date du 30 novembre 2012 sont de l'ordre de 284,5 M\$¹.
- d) Pour l'ensemble du Québec, le taux de retour en emploi des personnes ayant bénéficié d'une mesure de formation est de l'ordre de 64,2 % en date du 30 novembre 2012. Ce taux est, toutefois, de 74,9 % chez ceux ayant bénéficié d'une mesure de formation professionnelle et technique.

¹ Source : Direction générale adjointe des services corporatifs – 11 décembre 2012

SOURCE : Direction de la statistique et de l'information de gestion – 7 février 2013

COLLABORATION : Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles – 11 décembre 2012

Direction générale adjointe des services corporatifs – 11 décembre 2012

VALIDATION : Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire – 17 janvier 2013

Annexe

Nombre de participants actifs par type de formation¹

du 1er avril 2012 au 21 novembre 2012

Types de formation	Total de la clientèle
Francisation	4 152
Alphabétisation	1 136
Formation générale, préalable à la formation professionnelle ou technique	8 246
Formation professionnelle secondaire	18 897
Métiers semi spécialisés ou peu spécialisés	1 572
Formation autres langues que le français	273
<i>sous-total Secondaire¹</i>	33 028
Formation technique collégiale	6 586
Formation universitaire	165
Total de la Mesure de formation¹	39 415

1. Source : Direction de la statistique et de l'information de gestion

La somme des adultes par types de formation peut être supérieure au nombre total d'adultes distincts, car une même personne peut avoir effectué plus d'une participation durant la période. Ainsi, si la personne a participé à plusieurs types de formation, elle sera dénombrée dans chacun des types, mais une seule fois dans le total de la Mesure de formation.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RPL4

Titre

Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement dans les régions ressources :

- a. Dépenses totales pour 2011-2012 et 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014 par région;
- b. Budget disponible pour l'année en cours;
- c. Nombre de personnes admissibles à ce jour par région et par secteur d'activité;
- d. Budget consacré par région-ressource;
- e. Taux de réintégration en emploi des personnes admissibles;
- f. Moyenne des sommes versées aux personnes admissibles au programme par région et par secteur d'activité.

Exposé et statistiques

Le Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement dans les régions-ressources a été remplacé par le Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement en 2009.

- a) Dépenses totales en 2012-2013 (au 30 novembre 2012) : NIL
- b) Budget pour l'année en cours (2012-2013) : NIL
- c) Nombre de personnes admissibles en 2012-2013 par région (au 30 novembre 2012) : NIL
Et par secteur d'activité (au 30 novembre 2012) : N/A
- d) Le budget consacré par région : NIL
- e) Taux de réintégration en emploi des personnes admissibles : NIL
- f) Moyenne des sommes versées aux personnes admissibles au programme par région et par secteur d'activité : NIL

SOURCE : Direction des mesures et des services aux individus
21 janvier 2013

COLLABORATION: Direction de la statistique et de l'information de gestion
17 janvier 2013
Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles

VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée, le 23 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPL5

Titre

Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement, hors des régions-ressources, des secteurs du textile et du vêtement, préciser :

- a. Dépenses totales pour 2011-2012 et 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014 par région;
- b. Budget disponible pour l'année en cours;
- c. Nombre de personnes admissibles à ce jour par région.

Exposé et statistiques

Le Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement hors des régions-ressources des secteurs du textile et du vêtement a été remplacé par le Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement en mai 2009.

- a) Dépenses totales pour 2012-2013: NIL
- b) Budget disponible pour l'année en cours (2012-2013) : NIL
- c) Nombre de personnes admissibles en 2012-2013 par région : NIL

SOURCE : Direction des mesures et des services aux individus
21 janvier 2013

VALIDATION: Bureau de la sous-ministre associée, le 23 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPL6

Titre

Emploi-Québec :

- Cibles et résultats des interventions d'Emploi-Québec sur le terrain en 2011-2012 et 2012-2013 (et/ou dernière année disponible) et prévisions pour 2013-2014 au national et pour chacune des régions;
- Détails des effectifs occasionnels et réguliers en 2011-2012 et 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014;
- Part du Fonds du développement du marché du travail (FDMT) financée par les fonds provenant du Québec et par les fonds provenant du fédéral au cours des cinq dernières années;
- État des listes d'attente pour participer aux mesures d'Emploi-Québec par mois depuis avril 2005.

Exposé et statistiques

a) Cibles et résultats de 2011-2012 à 2012-2013 (voir annexe 1)

Globalement, les taux d'atteinte des cibles de résultats 2011-2012 touchant les nouveaux participants et les retours en emploi étaient satisfaisants. Il en va de même du côté des services aux entreprises.

C'est en 2012-2013 que prenait fin le financement supplémentaire du *Plan Emploi Métropole* visant à atténuer les effets de la récession sur cette région. Les cibles de résultats 2012-2013 impactées par cette réduction de budget ont été ajustées en conséquence, les autres cibles étant reconduites au même niveau qu'en 2011-2012. Les cibles touchant les nouveaux participants et les retours en emploi devraient être entièrement atteintes ou à des niveaux supérieurs à 95%. Il en va de même du côté des services aux entreprises.

Tel que prévu à la Convention de performance et d'imputabilité de l'Agence, les résultats finaux pour 2012-2013 seront présentés plus en détails au Rapport de gestion annuel.

b) Détails des effectifs occasionnels et réguliers en 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014

ETC autorisés	<u>2012-2013</u>
ETC réguliers	3 784
ETC occasionnels	334
Total ETC autorisés	4 118

c) Part du Fonds du développement du marché du travail (FDMT) financé par les fonds provenant du Québec et par les fonds provenant du fédéral au cours des cinq dernières années

Pour l'année 2012-2013, le Plan annuel de gestion des dépenses totalise 1 079,1 M\$, dont 327,4 M\$ en Fonds du Québec et 751,7 M\$ imputables au Compte d'assurance-emploi.

PLAN ANNUEL DE GESTION DES DÉPENSES 2012-2013 (en millions de dollars)		
Fonds du Québec	Compte d'assurance-emploi	Total
327,4	751,7	1 079,1

d) Listes d'attente

Emploi-Québec n'administre pas de liste d'attente de participants dans le cadre des mesures actives. Ses services sont offerts sur la base des priorités régionales et des disponibilités budgétaires.

SOURCE : Direction générale adjointe de la planification et du marché du travail

COLLABORATIONS : Direction des ressources humaines et Direction du budget et des services administratifs

VALIDATION : Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles – le 20 décembre 2012

Bureau de la sous-ministre associée, le 17 janvier 2013

Annexe 1. Cibles et résultats 2012-2013, ensemble du Québec

Orientations du plan d'action	Indicateurs	2012-2013	
		Cibles	Résultats préliminaires
Prévenir les effets de la conjoncture économique sur le marché du travail et soutenir la croissance de l'emploi l'ajustement de l'offre de service	• Nombre de nouveaux participants aux interventions des Services publics d'emploi, participants de l' assurance-emploi – <i>Entente Canada-Québec</i>	136 500	158 000
	• Nombre de personnes en emploi après avoir bénéficié d'une intervention des Services publics d'emploi, participants de l' assurance-emploi – <i>Entente Canada-Québec</i>	50 900	52 000
	• Prestations non versées à l' assurance-emploi à la suite d'une intervention des Services publics d'emploi visant un retour en emploi – <i>Entente Canada-Québec</i>	156,2 M\$	230,0 M\$
Favoriser la participation au marché du travail et l'emploi du plus grand nombre de personnes	• Nombre de postes vacants signalés au Service national de placement	550 000	570 000
	• Nombre de nouveaux participants aux interventions des Services publics d'emploi	266 500	280 000
	• Nombre de personnes en emploi après avoir bénéficié d'une intervention des Services publics d'emploi	134 600	132 000
	• Taux d'emploi des personnes ayant bénéficié d'une intervention des Services publics d'emploi	50,5%	51%
	• Proportion des participants aux mesures de longue durée répondant aux critères de repérage des personnes à risque élevé de chômage de longue durée	75%	75%
	• Nombre de nouveaux participants aux activités de formation de base	32 000	29 000
	• Nombre de nouveaux participants aux interventions des Services publics d'emploi, clientèle des programmes d'assistance-sociale	95 000	84 000
	• Nombre de participants clientèle des programmes d'assistance-sociale en emploi après avoir bénéficié d'une intervention des Services publics d'emploi	39 000	32 000
	• Taux d'emploi des participants clientèle des programmes d'assistance-sociale ayant bénéficié d'une intervention des Services publics d'emploi	41,0%	41,0%
	• Nombre de nouveaux participants aux interventions des services publics d'emploi, personnes immigrantes	40 000	50 000
	• Taux d'emploi des personnes immigrantes ayant bénéficié d'une intervention des services publics d'emploi	43,0%	45,0%
Contribuer à l'amélioration de la productivité et de la capacité d'adaptation des entreprises aux changements,	• Nombre d' entreprises nouvellement aidées par les interventions des Services publics d'emploi	9 600	11 000
	• Nombre de nouveaux participants aux stratégies du Cadre de développement des compétences de la main-d'œuvre	6 574	6 500
Offrir les services de solidarité sociale dans une perspective d'insertion en emploi et soutenir la mobilisation des milieux en faveur de la solidarité sociale	• Nombre de sorties de l'aide financière de dernier recours	65 000	58 500

Source : Les données pour 2012-2013 sont des estimations des résultats en fin d'année. Les résultats finaux seront présentés dans le rapport de gestion 2012-2013.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RPL7

Titre : Stratégie d'intervention à l'intention des travailleurs de 45 ans et plus :

- Budget consenti à la mise en œuvre de la stratégie pour 2011-2012 et 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014;
- Ventilation de ces budgets par axe d'intervention;
- Nombre d'entreprises participantes;
- Nombre de participant(e)s par tranche d'âge et par région;
- Durée moyenne de la participation;
- Nombre de participant(e)s qui réussissent à retrouver un emploi durable;
- Taux de réussite.

a. Budget consenti à la mise en œuvre de la stratégie pour 2011-2012 et 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014

Les activités de la *Stratégie d'intervention à l'intention des travailleuses et des travailleurs de 45 ans et plus* sont réalisées à l'intérieur du budget global d'intervention réservé aux mesures et services d'Emploi-Québec. Aucun budget spécifique n'est attribué pour la Stratégie.

b. Ventilation de ces budgets par axe d'intervention

Aucun budget global pour la Stratégie n'étant attribué, la ventilation des statistiques par axe d'intervention ne s'applique pas.

c. Nombre d'entreprises participantes

Aucune cible de résultat n'est établie pour cette clientèle. Cette stratégie vise plutôt à mettre en place des interventions en entreprise liées à la Stratégie telle que la gestion prévisionnelle de la main-d'œuvre.

d. Nombre de participant(e)s par tranche d'âge et par région

Ventilation des nouveaux participants âgés de 45 ans et plus
selon la région et le groupe d'âge
du 1^{er} avril 2012 au 21 novembre 2012

	De 45 à 49 ans	De 50 à 54 ans	55 ans et plus	Adultes distincts ²
Bas-Saint-Laurent	651	747	992	2 383
Saguenay - Lac-St-Jean	788	895	1 031	2 700
Capitale-Nationale	1 556	1 542	1 884	4 951
Mauricie	843	940	1 195	2 969
Estrie	841	719	886	2 429
Île-de-Montréal	4 938	3 939	4 708	13 523
Outaouais	951	834	595	2 368
Abitibi-Témiscamingue	446	507	795	1 744
Côte-Nord	348	341	402	1 086
Nord-du-Québec	52	73	83	207
Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	518	538	788	1 838
Chaudière-Appalaches	925	877	1 220	3 008
Laval	927	857	944	2 713
Lanaudière	1 013	977	1 017	2 988
Laurentides	1 331	1 445	1 574	4 328
Montérégie	2 734	2 457	3 211	8 358
Centre-du-Québec	621	641	839	2 093
Adultes distincts²	19 399	18 269	22 117	59 493

e. Durée moyenne de la participation

Ce type de donnée n'est pas disponible

f. Nombre de participant(e)s qui réussissent à retrouver un emploi durable

En 2011-2012, le taux d'emploi des personnes ayant bénéficié d'une intervention d'Emploi-Québec atteignait 50,7 % pour les 45-54 ans et 43,1 % pour les 55 ans et plus. Afin de favoriser le recrutement de la clientèle de 55 ans et plus, les employeurs qui déposent des offres d'emploi dans *Placement en ligne* peuvent signaler leur intérêt à recevoir des candidatures de ces personnes.

g. Taux de réussite :

De façon générale, la persévérance, mesurée par le pourcentage de participations aux mesures et services d'emploi terminés et complétés, augmente avec l'âge. Ainsi, en 2011-2012, 87,0 % des participations des personnes de 45 à 54 ans et 91,4 % de celles de 55 ans et plus avaient été complétées. Ce chiffre est de 82,6 % pour les clientèles tous âges confondus³. Ce constat vaut également pour l'ensemble des mesures, notamment la mesure de formation – volet individus, à l'exception de *Soutien au travail autonome* pour laquelle le pourcentage de participations complétées est inférieur à la moyenne chez les personnes de 45 à 54 ans et celles de 55 ans et plus⁴.

SOURCE : Direction des ressources externes, des clientèles spécifiques et de l'optimisation, 17 janvier 2013
COLLABORATION : Direction de la statistique et de l'information de gestion (DSIG)
VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée, 18 janvier 2013

³ Ce constat vaut également si on n'inclut pas dans les calculs la mesure Service d'aide à l'emploi, dont les activités sont en moyenne de courte durée; dans ce cas de figure, les taux de participation complétée sont respectivement de 76,4 %, 81,7 % et de 70,4 %.

⁴ Rappelons que le nombre de personnes de ces groupes d'âge qui participent à cette mesure est relativement limité.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPL8

Titre : Le nombre et le pourcentage de requérants à l'aide de dernier recours qui ne sont pas référés à Emploi-Québec.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu) Emploi-Québec a pour mission de contribuer à développer l'emploi et la main-d'oeuvre ainsi qu'à lutter contre le chômage, l'exclusion et la pauvreté dans une perspective de développement économique et social. De plus, depuis avril 2006, elle gère de façon unifiée les services publics d'emploi et les services de solidarité sociale. Par conséquent, la référence n'est plus requise.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP L09

Titre :

Le nombre et le pourcentage de requérants à l'assistance emploi qui sont référés à Emploi-Québec en 24 heures.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Emploi-Québec a pour mission de contribuer à développer l'emploi et la main-d'oeuvre ainsi qu'à lutter contre le chômage, l'exclusion et la pauvreté dans une perspective de développement économique et social. De plus, depuis avril 2006, elle gère de façon unifiée les services publics d'emploi et les services de solidarité sociale. Par conséquent, la référence n'est plus requise.

SOURCE : Direction des mesures et services aux individus, 13 décembre 2012

VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée, 28 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPL10

Titre : Nombre d'heures de cours achetés par Emploi-Québec dans les établissements d'enseignement collégial en 2011-2012 et 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014, ventilées par année et par commission scolaire. Nombre de personnes ayant suivi ces cours.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie répondra à cette question.

SOURCE : Direction des mesures et services aux individus, le 11 janvier 2012

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la sous-ministre associée, 18 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPL11

Titre : Nombre d'heures de cours achetés par Emploi-Québec dans les commissions scolaires en 2011-2012 et 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014, ventilées par année et par commission scolaire. Nombre de personnes ayant suivi ces cours.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport répondra à cette question.

SOURCE :

**Direction des mesures et services aux individus, le 11
janvier 2012**

COLLABORATION :

VALIDATION:

Bureau de la sous-ministre associée, 18 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP L12

Titre :

Nombre et effectifs de chacun des centres locaux d'emploi par région, par famille d'emploi et par classe d'emploi pour les années 2011-2012 et 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014.

Vous réferez au tableau en annexe.

SOURCE : DGSG – DGARH, 30 janvier 2013
COLLABORATION :
VALIDATION: DGSG -DGARBFM

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP L12-CLE

Titre :
Nombre et effectifs de chacun des centres locaux d'emploi par région, par famille d'emploi et par classe d'emploi pour les années 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et les prévisions pour 2013-2014.

Répartition de l'effectif en place (régulier et occasionnel), dans les centres locaux d'emploi d'Emploi-Québec (données au 30 novembre 2012)

Nom de la région	Nom du service	Catégorie		Corps d'emplois	Total
Bas-Saint-Laurent	CLE - AMQUI	Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	9
		Soutien	200	Agent de bureau	1
			221	Agent de secrétariat	1
	Total CLE - AMQUI				12
	CLE - LA POCATIÈRE	Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	8
		Soutien	200	Agent de bureau	2
	Total CLE - LA POCATIÈRE				11
	CLE - MATANE	Cadre	630	Cadre	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	11
		Soutien	200	Agent de bureau	2
	Total CLE - MATANE				15
	CLE - MONT-JOLI	Cadre	630	Cadre	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	8
		Soutien	200	Agent de bureau	1
			221	Agent de secrétariat	1
	Total CLE - MONT-JOLI				12
	CLE - RIMOUSKI-NEIGETTE	Cadre	630	Cadre	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	22
		Soutien	200	Agent de bureau	5
			221	Agent de secrétariat	1
	Total CLE - RIMOUSKI-NEIGETTE				31
	CLE - RIVIÈRE-DU-LOUP	Cadre	630	Cadre	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	13
		Soutien	200	Agent de bureau	2
			221	Agent de secrétariat	2
	Total CLE - RIVIÈRE-DU-LOUP				20
CLE - TÉMISCOUATA	Cadre	630	Cadre	1	
	Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	9	
	Soutien	200	Agent de bureau	1	
		221	Agent de secrétariat	1	
Total CLE - TÉMISCOUATA				13	
CLE - TROIS-PISTOLES	Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	3	
	Soutien	200	Agent de bureau	2	
Total CLE - TROIS-PISTOLES				6	
Total Bas-Saint-Laurent				120	
Saguenay—Lac-Saint-Jean	CLE - CHICOUTIMI	Cadre	630	Cadre	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	3
			116	Conseiller orientation profess.	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	29
			264	Technicien en administration	1
		Soutien	200	Agent de bureau	3
			276	Téléphoniste-réceptionniste	1
	Total CLE - CHICOUTIMI				39
	CLE - JONQUIÈRE	Cadre	630	Cadre	2
		Professionnel	111	Attaché d'administration	4
			116	Conseiller orientation profess.	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	24
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	6
		Soutien	200	Agent de bureau	5
	Total CLE - JONQUIÈRE				43
	CLE - LA BAIE	Cadre	630	Cadre	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	18
		Soutien	200	Agent de bureau	5
	Total CLE - LA BAIE				26
	CLE - LAC-SAINT-JEAN-EST	Cadre	630	Cadre	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	3
			116	Conseiller orientation profess.	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	19
		Soutien	200	Agent de bureau	3
	Total CLE - LAC-SAINT-JEAN-EST				27

Nom de la region	Nom du service	Catégorie		Corps d'emplois	Total
	CLE - MARIA-CHAPDELEINE	Cadre	630	Cadre	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	9
		Soutien	200	Agent de bureau	2
			221	Agent de secrétariat	1
	Total CLE - MARIA-CHAPDELEINE				15
	CLE - ROBERVAL	Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	11
		Soutien	200	Agent de bureau	2
			221	Agent de secrétariat	1
	Total CLE - ROBERVAL				16
Total Saguenay—Lac-Saint-Jean					166
Capitale-Nationale	CLE - BAIE-SAINT-PAUL	Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2
		Soutien	200	Agent de bureau	1
			Total CLE - BAIE-SAINT-PAUL		
	CLE - BEAUPORT	Cadre	630	Cadre	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	22
			264	Technicien en administration	1
		Soutien	200	Agent de bureau	4
	Total CLE - BEAUPORT				30
	CLE - CHARLESBOURG	Cadre	630	Cadre	2
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			116	Conseiller orientation profess.	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	26
		Soutien	200	Agent de bureau	5
	Total CLE - CHARLESBOURG				36
	CLE - CÔTE-DE-BEAUPRÉ	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	1
		Soutien	200	Agent de bureau	1
	Total CLE - CÔTE-DE-BEAUPRÉ				2
	CLE - LA MALBAIE	Cadre	630	Cadre	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	7
		Soutien	200	Agent de bureau	2
	Total CLE - LA MALBAIE				12
	CLE - PORTNEUF	Cadre	630	Cadre	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	10
		Soutien	200	Agent de bureau	2
	Total CLE - PORTNEUF				15
	CLE - QUARTIERS-HISTORIQUES	Cadre	630	Cadre	2
		Professionnel	111	Attaché d'administration	3
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	38
			264	Technicien en administration	1
		Soutien	200	Agent de bureau	4
			221	Agent de secrétariat	1
			276	Téléphoniste-réceptionniste	1
	Total CLE - QUARTIERS-HISTORIQUES				50
	CLE - SAINTE-FOY	Cadre	630	Cadre	2
		Professionnel	108	Analyste informat.et proc.administr.	1
			111	Attaché d'administration	5
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	34
			264	Technicien en administration	1
		Soutien	200	Agent de bureau	5
	Total CLE - SAINTE-FOY				48
	Total Capitale-Nationale				
Mauricie	CLE - GRAND-MÈRE	Professionnel	102	Agent de développement industriel	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	15
		Soutien	200	Agent de bureau	2
			Total CLE - GRAND-MÈRE		
	CLE - LA TUQUE	Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	6
		Soutien	200	Agent de bureau	2
	Total CLE - LA TUQUE				10
	CLE - LOUISEVILLE	Cadre	630	Cadre	3
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	22
		Soutien	200	Agent de bureau	7
			221	Agent de secrétariat	4
	Total CLE - LOUISEVILLE				38
	CLE - SAINTE-GENEVIÈVE-DE-BATISCAN	Cadre	630	Cadre	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	4
		Soutien	200	Agent de bureau	1
	Total CLE - SAINTE-GENEVIÈVE-DE-BATISCAN				7
	CLE - SAINTE-THÈCLE	Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	3
		Soutien	200	Agent de bureau	2
	Total CLE - SAINTE-THÈCLE				6
	CLE - SHAWINIGAN	Cadre	630	Cadre	2

Nom de la region	Nom du service	Catégorie	Corps d'emplois		Total	
		Professionnel	105	Agent rech.et planific.socio-économ	1	
			111	Attaché d'administration	3	
			116	Conseiller orientation profess.	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	20	
		Soutien	200	Agent de bureau	3	
			221	Agent de secrétariat	2	
	Total CLE - SHAWINIGAN					32
	CLE - TROIS-RIVIÈRES	Cadre	630	Cadre	2	
		Professionnel	102	Agent de développement industriel	1	
			111	Attaché d'administration	6	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	47	
			264	Technicien en administration	2	
		Soutien	200	Agent de bureau	10	
	276		Téléphoniste-réceptionniste	1		
	Total CLE - TROIS-RIVIÈRES					69
Total Mauricie					180	
Estrie	CLE - ASBESTOS	Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	3	
		Soutien	200	Agent de bureau	1	
	Total CLE - ASBESTOS					5
	CLE - COATICOOK	Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	1	
		Soutien	200	Agent de bureau	1	
	Total CLE - COATICOOK					3
	CLE - EAST ANGUS	Cadre	630	Cadre	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	6	
		Soutien	200	Agent de bureau	1	
	Total CLE - EAST ANGUS					9
	CLE - LAC MÉGANTIC	Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	5	
		Soutien	200	Agent de bureau	2	
	Total CLE - LAC MÉGANTIC					8
	CLE - MAGOG	Cadre	630	Cadre	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	20	
		Soutien	200	Agent de bureau	4	
	Total CLE - MAGOG					26
	CLE - SHERBROOKE	Cadre	630	Cadre	2	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	4	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	25	
		Soutien	200	Agent de bureau	6	
			221	Agent de secrétariat	2	
	Total CLE - SHERBROOKE					39
	CLE - WINDSOR	Cadre	630	Cadre	2	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	4	
		Soutien	200	Agent de bureau	1	
	Total CLE - WINDSOR					8
Total Estrie					98	
Montréal	CLE - AHUNTSIC	Cadre	630	Cadre	2	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	8	
			264	Technicien en administration	1	
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	9	
		Soutien	200	Agent de bureau	4	
	Total CLE - AHUNTSIC					24
	CLE - CÔTE-DES-NEIGES	Cadre	630	Cadre	2	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	18	
			264	Technicien en administration	1	
	Soutien	200	Agent de bureau	8		
	Total CLE - CÔTE-DES-NEIGES					30
	CLE - FLEURY	Cadre	630	Cadre	2	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	8	
		Soutien	200	Agent de bureau	2	
	Total CLE - FLEURY					12
	CLE - HOCHELAGA - MAISONNEUVE	Cadre	630	Cadre	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	4	
			264	Technicien en administration	1	
		Soutien	200	Agent de bureau	5	
	Total CLE - HOCHELAGA - MAISONNEUVE					11
	CLE - LASALLE	Cadre	630	Cadre	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
Technicien		214	Agent d'aide socio-économique	32		
Soutien		200	Agent de bureau	7		
		276	Téléphoniste-réceptionniste	1		
Total CLE - LASALLE					42	

Nom de la region	Nom du service	Catégorie		Corps d'emplois	Total
	CLE - MERCIER	Cadre	630	Cadre	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	16
		Soutien	200	Agent de bureau	4
	Total CLE - MERCIER				22
	CLE - MONTRÉAL-NORD	Cadre	630	Cadre	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	44
			264	Technicien en administration	2
	Soutien	200	Agent de bureau	10	
	Total CLE - MONTRÉAL-NORD				58
	CLE - NOTRE-DAME-DE-GRÂCE	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	11
		Soutien	200	Agent de bureau	4
	Total CLE - NOTRE-DAME-DE-GRÂCE				15
	CLE - OUEST-DE-L'ÎLE	Cadre	630	Cadre	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	19
		Soutien	200	Agent de bureau	7
	Total CLE - OUEST-DE-L'ÎLE				27
	CLE - PARC-EXTENSION	Cadre	630	Cadre	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	7
		Soutien	200	Agent de bureau	1
	Total CLE - PARC-EXTENSION				10
	CLE - PLATEAU MONT-ROYAL	Cadre	630	Cadre	2
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	16
		Soutien	200	Agent de bureau	8
	Total CLE - PLATEAU MONT-ROYAL				27
	CLE - POINTE-AUX-TREMBLES	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	10
			264	Technicien en administration	1
		Soutien	200	Agent de bureau	5
	Total CLE - POINTE-AUX-TREMBLES				16
	CLE - POINTE-SAINT-CHARLES	Cadre	630	Cadre	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	10
			264	Technicien en administration	1
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	8
		Soutien	200	Agent de bureau	3
	Total CLE - POINTE-SAINT-CHARLES				23
	CLE - ROSEMONT-PETITE-PATRIE (IBERVILLE)	Cadre	630	Cadre	2
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	11
			264	Technicien en administration	1
		Soutien	200	Agent de bureau	6
	Total CLE - ROSEMONT-PETITE-PATRIE (IBERVILLE)				21
	CLE - SAINTE-MARIE-CENTRE-SUD	Cadre	630	Cadre	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	10
		Soutien	200	Agent de bureau	4
	Total CLE - SAINTE-MARIE-CENTRE-SUD				15
	CLE - SAINT-LAURENT	Cadre	630	Cadre	2
		Professionnel	116	Conseiller orientation profess.	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	30
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	5
		Soutien	200	Agent de bureau	6
	Total CLE - SAINT-LAURENT				44
	CLE - SAINT-LÉONARD	Cadre	630	Cadre	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	33
			264	Technicien en administration	1
Soutien		200	Agent de bureau	9	
Total CLE - SAINT-LÉONARD				45	
CLE - SAINT-MICHEL	Cadre	630	Cadre	1	
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	10	
		298	Enquêteur en matières frauduleuses	8	
	Soutien	200	Agent de bureau	6	
Total CLE - SAINT-MICHEL				25	
CLE - VERDUN	Cadre	630	Cadre	1	
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	35	
		264	Technicien en administration	1	
	Soutien	200	Agent de bureau	9	
Total CLE - VERDUN				46	
Total Montréal					513
Outaouais	CLE - AYLME	Cadre	630	Cadre	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	11
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	8
		Soutien	200	Agent de bureau	5
			221	Agent de secrétariat	1
	Total CLE - AYLME				27
	CLE - BUCKINGHAM	Cadre	630	Cadre	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2
		Soutien	200	Agent de bureau	1
	Total CLE - BUCKINGHAM				4

Nom de la region	Nom du service	Catégorie		Corps d'emplois	Total
	CLE - CAMPBELL'S BAY	Cadre	630	Cadre	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	6
		Soutien	200	Agent de bureau	2
	Total CLE - CAMPBELL'S BAY				10
	CLE - GATINEAU	Cadre	630	Cadre	2
		Professionnel	111	Attaché d'administration	11
			116	Conseiller orientation profess.	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	52
			264	Technicien en administration	1
	Soutien	200	Agent de bureau	12	
	Total CLE - GATINEAU				79
	CLE - HULL	Cadre	630	Cadre	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			116	Conseiller orientation profess.	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	5
		Soutien	200	Agent de bureau	3
	Total CLE - HULL				11
	CLE - MANIWAKI	Cadre	630	Cadre	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	13
		Soutien	200	Agent de bureau	4
	Total CLE - MANIWAKI				19
	CLE - PAPINEAUVILLE	Cadre	630	Cadre	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	6
		Soutien	200	Agent de bureau	2
	Total CLE - PAPINEAUVILLE				10
Total Outaouais					160
Abitibi-Témiscamingue	CLE - AMOS	Cadre	630	Cadre	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	15
		Soutien	200	Agent de bureau	7
	Total CLE - AMOS				25
	CLE - LA SARRE	Cadre	630	Cadre	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	7
		Soutien	200	Agent de bureau	2
	Total CLE - LA SARRE				11
	CLE - ROUYN-NORANDA	Cadre	630	Cadre	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			116	Conseiller orientation profess.	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	11
		Soutien	200	Agent de bureau	5
	Total CLE - ROUYN-NORANDA				19
	CLE - SENNETERRE	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2
		Soutien	200	Agent de bureau	1
	Total CLE - SENNETERRE				3
	CLE - VAL D'OR	Cadre	630	Cadre	2
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	15
		Soutien	200	Agent de bureau	3
			221	Agent de secrétariat	2
	Total CLE - VAL D'OR				24
	CLE - VILLE-MARIE	Cadre	630	Cadre	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	6
		Soutien	200	Agent de bureau	3
	Total CLE - VILLE-MARIE				12
Total Abitibi-Témiscamingue					94
Côte-Nord	CLE - BAIE-COMEAU	Cadre	630	Cadre	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	13
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1
		Soutien	200	Agent de bureau	3
			221	Agent de secrétariat	1
	Total CLE - BAIE-COMEAU				20
	CLE - FORESTVILLE	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	5
		Soutien	200	Agent de bureau	2
	Total CLE - FORESTVILLE				7
	CLE - HAVRE-SAINT-PIERRE	Cadre	630	Cadre	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	4
		Soutien	200	Agent de bureau	1
	Total CLE - HAVRE-SAINT-PIERRE				7

Nom de la region	Nom du service	Catégorie		Corps d'emplois	Total	
	CLE - LES ESCOUMINS	Cadre	630	Cadre	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	3	
		Soutien	200	Agent de bureau	1	
			221	Agent de secrétariat	1	
	Total CLE - LES ESCOUMINS				7	
	CLE - PORT-CARTIER	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2	
		Soutien	200	Agent de bureau	1	
	Total CLE - PORT-CARTIER				3	
	CLE - SEPT-ÎLES	Cadre	630	Cadre	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	10	
		Soutien	200	Agent de bureau	5	
			221	Agent de secrétariat	1	
	Total CLE - SEPT-ÎLES				19	
	Total Côte-Nord					63
	Nord-du-Québec	CLE - BAIE-JAMES	Cadre	630	Cadre	1
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	12
			Soutien	200	Agent de bureau	3
Total CLE - BAIE-JAMES				16		
CLE - CHISASIBI		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	3	
Total CLE - CHISASIBI				3		
Total Nord-du-Québec					19	
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	CLE - AVIGNON - POINTE-À-LA-CROIX	Cadre	630	Cadre	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	3	
			116	Conseiller orientation profess.	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	10	
		Soutien	200	Agent de bureau	2	
			221	Agent de secrétariat	2	
	Total CLE - AVIGNON - POINTE-À-LA-CROIX				19	
	CLE - BONAVENTURE	Cadre	630	Cadre	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	9	
		Soutien	200	Agent de bureau	2	
			221	Agent de secrétariat	1	
	Total CLE - BONAVENTURE				15	
	CLE - DU ROCHER-PERCÉ	Cadre	630	Cadre	3	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
			116	Conseiller orientation profess.	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	15	
		Soutien	200	Agent de bureau	3	
			221	Agent de secrétariat	1	
	Total CLE - DU ROCHER-PERCÉ				24	
	CLE - ÎLES-DE-LA-MADELEINE	Cadre	630	Cadre	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	7	
		Soutien	200	Agent de bureau	3	
	Total CLE - ÎLES-DE-LA-MADELEINE				13	
	CLE - LA CÔTE-DE-GASPÉ	Cadre	630	Cadre	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
			116	Conseiller orientation profess.	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	9	
		Soutien	200	Agent de bureau	2	
	Total CLE - LA CÔTE-DE-GASPÉ				14	
	CLE - LA-HAUTE-GASPÉSIE	Cadre	630	Cadre	2	
		Professionnel	116	Conseiller orientation profess.	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	12	
		Soutien	200	Agent de bureau	2	
	Total CLE - LA-HAUTE-GASPÉSIE				17	
Total Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine					102	
Chaudière-Appalaches	CLE - LAC ETCHEMIN	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	8	
		Soutien	200	Agent de bureau	3	
	Total CLE - LAC ETCHEMIN				11	
	CLE - L'ISLET	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2	
		Soutien	200	Agent de bureau	1	
	Total CLE - L'ISLET				3	
	CLE - LITTORAL	Cadre	630	Cadre	2	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	5	
			116	Conseiller orientation profess.	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	29	
			264	Technicien en administration	1	
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	4	
		Soutien	200	Agent de bureau	5	
	Total CLE - LITTORAL				47	
	CLE - MONTMAGNY	Cadre	630	Cadre	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	15	
		Soutien	200	Agent de bureau	2	
			221	Agent de secrétariat	1	
	Total CLE - MONTMAGNY				20	
	CLE - SAINTÉ-CROIX	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2	

Nom de la region	Nom du service	Catégorie		Corps d'emplois	Total
		Soutien	200	Agent de bureau	1
	Total CLE - SAINTE-CROIX				3
	CLE - SAINTE-MARIE	Cadre	630	Cadre	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	10
		Soutien	200	Agent de bureau	2
	Total CLE - SAINTE-MARIE				15
	CLE - SAINT-GEORGES	Cadre	630	Cadre	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	5
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	20
			264	Technicien en administration	1
		Soutien	200	Agent de bureau	8
			221	Agent de secrétariat	1
	Total CLE - SAINT-GEORGES				36
	CLE - SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE	Soutien	200	Agent de bureau	2
	Total CLE - SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE				2
	CLE - SAINT-LAZARRE	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2
		Soutien	200	Agent de bureau	1
	Total CLE - SAINT-LAZARRE				3
	CLE - THETFORD MINES	Cadre	630	Cadre	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	3
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	8
			264	Technicien en administration	1
		Soutien	200	Agent de bureau	4
	Total CLE - THETFORD MINES				17
Total Chaudière-Appalaches					157
Laval	CLE LAVAL-DES-RAPIDES	Cadre	630	Cadre	2
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	32
			264	Technicien en administration	1
		Soutien	200	Agent de bureau	6
			221	Agent de secrétariat	2
	Total CLE LAVAL-DES-RAPIDES				45
	CLE CHOMEDEY - SAINTE-DOROTHÉE	Cadre	630	Cadre	2
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	42
			264	Technicien en administration	1
		Soutien	200	Agent de bureau	12
			221	Agent de secrétariat	1
	Total CLE CHOMEDEY - SAINTE-DOROTHÉE				59
Total Laval					104
Lanaudière	CLE - BERTHIERVILLE	Cadre	630	Cadre	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	11
			264	Technicien en administration	1
		Soutien	200	Agent de bureau	3
	Total CLE - BERTHIERVILLE				17
	CLE - JOLIETTE	Cadre	630	Cadre	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	5
			116	Conseiller orientation profess.	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	18
			264	Technicien en administration	2
		Soutien	200	Agent de bureau	6
	Total CLE - JOLIETTE				33
	CLE - RAWDON	Cadre	630	Cadre	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	10
			264	Technicien en administration	1
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	13
		Soutien	200	Agent de bureau	2
	Total CLE - RAWDON				28
	CLE - REPENTIGNY	Cadre	630	Cadre	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	13
			264	Technicien en administration	2
		Soutien	200	Agent de bureau	5
	Total CLE - REPENTIGNY				23
	CLE - SAINTE-JULIENNE	Cadre	630	Cadre	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	18
			264	Technicien en administration	1
		Soutien	200	Agent de bureau	3
	Total CLE - SAINTE-JULIENNE				24
	CLE - SAINT-JEAN-DE-MATHA	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	7
		Soutien	200	Agent de bureau	2
	Total CLE - SAINT-JEAN-DE-MATHA				9

Nom de la région	Nom du service	Catégorie		Corps d'emplois	Total
	CLE - TERREBONNE	Cadre	630	Cadre	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	4
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	18
		Soutien	200	Agent de bureau	8
	Total CLE - TERREBONNE				31
Total Lanaudière					165
Laurentides	CLE - LACHUTE	Cadre	630	Cadre	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	12
		Soutien	200	Agent de bureau	3
			221	Agent de secrétariat	1
	Total CLE - LACHUTE				19
	CLE - MIRABEL	Soutien	200	Agent de bureau	1
	Total CLE - MIRABEL				1
	CLE - MONT-LAURIER	Cadre	630	Cadre	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	13
		Soutien	200	Agent de bureau	2
			276	Téléphoniste-réceptionniste	2
	Total CLE - MONT-LAURIER				19
	CLE - RIVIÈRE-ROUGE	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	1
	Total CLE - RIVIÈRE-ROUGE				1
	CLE - SAINTE-ADÈLE	Cadre	630	Cadre	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	19
		Soutien	200	Agent de bureau	5
			276	Téléphoniste-réceptionniste	1
	Total CLE - SAINTE-ADÈLE				28
	CLE - SAINTE-AGATHE	Cadre	630	Cadre	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	13
		Soutien	200	Agent de bureau	4
	Total CLE - SAINTE-AGATHE				20
	CLE - SAINTE-THÉRÈSE	Cadre	630	Cadre	2
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	25
		Soutien	200	Agent de bureau	12
			221	Agent de secrétariat	1
	Total CLE - SAINTE-THÉRÈSE				42
	CLE - SAINT-EUSTACHE	Cadre	630	Cadre	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	15
		Soutien	200	Agent de bureau	5
			221	Agent de secrétariat	2
	Total CLE - SAINT-EUSTACHE				25
	CLE - SAINT-JÉRÔME	Cadre	630	Cadre	2
		Professionnel	111	Attaché d'administration	4
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	27
		Soutien	200	Agent de bureau	6
			221	Agent de secrétariat	1
	Total CLE - SAINT-JÉRÔME				40
Total Laurentides					195
Montérégie	CLE - ACTON VALE	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	1
		Soutien	200	Agent de bureau	1
	Total CLE - ACTON VALE				2
	CLE - BOUCHERVILLE	Professionnel	111	Attaché d'administration	3
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	7
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1
	Soutien	200	Agent de bureau	3	
	Total CLE - BOUCHERVILLE				14
	CLE - BRÔME-MISSISQUOI	Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	9
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	2
	Soutien	200	Agent de bureau	2	
	Total CLE - BRÔME-MISSISQUOI				14
	CLE - BROSSARD	Cadre	630	Cadre	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	23
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1
	Soutien	200	Agent de bureau	7	
	Total CLE - BROSSARD				34
	CLE - CHÂTEAUGUAY	Cadre	630	Cadre	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			116	Conseiller orientation profess.	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	11
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1
	Soutien	200	Agent de bureau	4	
	Total CLE - CHÂTEAUGUAY				19

Nom de la region	Nom du service	Catégorie		Corps d'emplois	Total
	CLE - CONTRECOEUR	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2
		Soutien	200	Agent de bureau	1
	Total CLE - CONTRECOEUR				3
	CLE - HAUTE-YAMASKA	Cadre	630	Cadre	2
		Professionnel	111	Attaché d'administration	3
			116	Conseiller orientation profess.	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	24
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	3
		Soutien	200	Agent de bureau	6
			221	Agent de secrétariat	1
	Total CLE - HAUTE-YAMASKA				40
	CLE - HAUT-SAINT-LAURENT	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	6
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1
		Soutien	200	Agent de bureau	2
	Total CLE - HAUT-SAINT-LAURENT				9
	CLE - LA VALLÉE-DU-RICHELIEU	Cadre	630	Cadre	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			116	Conseiller orientation profess.	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	16
		Soutien	200	Agent de bureau	4
	Total CLE - LA VALLÉE-DU-RICHELIEU				24
	CLE - LE HAUT-RICHELIEU	Cadre	630	Cadre	2
		Professionnel	111	Attaché d'administration	4
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	27
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	2
		Soutien	200	Agent de bureau	8
			218	Dactylographe	1
	Total CLE - LE HAUT-RICHELIEU				44
	CLE - LONGUEUIL	Cadre	630	Cadre	2
		Professionnel	111	Attaché d'administration	3
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	39
			264	Technicien en administration	1
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	5
		Soutien	200	Agent de bureau	12
			221	Agent de secrétariat	1
	Total CLE - LONGUEUIL				63
	CLE - MARIEVILLE	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	4
		Soutien	200	Agent de bureau	2
	Total CLE - MARIEVILLE				6
	CLE - SAINT-CONSTANT	Cadre	630	Cadre	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	3
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	12
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1
		Soutien	200	Agent de bureau	3
	Total CLE - SAINT-CONSTANT				20
	CLE - SAINT-HUBERT	Cadre	630	Cadre	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	14
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1
		Soutien	200	Agent de bureau	6
	Total CLE - SAINT-HUBERT				24
	CLE - SAINT-HYACINTHE	Cadre	630	Cadre	2
		Professionnel	111	Attaché d'administration	4
			116	Conseiller orientation profess.	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	28
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	3
		Soutien	200	Agent de bureau	6
			276	Téléphoniste-réceptionniste	1
	Total CLE - SAINT-HYACINTHE				45
	CLE - SAINT-RÉMI	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2
		Soutien	200	Agent de bureau	1
	Total CLE - SAINT-RÉMI				3
	CLE - SOREL	Cadre	630	Cadre	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	17
			264	Technicien en administration	1
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1
		Soutien	200	Agent de bureau	6
			221	Agent de secrétariat	1
	Total CLE - SOREL				29
	CLE - VALLEYFIELD	Cadre	630	Cadre	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	4
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	24
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	2
		Soutien	200	Agent de bureau	6
	Total CLE - VALLEYFIELD				37

Nom de la région	Nom du service	Catégorie		Corps d'emplois	Total
	CLE - VAUDREUIL-SOULANGES	Cadre	630	Cadre	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	14
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1
		Soutien	200	Agent de bureau	6
	Total CLE - VAUDREUIL-SOULANGES				24
Total Montérégie					454
Centre-du-Québec	CLE - DRUMMONDVILLE	Cadre	630	Cadre	2
		Professionnel	111	Attaché d'administration	5
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	40
		Soutien	200	Agent de bureau	8
			221	Agent de secrétariat	2
	Total CLE - DRUMMONDVILLE				57
	CLE - L'ÉRABLE	Cadre	630	Cadre	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	12
		Soutien	200	Agent de bureau	5
	Total CLE - L'ÉRABLE				19
	CLE - NICOLET - BÉCANCOUR	Cadre	630	Cadre	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	4
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	12
		Soutien	200	Agent de bureau	4
	Total CLE - NICOLET - BÉCANCOUR				21
	CLE - VICTORIAVILLE	Cadre	630	Cadre	2
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	22
		Soutien	200	Agent de bureau	3
	Total CLE - VICTORIAVILLE				29
Total Centre-du-Québec					126
					2 913

Source : Données extraites du SAGIP à la paye 19 du 13 décembre 2012 (effectif en place au 30 novembre 2012).

Notes :

- Les centres locaux d'emploi de Kuujjuak et de Inukjuak ne figurent pas sur la liste des effectifs puisque les employés sont rémunérés par l'Administration régionale Kativik.
- Les données concernent exclusivement le personnel des 133 centres locaux d'emploi et **excluent** les centres administratifs et spécialisés régionaux "Autres services (local)" ainsi que les centres administratifs et spécialisés provinciaux "Opérations centralisées (local)".
- Les données excluent le personnel non assujéti à la Loi sur la fonction publique, le personnel de la Ville de Montréal et comprennent le personnel de la banque de suppléance (49).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPL13

Titre

Pour les années 2011-2012 et 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014, montant dépensé visant l'intégration des immigrants et pris en compte par l'Accord Canada-Québec relatif à l'immigration et à l'admission temporaire des aubains.

Exposé et statistiques

Pour 2012-2013, les montants dépensés en vertu de l'Accord Canada-Québec relatif à l'immigration et à l'admission temporaire des aubains sont au 31 décembre 2012 de :.

Frais de subsistance (12 premiers mois)	3 902,6 k\$
Frais d'administration	N/D
Frais de participation aux activités de francisation (5 premières années)	2 256,3 k\$
Frais de subsistance versés en francisation (5 premières années)	4 132,9 k\$
Frais d'administration	N/D
TOTAL	10 291,8 k\$

SOURCE : Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles, le 30 janvier 2013
Validation :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RPL14

Titre :

État de situation sur le programme *Pacte pour l'emploi* et le *Pacte pour l'emploi Plus*

Exposé et statistiques

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits puisque le *Pacte pour l'emploi* et le *Pacte pour l'emploi Plus* sont terminés depuis le 31 mars 2011.

SOURCE : Direction des politiques d'emploi, de la planification stratégique et de la veille – 14 janvier 2013

COLLABORATION : Direction de la statistique et de l'information de gestion – 18 décembre 2012

VALIDATION : Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire – 17 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPL15

Titre :

Nombre d'emplois créés depuis le 17 septembre 2012 au Québec (temps plein et temps partiel), réparti par région.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

En 2012, l'emploi était en hausse de 30 800 par rapport à 2011, selon les estimations annuelles de l'Enquête sur la population active de Statistique Canada.

L'emploi à plein temps était en hausse de 36 700 pendant que l'emploi à temps partiel reculait de 5 900.

L'emploi était en hausse dans huit régions administratives.

	Création nette d'emplois en 2012		
	Emploi total*	Temps plein	Temps partiel
Ensemble du Québec	30,800	36,700	-5,900
Caspésie-Îles-de-la-Madeleine	-1,500	-1,400	-0,200
Bas-Saint-Laurent	3,700	5,300	-1,500
Capitale-Nationale	6,000	2,100	3,900
Chaudière-Appalaches	-6,200	-3,100	-3,100
Estrie	-7,900	-5,400	-2,500
Centre du Québec	-3,100	-2,100	-1,000
Montréal	25,100	32,600	-7,400
Montréal	2,500	3,200	-0,800
Laval	8,300	8,200	0,200
Lanaudière	-6,400	-12,600	6,200
Laurentides	12,300	4,300	8,000
Outaouais	1,700	1,900	-0,300
Abitibi-Témiscamingue	-1,600	0,000	-1,600
Mauricie	-6,500	-2,400	-4,000
Saguenay-Lac-Saint-Jean	5,100	6,400	-1,200
Côte-Nord et Nord-du-Québec	-0,900	-0,200	-0,700

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, données annuelles.

* Les données sont arrondies à la centaine. L'addition des emplois à temps plein et à temps partiel peut donc avoir un écart avec le total.

Compilation : Emploi-Québec.

SOURCE :

Direction de l'analyse et de l'information sur le marché du travail, le 11 janvier 2013

VALIDATION:

Bureau de la sous-ministre associée, 14 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPL16

Titre :

Nombre d'emplois perdus depuis le 17 septembre 2012 au Québec (temps plein et temps partiel), réparti par région.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

En 2012, l'emploi était en hausse de 30 800 par rapport à 2011, selon les estimations annuelles de l'Enquête sur la population active de Statistique Canada.

L'emploi à plein temps était en hausse de 36 700 pendant que l'emploi à temps partiel reculait de 5 900.

L'emploi était en baisse dans huit régions administratives et l'emploi dans ces régions représentait 25 % de l'emploi au Québec en 2012.

	Création nette d'emplois en 2012		
	Emploi total*	Temps plein	Temps partiel
Ensemble du Québec	30,800	36,700	-5,900
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	-1,500	-1,400	-0,200
Bas-Saint-Laurent	3,700	5,300	-1,500
Capitale-Nationale	6,000	2,100	3,900
Chaudière-Appalaches	-6,200	-3,100	-3,100
Estrie	-7,900	-5,400	-2,500
Centre du Québec	-3,100	-2,100	-1,000
Montréal	25,100	32,600	-7,400
Montréal	2,500	3,200	-0,800
Laval	8,300	8,200	0,200
Lanaudière	-6,400	-12,600	6,200
Laurentides	12,300	4,300	8,000
Outaouais	1,700	1,900	-0,300
Abitibi-Témiscamingue	-1,600	0,000	-1,600
Mauricie	-6,500	-2,400	-4,000
Saguenay-Lac-Saint-Jean	5,100	6,400	-1,200
Côte-Nord et Nord-du-Québec	-0,900	-0,200	-0,700

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, données annuelles.

* Les données sont arrondies à la centaine. L'addition des emplois à temps plein et à temps partiel peut donc avoir un écart avec le total.

Compilation : Emploi-Québec.

En raison de la marge d'erreur des données de l'Enquête sur la population active, les variations d'emploi doivent être considérées avec circonspection.

SOURCE :

Direction de l'analyse et de l'information sur le marché du travail, le 11 janvier 2013

VALIDATION:

Bureau de la sous-ministre associée, 14 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPL17

Titre :

Taux d'emploi en 2011 et en 2012 (au Québec mais aussi celui des autres provinces du Québec).

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Au Québec, le taux d'emploi de la population de 15 ans ou plus était de 60 % en 2012, selon l'Enquête sur la population active de Statistique Canada.

SOURCE :

Direction de l'analyse et de l'information sur le marché du travail, le 11 janvier 2013.

VALIDATION:

Bureau de la sous-ministre associée, 14 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPL18

Titre : Taux d'activité en 2011 et en 2012 (au Québec mais aussi celui des autres provinces du Québec).

Exposé et statistiques (s'il y a lieu) Au Québec, le taux d'activité de la population de 15 ans ou plus était de 65,1 % en 2012, selon l'Enquête sur la population active de Statistique Canada.

SOURCE :	Direction de l'analyse et de l'information sur le marché du travail, le 11 janvier 2013.
VALIDATION:	Bureau de la sous-ministre associée, 14 janvier 2013.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche # : RPL19

Sommes obtenues et état d'avancement des travaux visant le financement par le gouvernement du Pacte pour l'emploi et du Pacte pour l'emploi Plus

Exposé et statistiques

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits, puisque le *Pacte pour l'emploi* et le Pacte pour l'emploi Plus sont terminés depuis le 31 mars 2011.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche # : RPL20

Sommes obtenues visant le financement par le gouvernement fédéral du Pacte pour l'emploi et du Pacte pour l'emploi Plus

Exposé et statistiques

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits, puisque le *Pacte pour l'emploi* et le Pacte pour l'emploi Plus sont terminés depuis le 31 mars 2011.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RPL21

Titre :

Liste des consultations menées par le ministère et les organismes auprès des communautés autochtones en 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014.

Préciser :

- a. l'objet des consultations;
- b. le moyen utilisé;
- c. les dates de rencontres;
- d. les communautés et les personnes consultées;
- e. les résultats des consultations;
- f. les montants afférents.

Exposé

À l'exception du Secrétariat à la condition féminine, le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Emploi-Québec ainsi que la Commission des partenaires du marché du travail n'ont pas mené de consultation en 2012-2013 auprès des communautés autochtones et, ils n'en prévoient pas en 2013-2014.

Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2012-2017

La validation des travaux du nouveau Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2012-2017 - **volet autochtone** - s'est réalisée par la tenue de rencontres en novembre 2012 avec quelques organisations autochtones ciblées (Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador, Femmes autochtones du Québec, Association des chefs de police des Premières Nations et Société Makivik). Ces rencontres, organisées par le ministère de la Justice, mais dont le Secrétariat à la condition féminine était collaborateur, ont permis d'informer les groupes sur les grandes lignes de ce Plan d'action.

Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale 2010-2015

Depuis le lancement en juin 2010 du Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale 2010-2015, le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et Emploi-Québec ont des échanges fréquents avec des représentants soit de la Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador, de l'Administration régionale Kativik et de l'Administration régionale Crie.

SOURCE :	Direction de la planification et du développement des stratégies, 15 janvier 2013
COLLABORATION :	Direction des ressources externes, des clientèles spécifiques et de l'optimisation, 10 janvier 2013 Direction des affaires canadiennes et internationales, 10 janvier 2013 Secrétariat à la condition féminine, 10 janvier 2013 Direction des politiques de lutte contre la pauvreté, 10 janvier 2013 Direction du développement des compétences et de l'intervention sectorielle, 14 janvier 2013
VALIDATION :	Bureau de la sous-ministre associée, 16 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RPL22

Titre

Liste de toutes les formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Vous référer à la question 8 des renseignements généraux de l'opposition officielle.

SOURCE : DGARH – DPPO – 2013-01-09
VALIDATION : DGARH – 2013-01-09

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPL23

Titre

Liste de tous les travaux de construction ou de rénovation effectués au ministère en 2012-2013 et les prévisions pour 2013-2014.

Vous référer à la question 17 des renseignements généraux de l'opposition officielle.

SOURCE : Direction des ressources matérielles – 2013-01-13

VALIDATION : Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RPL24

Titre

Nombre de personnes parties à la retraite en 2012-2013.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

En 2012-2013, le nombre de départs à la retraite est de 166 employés (données extraites du SAGIP à la page 19 (effectif en place au 30 novembre 2012)).

SOURCE : DGARH – 2013-01-08

VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPL25

Titre

Nombre de personnes engagées en 2012-2013.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Au 30 novembre 2012, le Ministère a recruté 89 employés réguliers et 517 employés occasionnels (renouvellements inclus) en 2012-2013.

SOURCE : DGARH – 2013-01-08

VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPL26

Titre

Nombre de personnes licenciées en 2012-2013.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Au 30 novembre 2012, 14 employés ont été licenciés¹ en 2012-2013, dont 9 employés réguliers et 5 employés occasionnels.

¹ Le licenciement comprend les mouvements suivants : révocation (mesure administrative qui implique le congédiement pour incompétence ou incapacité), fin d'emploi (employé en stage probatoire pour lequel la permanence lui est refusé) et destitution (mesure disciplinaire qui implique le congédiement d'un employé pour causes graves).

SOURCE : DGARH – 2013-01-07

VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP L27

Nombre d'ETC en 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014

Exposé et statistiques

L'effectif autorisé n'a pas été établi pour 2013-2014. Toutefois, l'effectif total autorisé au 1^{er} avril 2012 était de 5 702.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION

RPM1

Titre : Portrait global du soutien financier du SACAIS pour 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Voici le portrait global des prévisions du soutien financier octroyé par le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS), par programme et par volet, au 30 novembre 2012.

Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en matière d'action communautaire et d'action bénévole (FAACA) (Montant global et nombre d'organismes soutenus)	
Volets	2012-2013 (au 30 novembre 2012)
Promotion des droits	15 988 016 \$ (332 organismes)
Multisectoriels	590 120 \$ (14 organismes)
Recherches et études en lien avec la mise en œuvre de la Politique	4 000 \$ (1 organisme)
TOTAL	16 582 136 \$

Programme de soutien financier aux corporations de développement communautaire (Montant global et nombre d'organismes soutenus)	
	2012-2013 (au 30 novembre 2012)
	3 079 122 (55 organismes)
TOTAL VERSÉ	3 079 122 \$

Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires (Montant global et nombre d'organismes soutenus)	
Volets	2012-2013 (30 novembre 2013)
Action communautaire et action bénévole	44 318 \$ (17 organismes)
Initiatives sociales	7 501 \$ (2 organismes)
TOTAL	51 819 \$

Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) (Montant versé et nombre d'organismes soutenus)	
	2012-2013 (au 30 novembre 2012)
	20 500 427 \$ (46 organismes)
TOTAL	20 500 427 \$

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, 21 janvier 2013

VALIDATION: Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire, 23 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION

RPM2

**Titre : Faits saillants de l'action gouvernementale en action communautaire et bénévole
2013-2014**

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Les données qui suivent sont tirées de la dernière publication *État de situation du soutien financier gouvernemental en action communautaire 2010-2011*. Les données 2011-2012, en provenance de l'ensemble des ministères ne sont pas encore disponibles.

- Soutien financier gouvernemental :
 - 860,1 M\$, versés à 5089 organismes communautaires;
- Soutien financier gouvernemental à la mission globale :
 - 520,9 M\$ en 2010-2011;
 - le soutien à la mission globale représente 60,6 % du total en 2010-2011;
 - en 2010-2011, 83,9 % des 5 089 organismes communautaires soutenus en bénéficiaient.

RÉGIME DE RETRAITE

- Le 18 décembre 2012, le Régime de retraite comptait un total de 405 groupes et 3 191 participants et participantes. Afin d'améliorer les conditions de travail dans le milieu communautaire, le gouvernement du Québec, par l'entremise du SACAIS, a apporté un soutien financier à la mise en place effective du Régime de retraite et son développement.

PLAN DE VALORISATION DE L'ACTION BÉNÉVOLE

- Annoncé en avril 2009 et mis en œuvre avec la contribution du Réseau de l'action bénévole du Québec (RABQ), le Plan de valorisation de l'action bénévole comporte principalement des actions qui concernent la promotion, la reconnaissance, la formation et le recrutement. Celles-ci sont en voie de finalisation.

SOURCE :

Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, 14 janvier 2013

VALIDATION:

Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire, 23 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION

RPM3

Titre :

Dans chacun des programmes (FAACA, FQIS, PSISC, CDC), préciser la liste des organismes financés, refusés et coupés par circonscription (avec nom et adresse de ces organismes) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Voir les tableaux en annexe.

SOURCE :

Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, 18 janvier 2013

VALIDATION:

Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire, 23 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

RPM3. LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME

(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Exercice financier 2012-2013

Région	Organisme	Volet	Montant versé au 30 novembre 2012
01 - Bas-Saint-Laurent	A.L.E.S.E Abattons les échelons socio-économiques	PDD	41 615,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Action chômage Kamouraska inc.	PDD	42 630,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Action populaire Rimouski-Neigette	PDD	32 480,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Association coopérative d'économie familiale (ACEF) de la péninsule	PDD	25 375,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Association coopérative d'économie familiale du Grand-Portage	PDD	50 676,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Association coopérative d'économie familiale Rimouski-Neigette et Mitis	PDD	50 750,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Association pour la défense des droits sociaux du Kamouraska (ADDs-Kamouraska)	PDD	30 000,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Comité logement Rimouski-Neigette	PDD	30 000,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Fédération pour personnes handicapées du K.R.T.B. inc.	PDD	70 997,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	P.L.A.I.D.D.B.F. Promotion, lutte aide intervention en défense de droits du Bas du Fleuve région 01	PDD	88 305,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Regroupement des assistées sociales et assistés sociaux du Témiscouata	PDD	30 000,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Regroupement des organismes de personnes handicapées du Bas-du-Fleuve (ROPHBF)	PDD	65 869,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Table de concertation des groupes de femmes Bas-Saint-Laurent	PDD	57 855,00 \$
Total 01 - Bas-Saint-Laurent			616 552,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

RPM3. LISTE DES ORGANISMES FINANÇÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME

(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Exercice financier 2012-2013

Région	Organisme	Volet	Montant versé au 30 novembre 2012
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) Jonquière	PDD	19 203,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Association québécoise pour la défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section Alma inc.	PDD	30 000,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Association québécoise pour la défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section St-Félicien	PDD	25 403,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Association québécoise pour la défense des retraités et pré-retraités (section Chicoutimi)	PDD	22 837,50 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Comité des droits sociaux d'Alma	PDD	22 837,50 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Groupe de promotion et de défense des droits en santé mentale de la région 02 inc.	PDD	88 305,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Groupement des organismes des personnes handicapées du Saguenay	PDD	65 869,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	L.A.S.T.U.S.E. du Saguenay (Lieu d'actions et de services travaillant dans l'unité avec les sans-emploi)	PDD	45 675,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	La ligue des droits et libertés de la personne du Saguenay Lac-St-Jean inc.	PDD	41 615,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Les gens oubliés de Notre-Dame-d'Hébertville inc.	PDD	42 630,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Loge m'entraide	PDD	45 675,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Mouvement action chômage Lac-St-Jean	PDD	30 000,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Saguenay-Lac St-Jean-Chibougamau-Chapais	PDD	31 454,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Recif-02	PDD	57 855,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Regroupement des usagers du transport adapté et collectif du Saguenay	PDD	50 750,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Service budgétaire et communautaire de Chicoutimi	PDD	15 440,50 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Service budgétaire et communautaire de Jonquière	PDD	30 000,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Service budgétaire Lac-Saint-Jean-Est	PDD	23 307,50 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Service budgétaire populaire de St-Félicien	PDD	15 000,00 \$
Total 02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean			703 857,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

RPM3. LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME

(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Exercice financier 2012-2013

Région	Organisme	Votet	Montant versé au 30 novembre 2012
03 - Capitale-Nationale	Accès transports viables-regroupement des utilisateurs et utilisatrices des transports collectifs et alternatifs du Québec métropolitain	PDD	42 630,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Action-Chômage de Québec	PDD	42 630,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Alliance québécoise des regroupements régionaux pour l'intégration des personnes handicapées	PDD	135 638,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Association des grands-parents du Québec	PDD	15 000,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Association pour la défense des droits sociaux Québec métropolitain (ADDSQM)	PDD	55 102,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) Québec inc.	PDD	26 667,50 \$
03 - Capitale-Nationale	Auto-Psy (région de Québec)	PDD	88 305,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Bureau d'animation et information logement du Québec métropolitain (BAIL) inc.	PDD	24 982,50 \$
03 - Capitale-Nationale	Carrefour d'animation et de participation à un monde ouvert (CAPMO) inc.	PDD	15 000,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Centre d'information et de recherche en consommation de Charlevoix Ouest	PDD	42 630,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Comité des citoyens du quartier Saint-Sauveur	PDD	47 208,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Comité logement d'aide aux locataires	PDD	30 000,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Comité populaire St-Jean-Baptiste	PDD	21 315,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Groupe Alter justice	PDD	30 000,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Groupe de recherche en animation et planification économique (GRAPE)	PDD	62 587,00 \$
03 - Capitale-Nationale	L'association coopérative d'économie familiale de Québec	PDD	70 897,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Le comité d'action des personnes vivant des situations de handicap (CAPVISH)	PDD	40 185,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Le mouvement "Personne d'abord" du Québec métropolitain	PDD	95 381,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Les amis et amies de la terre de Québec	PDD	38 580,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Ligue des droits et libertés - section de Québec	PDD	20 807,50 \$
03 - Capitale-Nationale	Mouvement action-chômage de Charlevoix inc.	PDD	21 315,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Nature Québec	PDD	35 000,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Regroupement d'éducation populaire en action communautaire des régions de Québec et Chaudière-Appalaches (REPAC-03-12)	PDD	86 348,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Regroupement des femmes sans emploi du nord de Québec	PDD	48 279,50 \$
03 - Capitale-Nationale	Regroupement des groupes de femmes de la région de la Capitale-Nationale (Portneuf-Québec-Charlevoix)	PDD	28 927,50 \$
03 - Capitale-Nationale	Regroupement des organismes de personnes handicapées de la région 03 (ROP 03)	PDD	96 319,00 \$
Total 03 - Capitale-Nationale			1 261 734,50 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

RPM3. LISTE DES ORGANISMES FINANÇÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME

(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Exercice financier 2012-2013

Région	Organisme	Vote	Montant versé au 30 novembre 2012
04 - Mauricie	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et pré-retraitées (A.Q.D.R.) section Trois-Rivières inc.	PDD	30 000,00 \$
04 - Mauricie	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR) section Mékinac	PDD	30 000,00 \$
04 - Mauricie	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées, A.Q.D.R. section Shawinigan	PDD	15 000,00 \$
04 - Mauricie	Association québécoise de la défense des droits des retraités et pré-retraités Des Chenaux (A.Q.D.R.)	PDD	30 000,00 \$
04 - Mauricie	ATTAM Association des travailleurs et travailleuses accidentés de la Mauricie	PDD	42 630,00 \$
04 - Mauricie	Comité d'action des non-syndiqués de Trois-Rivières inc.	PDD	45 675,00 \$
04 - Mauricie	Comité logement Trois-Rivières inc.	PDD	45 675,00 \$
04 - Mauricie	Comité pour la défense des droits sociaux La Tuque	PDD	45 675,00 \$
04 - Mauricie	Comité régional de promotion et de sensibilisation en déficience intellectuelle région 04 inc.	PDD	30 000,00 \$
04 - Mauricie	Groupeement pour la défense des droits sociaux de Trois-Rivières	PDD	27 552,00 \$
04 - Mauricie	Mouvement action-chômage Des Chenaux inc.	PDD	30 000,00 \$
04 - Mauricie	Mouvement action-chômage Trois-Rivières	PDD	22 837,50 \$
04 - Mauricie	Mouvement personne d'abord région Mauricie	PDD	47 814,00 \$
04 - Mauricie	R.D.D.S. (Shawinigan) inc.	PDD	25 226,50 \$
04 - Mauricie	Regroupement des organismes d'éducation populaire autonome de la Mauricie	PDD	42 630,00 \$
04 - Mauricie	Regroupement d'organismes de promotion pour personnes handicapées - région Mauricie	PDD	96 670,00 \$
04 - Mauricie	Solidarité régionale d'aide et d'accompagnement pour la défense des droits en santé mentale du Centre-du-Québec/Mauricie	PDD	88 305,00 \$
04 - Mauricie	Table de concertation «Abus auprès des aînés» de la Mauricie	PDD	17 255,00 \$
04 - Mauricie	Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie	PDD	57 855,00 \$
Total 04 - Mauricie			770 800,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

RPM3. LISTE DES ORGANISMES FINANÇÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME

(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Exercice financier 2012-2013

Région	Organisme	Volet	Montant versé au 30 novembre 2012
05 - Estrie	Action-Handicap Estrie	PDD	65 869,00 \$
05 - Estrie	Association coopérative d'économie familiale de l'Estrie	PDD	24 915,50 \$
05 - Estrie	Association des locataires de Sherbrooke	PDD	22 837,50 \$
05 - Estrie	Association des personnes handicapées de la MRC de Coaticook	PDD	30 000,00 \$
05 - Estrie	Association des personnes handicapées visuelles de l'Estrie	PDD	19 673,00 \$
05 - Estrie	Collectif pour le libre choix de Sherbrooke	PDD	22 837,50 \$
05 - Estrie	Collectif régional d'éducation sur les médias d'information	PDD	30 000,00 \$
05 - Estrie	Comité des travailleurs accidentés de l'Estrie inc.	PDD	62 098,00 \$
05 - Estrie	Concertation femmes Estrie	PDD	57 855,00 \$
05 - Estrie	Conseil des aveugles de Memphrémagog	PDD	15 000,00 \$
05 - Estrie	Fédération des communautés culturelles de l'Estrie	PDD	15 000,00 \$
	Han-Droits L'association de promotion et de défense des droits des personnes handicapées de la région	PDD	42 630,00 \$
05 - Estrie	Memphrémagog	PDD	21 315,00 \$
05 - Estrie	Illusion-Emploi de l'Estrie	PDD	22 837,50 \$
05 - Estrie	L'action plus de Sherbrooke inc.	PDD	
05 - Estrie	L'association québécoise pour la défense des retraités et retraitées, pré-retraités et pré-retraitées (A.Q.D.R.) section Sherbrooke	PDD	21 315,00 \$
05 - Estrie	L'association québécoise pour la défense des retraités et retraitées, pré-retraités et pré-retraitées (A.Q.D.R.) section Memphrémagog	PDD	38 087,00 \$
05 - Estrie	Ligue des droits et libertés (section Estrie)	PDD	20 807,50 \$
05 - Estrie	Mouvement des chômeurs de l'Estrie inc.	PDD	23 214,50 \$
05 - Estrie	Promotion et défense des droits en santé mentale de l'Estrie (PRO-DEF)	PDD	88 305,00 \$
05 - Estrie	Promotion Handicap Estrie inc.	PDD	60 213,00 \$
05 - Estrie	Regroupement des usagers du transport adapté de Sherbrooke métropolitain	PDD	60 496,00 \$
05 - Estrie	Service budgétaire populaire de l'Estrie inc.	PDD	24 722,50 \$
05 - Estrie	Service budgétaire populaire Des sources	PDD	29 710,50 \$
05 - Estrie	Solidarité populaire Estrie	PDD	22 837,50 \$
05 - Estrie	Table d'action contre l'appauvrissement de l'Estrie	PDD	41 615,00 \$
05 - Estrie	Table ronde des OVEP de l'Estrie	PDD	25 570,50 \$
Total 05 - Estrie			909 762,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

RPM3. LISTE DES ORGANISMES FINANÇÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME

(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Exercice financier 2012-2013

Région	Organisme	Vote	Montant versé au 30 novembre 2012
06 - Montréal	"Action-Autonomie" Le collectif pour la défense des droits en santé mentale de Montréal	PDD	88 305,00 \$
06 - Montréal	Action des femmes handicapées (Montréal)	PDD	47 630,00 \$
06 - Montréal	Action dignité de Saint-Léonard	PDD	15 000,00 \$
06 - Montréal	Action travail des femmes du Québec inc.	PDD	30 000,00 \$
06 - Montréal	Alliance des regroupements des usagers du transport adapté du Québec (ARUTAQ)	PDD	79 280,00 \$
06 - Montréal	Association coopérative d'économie familiale de l'est de Montréal	PDD	53 613,00 \$
06 - Montréal	Association coopérative d'économie familiale du Centre de Montréal	PDD	68 122,00 \$
06 - Montréal	Association coopérative d'économie familiale du nord de Montréal	PDD	72 980,00 \$
06 - Montréal	Association coopérative d'économie familiale du sud-ouest de Montréal	PDD	47 453,00 \$
06 - Montréal	Association des aides familiales du Québec	PDD	50 750,00 \$
06 - Montréal	Association des consommateurs pour la qualité dans la construction	PDD	21 315,00 \$
06 - Montréal	Association des locataires de Villeray inc.	PDD	63 983,00 \$
06 - Montréal	Association du Québec pour l'intégration sociale	PDD	17 012,00 \$
06 - Montréal	Association pour la défense des droits sociaux du Montréal métropolitain (A.D.D.S.M.M.)	PDD	42 630,00 \$
06 - Montréal	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) inc.	PDD	72 480,00 \$
06 - Montréal	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section Rivière-des-Prairies inc.	PDD	15 000,00 \$
06 - Montréal	Association québécoise de la défense des droits des retraités et retraitées, préretraités et préretraitées (A.Q.D.R.) Saint-Michel inc.	PDD	19 375,00 \$
06 - Montréal	Association québécoise des étudiants ayant des incapacités au post-secondaire (AQEIPS)	PDD	57 852,50 \$
06 - Montréal	Association québécoise des personnes de petite taille inc.	PDD	74 738,00 \$
06 - Montréal	Association québécoise Plaidoyer-Victimes	PDD	42 480,00 \$
06 - Montréal	Au bas de l'échelle inc.	PDD	42 630,00 \$
06 - Montréal	BRAS Villeray	PDD	41 615,00 \$
06 - Montréal	Centre québécois pour la déficience auditive	PDD	117 363,00 \$
06 - Montréal	Coalition des associations de consommateurs du Québec	PDD	52 486,00 \$
06 - Montréal	Coalition des familles homoparentales	PDD	40 000,00 \$
06 - Montréal	Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'oeuvre	PDD	45 000,00 \$
06 - Montréal	Comité chômage de Montréal	PDD	55 782,00 \$
06 - Montréal	Comité d'action de Parc Extension	PDD	30 000,00 \$
06 - Montréal	Comité d'action des citoyennes et citoyens de Verdun inc.	PDD	34 558,00 \$
06 - Montréal	Comité de base pour l'action et l'information sur le logement social d'Hochelaga-Maisonneuve	PDD	22 837,50 \$
06 - Montréal	Comité de logement Rosemont	PDD	49 070,00 \$
06 - Montréal	Comité des droits sociaux du sud-ouest de Montréal	PDD	15 000,00 \$
06 - Montréal	Comité des personnes assistées sociales de Pointe-St-Charles Montréal	PDD	35 366,50 \$
06 - Montréal	Comité des sans emploi de Pointe St-Charles	PDD	15 000,00 \$
06 - Montréal	Comité du logement du Plateau Mont-Royal inc.	PDD	33 540,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

RPM3. LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME

(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Exercice financier 2012-2013

Région	Organisme	Volet	Montant versé au 30 novembre 2012
06 - Montréal	Comité logement Ahuntsic-Cartierville	PDD	49 429,00 \$
06 - Montréal	Comité logement de La Petite Patrie inc.	PDD	30 000,00 \$
06 - Montréal	Comité logement de Montréal-Nord	PDD	15 000,00 \$
06 - Montréal	Comité logement Ville-Marie de Montréal	PDD	33 282,00 \$
06 - Montréal	Comité régional des associations pour la déficience intellectuelle (région 06 A)	PDD	98 111,00 \$
06 - Montréal	Comité-Chômage de l'est de Montréal	PDD	50 750,00 \$
06 - Montréal	Confédération des organismes de personnes handicapées du Québec (COPHAN)	PDD	132 443,00 \$
06 - Montréal	Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT) du Québec inc.	PDD	26 417,50 \$
06 - Montréal	Conseil national des chômeurs et chômeuses	PDD	30 000,00 \$
06 - Montréal	Conseil pour la protection des malades (CPM)	PDD	79 813,00 \$
06 - Montréal	Conseil québécois des gais et lesbiennes (CQGL)	PDD	50 750,00 \$
06 - Montréal	Eau secours! La coalition québécoise pour une gestion responsable de l'eau	PDD	52 500,00 \$
06 - Montréal	Entraide logement Hochelaga-Maisonneuve	PDD	22 837,50 \$
06 - Montréal	Ex aequo	PDD	67 906,50 \$
06 - Montréal	F.R.O.N.T. Femmes regroupées en options non traditionnelles	PDD	50 750,00 \$
06 - Montréal	Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec	PDD	243 600,00 \$
06 - Montréal	Fédération des femmes du Québec	PDD	74 881,00 \$
06 - Montréal	Fédération des locataires d'habitations à loyer modique du Québec	PDD	108 554,00 \$
06 - Montréal	Fédération québécoise de l'autisme	PDD	153 908,00 \$
06 - Montréal	Fondation Émergence inc.	PDD	20 000,00 \$
06 - Montréal	Force jeunesse inc.		17 255,00 \$
06 - Montréal	Forum des citoyens aînés de Montréal	PDD	63 272,00 \$
06 - Montréal	Front commun des assistés sociaux du Québec inc.	PDD	30 171,00 \$
06 - Montréal	Front commun québécois pour une gestion écologique des déchets	PDD	52 500,00 \$
06 - Montréal	Front d'action populaire en réaménagement urbain FRAPRU inc.	PDD	114 090,00 \$
06 - Montréal	Groupe-Ressource du Plateau Mont-Royal	PDD	24 636,00 \$
06 - Montréal	Infologis de l'est de l'île de Montréal	PDD	49 734,00 \$
06 - Montréal	Jeunesse ouvrière chrétienne nationale du Québec	PDD	48 713,00 \$
06 - Montréal	Jeunesse ouvrière chrétienne région de Montréal	PDD	15 000,00 \$
06 - Montréal	Kéroul	PDD	50 056,50 \$
06 - Montréal	La fédération des mouvements personne d'abord du Québec inc.	PDD	107 725,00 \$
06 - Montréal	La fondation pour aider les travailleuses et les travailleurs accidentés (F.A.T.A.)	PDD	29 575,00 \$
06 - Montréal	La ligue des droits et libertés	PDD	69 935,00 \$
06 - Montréal	La ligue des Noirs du Québec	PDD	41 615,00 \$
06 - Montréal	L'association des groupes d'interventions en défense de droits en santé mentale du Québec	PDD	93 380,00 \$
06 - Montréal	L'association féminine d'éducation et d'action sociale	PDD	108 200,00 \$
06 - Montréal	Le réseau québécois des groupes écologistes	PDD	35 000,00 \$

RPM3. LISTE DES ORGANISMES FINANÇÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Exercice financier 2012-2013

Région	Organisme	Projet	Montant versé au 30 novembre 2013
06 - Montréal	Les frères et soeurs d'Émile Nelligan	PDD	60 528,00 \$
06 - Montréal	Ligue des femmes du Québec	PDD	30 000,00 \$
06 - Montréal	Mouvement action justice	PDD	34 510,00 \$
06 - Montréal	Mouvement action-chômage de Montréal inc.	PDD	30 000,00 \$
06 - Montréal	Mouvement autonome et solidaire des sans-emploi	PDD	42 630,00 \$
06 - Montréal	Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec inc.	PDD	138 908,00 \$
06 - Montréal	Mouvement des personnes d'abord de Montréal	PDD	28 575,00 \$
06 - Montréal	Mouvement des travailleurs chrétiens (M.T.C.)	PDD	16 171,50 \$
06 - Montréal	Organisation d'aide aux sans-emploi (ODAS - Montréal)	PDD	30 000,00 \$
06 - Montréal	Organisation d'éducation et d'information logement de Côte des Neiges	PDD	15 935,00 \$
06 - Montréal	Organisation populaire des droits sociaux-région Montréal (O.P.D.S.-R.M.)	PDD	30 000,00 \$
06 - Montréal	P.O.P.I.R. inc.	PDD	53 984,00 \$
06 - Montréal	Regroupement des aveugles et amblyopes du Montréal métropolitain RAAMM	PDD	130 620,00 \$
06 - Montréal	Regroupement des aveugles et amblyopes du Québec (RAAQ)	PDD	57 182,50 \$
06 - Montréal	Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec	PDD	59 404,00 \$
06 - Montréal	Regroupement des organismes de promotion du Montréal métropolitain	PDD	98 111,00 \$
06 - Montréal	Regroupement des usagers du transport adapté et accessible de l'île de Montréal	PDD	87 004,00 \$
06 - Montréal	Regroupement information-logement de Pointe-St-Charles	PDD	28 263,50 \$
06 - Montréal	Réseau des lesbiennes du Québec (RLQ)	PDD	50 243,00 \$
06 - Montréal	Services juridiques communautaires de Pointe-St-Charles et Petite Bourgogne inc.	PDD	15 000,00 \$
06 - Montréal	Société logique inc.	PDD	75 347,00 \$
06 - Montréal	Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal métropolitain	PDD	51 765,00 \$
06 - Montréal	Table des groupes de femmes de Montréal	PDD	57 855,00 \$
06 - Montréal	Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire de Montréal	PDD	64 227,00 \$
06 - Montréal	Transport 2000 Québec	PDD	42 630,00 \$
06 - Montréal	Union des consommateurs	PDD	117 512,00 \$
06 - Montréal	Union des travailleurs et travailleuses accidentés de Montréal (U.T.T.A.M.)	PDD	50 750,00 \$
Total 06 - Montréal			5 449 192,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

RPM3. LISTE DES ORGANISMES FINANÇÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME

(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Exercice financier 2012-2013

Région	Organisme	Votat	Montant versé au 30 novembre 2012
07 - Outaouais	Action santé Outaouais	PDD	45 675,00 \$
07 - Outaouais	Assemblée des groupes de femmes d'interventions régionales (AGIR)	PDD	57 855,00 \$
07 - Outaouais	Association de solidarité et d'entraide communautaire de la Haute-Gatineau	PDD	42 630,00 \$
07 - Outaouais	Association des personnes handicapées visuelles de l'Outaouais	PDD	15 000,00 \$
07 - Outaouais	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et pré-retraitées (AQDR) section Gatineau inc.	PDD	30 000,00 \$
07 - Outaouais	Collectif régional de lutte à l'itinérance en Outaouais	PDD	15 000,00 \$
07 - Outaouais	Droits-Accès de l'Outaouais	PDD	88 305,00 \$
07 - Outaouais	L'association coopérative d'économie familiale de l'Outaouais	PDD	70 351,00 \$
07 - Outaouais	L'association pour la défense des droits sociaux de Gatineau	PDD	42 630,00 \$
07 - Outaouais	Logement occupe	PDD	28 788,50 \$
07 - Outaouais	Regroupement des associations de personnes handicapées de l'Outaouais (R.A.P.H.O.)	PDD	65 869,00 \$
07 - Outaouais	Table-Ronde des organismes volontaires d'éducation populaire de l'Outaouais	PDD	21 315,00 \$
Total 07 - Outaouais			523 418,50 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

RPM3. LISTE DES ORGANISMES FINANÇÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME

(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Exercice financier 2012-2013

Région	Organisme	Volet	Montant versé au 30 novembre 2012
08 - Abitibi-Témiscamingue	Association de défense des droits sociaux de la Vallée de l'Or	PDD	34 510,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Association pour personnes handicapées visuelles de l'Abitibi-Témiscamingue	PDD	30 000,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR) section valdiorienne	PDD	15 000,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées section Rouyn-Noranda (AQDR: ROUYN-NORANDA)	PDD	
08 - Abitibi-Témiscamingue	L'association des travailleuses et des travailleurs accidentés de l'Abitibi-Témiscamingue	PDD	30 000,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	R.A.I.D.D. - A.T. Ressource d'aide et d'informations en défense des droits de l'Abitibi-Témiscamingue inc.	PDD	30 000,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	R.E.P.A.S. de Rouyn-Noranda	PDD	88 305,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Regroupement d'associations de personnes handicapées de l'Abitibi-Témiscamingue, R.A.P.H.A.T.	PDD	41 615,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Regroupement de femmes de l'Abitibi-Témiscamingue	PDD	32 934,50 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Regroupement d'éducation populaire d'Abitibi-Témiscamingue (REPAT)	PDD	28 927,50 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Regroupement des sans emplois de l'Abitibi-Témiscamingue	PDD	56 285,00 \$
		PDD	58 380,00 \$
Total 08 - Abitibi-Témiscamingue			445 957,00 \$

RPM3. LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME

(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Exercice financier 2012-2013

Region	Organisme	Volet	Montant versé au 30 novembre 2012
09 - Côte-Nord	Groupe Nord côtier de défense des droits en santé mentale	PDD	47 794,00 \$
09 - Côte-Nord	L'association pour la protection des intérêts des consommateurs de la Côte-Nord inc.	PDD	60 026,00 \$
09 - Côte-Nord	Le centre de recherche et d'information en consommation (C.R.I.C.), Port-Cartier	PDD	54 991,00 \$
09 - Côte-Nord	Regroupement des femmes de la Côte-Nord inc.	PDD	66 356,00 \$
09 - Côte-Nord	Table de concertation des associations de personnes handicapées de la Côte-Nord (La C.A.P.H.)	PDD	76 738,00 \$
09 - Côte-Nord	Table des groupes populaires de Baie-Comeau-Hauterive	PDD	49 460,00 \$
Total 09 - Côte-Nord			355 365,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

RPM3. LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)
Exercice financier 2012-2013

Région	Organisme	Volonté	Montant versé au 30 novembre 2012
10 - Nord-du-Québec	Comité condition féminine Baie-James	PDD	40 600,00 \$
Total 10 - Nord-du-Québec			40 600,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

RPM3. LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME

(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Exercice financier 2012-2013

Région	Organisme	Vote	Montant versé au 30 novembre 2012
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Droits devant	PDD	41 615,00 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Droits et recours en santé mentale, Gaspésie-Les-Îles	PDD	100 485,00 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	FADOQ région Gaspésie Îles-de-la-Madeleine	PDD	30 000,00 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	La démêlée	PDD	45 675,00 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Mouvement action chômage Pabok inc.	PDD	42 630,00 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Regroupement des associations des personnes handicapées de la Gaspésie (Îles-de-la-Madeleine)	PDD	68 914,00 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine	PDD	57 855,00 \$
Total 11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine			387 174,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

RPM3. LISTE DES ORGANISMES FINANÇÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME

(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Exercice financier 2012-2013

Region	Organisme	Volet	Montant versé au 30 novembre 2012
12 - Chaudière-Appalaches	Aide aux travailleurs accidentés, ATA	PDD	88 587,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	AQDR Montmagny-L'Islet	PDD	15 000,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Association coopérative d'économie familiale Amiante - Beauce - Etchemins	PDD	105 876,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Association coopérative d'économie familiale Lévis-Lauzon	PDD	53 197,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Association de défense des droits sociaux (A.D.D.S.) de la Rive-Sud	PDD	30 000,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Comité d'appui aux travailleurs et travailleuses accidentés de la région de L'Amiante	PDD	53 225,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Corporation de défense de droits sociaux de Lotbinière inc.	PDD	39 595,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	La section Lévis-Rive-Sud de l'A.Q.D.R.	PDD	30 000,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	L'A-Droit de Chaudière-Appalaches	PDD	88 305,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Regroupement des associations de personnes handicapées région Chaudière-Appalaches	PDD	65 869,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Réseau des groupes de femmes Chaudière-Appalaches	PDD	57 855,00 \$
Total 12 - Chaudière-Appalaches			627 509,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

RPM3. LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME

(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Exercice financier 2012-2013

Région	Organisme	Volat	Montant versé au 30 novembre 2012
13 - Laval	ALTA (Association lavalloise pour le transport adapté) inc.	PDD	83 529,00 \$
13 - Laval	Association coopérative d'économie familiale de l'Île Jésus	PDD	30 000,00 \$
13 - Laval	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR) Laval	PDD	18 955,00 \$
13 - Laval	L'en-droit de Laval	PDD	88 305,00 \$
13 - Laval	Regroupement des associations de personnes traumatisées cranio-cérébrales du Québec	PDD	30 000,00 \$
13 - Laval	Regroupement des organismes de promotion de personnes handicapées de Laval (ROPPHL)	PDD	86 886,00 \$
13 - Laval	Table de concertation de Laval en condition féminine	PDD	57 855,00 \$
13 - Laval	Table de concertation en violence conjugale et agressions à caractère sexuel de Laval inc.	PDD	15 000,00 \$
Total 13 - Laval			410 530,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

RPM3. LISTE DES ORGANISMES FINANÇÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME

(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Exercice financier 2012-2013

Région	Organisme	Votes	Montant versé au 31 mars 2012
14 - Lanaudière	Action dignité Lanaudière	PDD	19 285,00 \$
14 - Lanaudière	Action populaire des Moulins	PDD	38 701,00 \$
14 - Lanaudière	Association coopérative d'économie familiale de la région Lanaudière	PDD	105 092,00 \$
14 - Lanaudière	Association des personnes handicapées visuelles du sud de Lanaudière	PDD	47 954,00 \$
14 - Lanaudière	Association des travailleurs et travailleuses accidentés du Matawin	PDD	22 837,50 \$
14 - Lanaudière	Association des travailleurs, travailleuses accidentés de Joli-Mont	PDD	21 315,00 \$
14 - Lanaudière	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section des Moulins inc.	PDD	39 434,00 \$
14 - Lanaudière	Association québécoise de la fibromyalgie	PDD	57 855,00 \$
14 - Lanaudière	Association québécoise pour la défense des droits des retraités et pré-retraités (A.Q.D.R.) section Brandon	PDD	24 447,50 \$
14 - Lanaudière	Groupe d'information et de défense des droits sociaux de Ste-Julienne	PDD	21 045,00 \$
14 - Lanaudière	Le mouvement des personnes d'abord de Joliette	PDD	50 081,00 \$
14 - Lanaudière	Mouvement d'éducation populaire autonome de Lanaudière (M.E.P.A.L.)	PDD	28 527,50 \$
14 - Lanaudière	Pleins droits de Lanaudière inc.	PDD	88 305,00 \$
14 - Lanaudière	Regroupement des usagers de transport adapté de Lanaudière	PDD	48 517,00 \$
14 - Lanaudière	Table de concertation des groupes de femmes de Lanaudière	PDD	57 855,00 \$
14 - Lanaudière	Table de concertation régionale des associations de personnes handicapées de Lanaudière	PDD	53 096,50 \$
Total 14 - Lanaudière			724 348,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

RPM3. LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME

(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Exercice financier 2012-2013

Région	Organisme	Volet	Montant versé au 30 novembre 2012
15 - Laurentides	Association coopérative d'économie familiale des Basses-Laurentides	PDD	92 472,00 \$
15 - Laurentides	Association de promotion et d'éducation en logement	PDD	30 000,00 \$
15 - Laurentides	Carrefour d'actions populaires de St-Jérôme	PDD	38 852,50 \$
15 - Laurentides	Droits et obligations des sans emploi	PDD	45 675,00 \$
15 - Laurentides	Droits et recours Laurentides inc.	PDD	88 305,00 \$
15 - Laurentides	Mouvement des personnes d'abord de Lachute	PDD	15 000,00 \$
15 - Laurentides	Mouvement personne d'abord de Sainte-Thérèse	PDD	40 600,00 \$
15 - Laurentides	Mouvement personne d'abord de Saint-Eustache	PDD	40 600,00 \$
15 - Laurentides	Mouvement personne d'abord de Ste-Agathe-des-Monts	PDD	34 884,00 \$
15 - Laurentides	Mouvement personne d'abord de St-Jérôme et ses environs	PDD	30 000,00 \$
15 - Laurentides	Regroupement des usagers du transport adapté et collectif de la MRC Rivière-du-Nord (RUTAC MRC RDN)	PDD	30 000,00 \$
15 - Laurentides	Regroupement pour la concertation des personnes handicapées des Laurentides	PDD	76 019,00 \$
15 - Laurentides	Regroupement pour les droits des assistés sociaux, Mont-Laurier	PDD	15 125,00 \$
15 - Laurentides	Réseau des femmes des Laurentides	PDD	57 855,00 \$
15 - Laurentides	Réseau des tables régionales de groupes de femmes du Québec	PDD	57 855,00 \$

Total 15 - Laurentides

693 242,50 \$

155

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

RPM3. LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME

(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Exercice financier 2012-2013

Region	Organisme	Volet	Montant versé au 30 novembre 2012
16 - Montérégie	Association coopérative d'économie familiale de la Rive-Sud	PDD	33 592,00 \$
16 - Montérégie	Association coopérative d'économie familiale du Haut St-Laurent	PDD	58 781,00 \$
16 - Montérégie	Association coopérative d'économie familiale Montérégie-Est	PDD	32 775,50 \$
16 - Montérégie	Association des usagers du transport adapté de Longueuil (AUTAL)	PDD	69 810,00 \$
16 - Montérégie	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section Haut-Richelieu	PDD	30 000,00 \$
16 - Montérégie	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.), section Granby inc.	PDD	15 000,00 \$
16 - Montérégie	Carrefour de développement social par l'éducation populaire (CDSEP)	PDD	108 065,00 \$
16 - Montérégie	Centre d'information, de références et de services (CIRS) inc.	PDD	42 630,00 \$
16 - Montérégie	Collectif d'action populaire Richelieu-Yamaska	PDD	15 000,00 \$
16 - Montérégie	Collectif de défense des droits de la Montérégie	PDD	88 305,00 \$
16 - Montérégie	Comité chômage du Haut-Richelieu	PDD	58 630,00 \$
16 - Montérégie	Comité logement Beauharnois	PDD	17 255,00 \$
16 - Montérégie	Comité logement de Valleyfield	PDD	45 675,00 \$
16 - Montérégie	Comité logement Rive-Sud	PDD	61 460,00 \$
16 - Montérégie	Comité-Logement Montérégie inc.	PDD	28 420,00 \$
16 - Montérégie	Dynamique des handicapés de Granby et région inc.	PDD	42 630,00 \$
16 - Montérégie	Groupe ment des associations de personnes handicapées de la rive-sud de Montréal inc.	PDD	97 875,00 \$
16 - Montérégie	Groupe ment des associations de personnes handicapées du Richelieu-Yamaska	PDD	67 446,00 \$
16 - Montérégie	Inclusion: Regroupement d'aide aux personnes bénéficiaires de la sécurité du revenu et à faibles revenus du Haut-Richelieu	PDD	42 630,00 \$
16 - Montérégie	L'association Action-Plus Brome-Missisquoi inc.	PDD	55 188,00 \$
16 - Montérégie	Le centre d'information communautaire de St-Hyacinthe	PDD	39 872,00 \$
16 - Montérégie	Mouvement action chômage de St-Hyacinthe	PDD	50 750,00 \$
16 - Montérégie	Mouvement action chômage Longueuil inc.	PDD	15 000,00 \$
16 - Montérégie	Organisation populaire des droits sociaux de Valleyfield	PDD	45 675,00 \$
16 - Montérégie	Regroupement des assistés sociaux du Bas-Richelieu	PDD	24 867,50 \$
16 - Montérégie	Regroupement des chômeurs et chômeuses de la région Sorel-Tracy inc.	PDD	45 675,00 \$
16 - Montérégie	Regroupement des usagers du transport adapté de Châteauguay (RUTAC)	PDD	30 000,00 \$
16 - Montérégie	Regroupement des usagers du transport adapté et collectif du Haut-Richelieu	PDD	47 705,00 \$
16 - Montérégie	Regroupement maskoutain des utilisateurs du transport adapté	PDD	50 750,00 \$
16 - Montérégie	Réseau d'information et d'aide aux personnes assistées sociales de Châteauguay (R.I.A.P.A.S.)	PDD	45 675,00 \$
16 - Montérégie	Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie	PDD	57 855,00 \$
16 - Montérégie	Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire de la Montérégie (T.R.O.V.E.P.)	PDD	63 982,00 \$
Total 16 - Montérégie			1 528 974,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

RPM3. LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)
Exercice financier 2012-2013

Région	Organisme	Volet	Montant versé au 30 novembre 2012
--------	-----------	-------	--------------------------------------

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

RPM3. LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME

(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Exercice financier 2012-2013

Région	Organisme	Voter	Montant versé au 30 novembre 2012
17 - Centre-du-Québec	A.Q.D.R. Centre-du-Québec inc.	PDD	21 315,00 \$
17 - Centre-du-Québec	Association coopérative d'économie familiale (ACEF) des Bois-Francs	PDD	64 056,00 \$
17 - Centre-du-Québec	Association des groupes d'éducation populaire autonome, Centre-du-Québec	PDD	56 507,00 \$
17 - Centre-du-Québec	Association des locataires des Bois-Francs	PDD	21 315,00 \$
17 - Centre-du-Québec	Droits devant / Érable	PDD	41 615,00 \$
17 - Centre-du-Québec	La table de concertation du mouvement des femmes Centre du Québec	PDD	57 855,00 \$
17 - Centre-du-Québec	Mouvement des personnes d'abord de Drummondville	PDD	25 375,00 \$
17 - Centre-du-Québec	R.D.D.S. Regroupement de défense des droits sociaux du district de Drummond	PDD	42 630,00 \$
17 - Centre-du-Québec	Regroupement des sans-emplois de Victoriaville	PDD	99 833,00 \$
17 - Centre-du-Québec	Regroupement d'organismes de personnes handicapées du Centre-du-Québec (région 17)	PDD	65 869,00 \$
17 - Centre-du-Québec	Regroupement pour la défense des droits sociaux (R.D.D.S.) de la région de Nicolet inc.	PDD	42 630,00 \$

Total 17 - Centre-du-Québec539 000,00 \$

Total Promotion des droits15 988 015,50 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

RPM3. LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME

(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Exercice financier 2012-2013

Région	Organisme	Volet	Montant versé au 30 novembre 2012
03 - Capitale-Nationale	Réseau québécois de développement social	IP	50 000,00 \$
Total 03 - Capitale-Nationale			50 000,00 \$
06 - Montréal	Réseau de l'action bénévole du Québec	IP	200 000,00 \$
06 - Montréal	Réseau québécois de l'action communautaire autonome	IP	260 000,00 \$
Total 06 - Montréal			460 000,00 \$
Total Interlocuteur privilégie			510 000,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

RPM3. LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME

(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Exercice financier 2012-2013

Région	Organisme	Valeur	Montant versé au 30 novembre 2013
01 - Bas-Saint-Laurent	Regroupement des comités d'éducation de la Matapédia (R.E.C.E.M.)	SPA	10 654,50 \$
Total 01 - Bas-Saint-Laurent			10 654,50 \$
03 - Capitale-Nationale	Comité régional d'éducation populaire de Portneuf	SPA	3 217,50 \$
03 - Capitale-Nationale	Comptoir communautaire Saint-Joseph	SPA	6 000,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Conseil social et communautaire de Charlevoix inc.	SPA	3 505,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Les récollets inc.	SPA	4 255,00 \$
Total 03 - Capitale-Nationale			16 977,50 \$
06 - Montréal	Solidarité Saint-Henri	SPA	7 500,00 \$
06 - Montréal	Solidarités Villeray	SPA	12 500,00 \$
Total 06 - Montréal			20 000,00 \$
07 - Outaouais	Le centre d'artisanat et de soutien à la famille d'Otter Lake	SPA	8 803,00 \$
Total 07 - Outaouais			8 803,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Comité d'éducation pop de Rivière-Héva	SPA	3 113,50 \$
Total 08 - Abitibi-Témiscamingue			3 113,50 \$
16 - Montérégie	Maison d'animation populaire de Sorel incorporée	SPA	7 534,00 \$
Total 16 - Montérégie			7 534,00 \$
17 - Centre-du-Québec	Les groupes populaires associés de Drummond inc.	SPA	13 037,50 \$
Total 17 - Centre-du-Québec			13 037,50 \$
Total Organismes sans port d'attache confiés au SACAIS			80 120,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

RPM3. LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME

(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Exercice financier 2012-2013

Région	Organisme	Volet	Montant versé au 30 novembre 2012
06 - Montréal	Fondation de l'université du Québec à Montréal	REPG	4 000,00 \$

Total recherches et des études en lien avec la mise en œuvre de la politique gouvernementale

4 000,00 \$

16 582 135,50 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

RPM3. LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES

Exercice financier 2012-2013

Région	Organisme	Votes	Montant versé au 30 novembre 2012
12 - Chaudière-Appalaches	Centre local de développement de la M.R.C. de l'Islet	Approche territoriale intégrée	2 500 \$
16 - Montérégie	Omnibus Région d'Acton	Approche territoriale intégrée	2 357 \$
	Total Approche territoriale intégrée		4 857 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Accès-Travail-Femmes inc.	Développement de l'approche systémique pour les femmes	37 500 \$
03 - Capitale-Nationale	Centre-Étape, Atelier de formation pour les femmes inc.	Développement de l'approche systémique pour les femmes	75 000 \$
04 - Mauricie	Centre Le pont	Développement de l'approche systémique pour les femmes	75 000 \$
05 - Estrie	Centre d'intégration au marché de l'emploi (CIME)	Développement de l'approche systémique pour les femmes	37 500 \$
06 - Montréal	SORIF inc.	Développement de l'approche systémique pour les femmes	75 000 \$
07 - Outaouais	Option femmes emploi	Développement de l'approche systémique pour les femmes	37 500 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Connexion Emploi ressources femmes	Développement de l'approche systémique pour les femmes	37 500 \$
13 - Laval	Dimension travail	Développement de l'approche systémique pour les femmes	37 500 \$
14 - Lanaudière	Centre d'intégration professionnelle de Lanaudière	Développement de l'approche systémique pour les femmes	75 000 \$
14 - Lanaudière	La C.L.E.F., Centre Lanaudière d'emploi pour femmes	Développement de l'approche systémique pour les femmes	75 000 \$
	Centre d'orientation et de formation pour femmes en recherche d'emploi (C.O.F.F.R.E.) inc.	Développement de l'approche systémique pour les femmes	37 500 \$
16 - Montérégie	De soi à l'emploi	Développement de l'approche systémique pour les femmes	37 500 \$
16 - Montérégie	Options non traditionnelles inc.	Développement de l'approche systémique pour les femmes	37 500 \$
16 - Montérégie	Service externe de main d'oeuvre Le jalon	Développement de l'approche systémique pour les femmes	75 000 \$
17 - Centre-du-Québec	Les mutantes de Drummond inc.	Développement de l'approche systémique pour les femmes	75 000 \$
17 - Centre-du-Québec	Services intégrés pour l'emploi	Développement de l'approche systémique pour les femmes	75 000 \$
	Total Développement de l'approche systémique pour les femmes		900 000 \$
03 - Capitale-Nationale	Concours québécois en entrepreneuriat	Ententes nationales	2 500 \$
03 - Capitale-Nationale	Conseil québécois des entreprises adaptées	Ententes nationales	103 500 \$
	Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec inc.	Ententes nationales	90 000 \$
03 - Capitale-Nationale	Réseau québécois de villes et villages en santé	Ententes nationales	99 500 \$
04 - Mauricie	Réseau québécois de revitalisation intégrée	Ententes nationales	50 000 \$
06 - Montréal	Autonomie Jeunes Familles	Ententes nationales	- \$
06 - Montréal	Fédération des femmes du Québec	Ententes nationales	45 000 \$
06 - Montréal	Le journal de la rue	Ententes nationales	71 597 \$
	Réseau des tables régionales de groupes de femmes du Québec	Ententes nationales	6 000 \$
15 - Laurentides		Ententes nationales	200 000 \$
16 - Montérégie	Club des petits déjeuners du Québec	Ententes nationales	668 097 \$
	Total Ententes nationales		
01 - Bas-Saint-Laurent	Conférence régionale des élues du Bas-Saint-Laurent	Ententes régionales	780 558 \$
03 - Capitale-Nationale	Conférence régionale des élus de la Capitale-Nationale	Ententes régionales	734 535 \$

159

**ÉTAT DES CRÉDITS 2013-2014
FINANCÉS AU FONDS QUÉBÉ
Exercice financier 2012-2013**

Région	Organisme	Montant versé en 2012
04 - Mauricie	Conférence régionale des élus de la Mauricie	1 059 304 \$
05 - Estrie	Conférence régionale des élus de l'Estrie	557 539 \$
06 - Montréal	Ville de Montréal	4 507 000 \$
07 - Outaouais	Conférence régionale des élus de l'Outaouais	1 560 671 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue	709 467 \$
09 - Côte-Nord	Conférence régionale des élus de la Côte-Nord	464 890 \$
10 - Nord-du-Québec	Administration régionale Kativik	118 376 \$
10 - Nord-du-Québec	Conférence régionale des élus de la Baie-James	693 689 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Conférence régionale des élus de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	1 798 891 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Conférence régionale des élus de la Chaudière-Appalaches	763 421 \$
13 - Laval	Conférence régionale des élus de Laval	646 511 \$
14 - Lanaudière	Conférence régionale des élus Lanaudière	760 484 \$
15 - Laurentides	Conférence régionale des élus des Laurentides	650 188 \$
16 - Montérégie	Conférence régionale des élus de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent	964 375 \$
16 - Montérégie	Conférence régionale des élus de Longueuil	1 225 486 \$
17 - Centre-du-Québec	Conférence régionale des élus du Centre-du-Québec	932 088 \$

18 927 473 \$

20 500 427 €

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

RPM3. LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX INITIATIVES SOCIALES ET COMMUNAUTAIRES

Exercice financier 2012-2013

Region	Organisme	Volet	Versnements au 30 novembre 2012
01 - Bas-Saint-Laurent	Centre d'action bénévole de la Mitis	ACAB	868 \$
03 - Capitale-Nationale	Corporation de développement communautaire du Grand Charlesbourg	ACAB	400 \$
03 - Capitale-Nationale	Le centre résidentiel et communautaire Jacques Cartier	ACAB	2 499 \$
03 - Capitale-Nationale	Patro de Charlesbourg inc.	ACAB	3 000 \$
05 - Estrie	Corporation de développement communautaire de Sherbrooke	ACAB	2 645 \$
06 - Montréal	Action des femmes handicapées (Montréal)	ACAB	3 780 \$
06 - Montréal	Confédération des organismes de personnes handicapées du Québec (COPHAN)	ACAB	3 000 \$
06 - Montréal	Le centre des organismes communautaires	ACAB	4 978 \$
06 - Montréal	Le réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal inc.	ACAB	2 500 \$
06 - Montréal	Réseau de l'action bénévole du Québec	ACAB	3 000 \$
06 - Montréal	Réseau de l'action bénévole du Québec	ACAB	4 105 \$
06 - Montréal	ROCQLD, Regroupement des organismes communautaires québécois de lutte au décrochage	ACAB	2 000 \$
07 - Outaouais	Antre-Hulloises inc.	ACAB	2 500 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	CAFA, Centre d'animation, de formation et d'accompagnement	ACAB	1 600 \$
13 - Laval	Table de concertation en violence conjugale et agressions à caractère sexuel de Laval inc.	ACAB	2 000 \$
15 - Laurentides	Nourri-Source - Laurentides	ACAB	250 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire Beauharnois-Salaberry	ACAB	3 858 \$
17 - Centre-du-Québec	Regroupement des sans-emplois de Victoriaville	ACAB	1 335 \$
TOTAL volet action communautaire et action bénévole			44 318 \$
06 - Montréal	Centre St-Pierre	IS	2 261 \$
06 - Montréal	Coalition des familles homoparentales	IS	5 240 \$

TOTAL volet initiatives sociales7 501 \$

GRAND TOTAL Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires51 819 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

RPM3. LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER DES CORPORATIONS DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE (CDC)

Exercice financier 2012-2013

Region	Organisme	Montant versé au 30 novembre 2012
01 - Bas-Saint-Laurent	Corporation de développement communautaire du K.R.T.B.	40 456 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Corporation de développement communautaire Vallée de la Matapédia	70 000 \$
Total 01 - Bas-Saint-Laurent		110 456 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Corporation de développement communautaire du ROC	70 000 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Corporation de développement communautaire Lac Saint-Jean Est	35 000 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	La corporation de développement communautaire des Deux-Rives	70 000 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	La corporation de développement communautaire du Domaine-du-Roy	47 000 \$
Total 02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean		222 000 \$
03 - Capitale-Nationale	Corporation de développement communautaire de la Côte-de-Beaupré	47 000 \$
03 - Capitale-Nationale	Corporation de développement communautaire du Grand Charlesbourg	47 000 \$
Total 03 - Capitale-Nationale		94 000 \$
04 - Mauricie	Corporation de développement communautaire de la MRC de Maskinongé inc.	70 000 \$
04 - Mauricie	Corporation de développement communautaire de Trois-Rivières	35 000 \$
04 - Mauricie	Corporation de développement communautaire des Chenaux	70 000 \$
04 - Mauricie	Corporation de développement communautaire du Centre-de-la-Mauricie	70 000 \$
04 - Mauricie	Corporation de développement communautaire du Haut St-Maurice (CDCHSM) inc.	70 000 \$
04 - Mauricie	Corporation de développement communautaire Mékinac	70 000 \$
Total 04 - Mauricie		385 000 \$
05 - Estrie	Corporation de développement communautaire (CDC) des sources	70 000 \$
05 - Estrie	Corporation de développement communautaire (CDC) du Haut-Saint-François	65 510 \$
05 - Estrie	Corporation de développement communautaire de Sherbrooke	70 000 \$
05 - Estrie	Corporation de développement communautaire du Granit	70 000 \$
05 - Estrie	Corporation de développement communautaire du Val-Saint-François	47 000 \$
05 - Estrie	Corporation de développement communautaire Memphrémagog	70 000 \$
Total 05 - Estrie		392 510 \$
06 - Montréal	Corporation de développement communautaire action solidarité Grand Plateau	23 500 \$
06 - Montréal	Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges	47 000 \$
06 - Montréal	Corporation de développement communautaire de Rivière-des-Prairies	35 000 \$
06 - Montréal	Corporation de développement communautaire de Rosemont inc.	70 000 \$
06 - Montréal	Corporation de développement communautaire du Centre-Sud de Montréal	23 500 \$
06 - Montréal	La CDC de la Pointe, région Est de Montréal	35 000 \$
Total 06 - Montréal		234 000 \$

RPM3. LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER DES CORPORATIONS DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE (CDC)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

Exercice financier 2012-2013

07 - Outaouais	Corporation de développement communautaire de Pontiac	23 500 \$
07 - Outaouais	Corporation de développement communautaire Rond Point	70 000 \$
Total 07 - Outaouais		93 500 \$
08 - Abitibi- Témiscamingue	Corporation de développement communautaire d'Amos	35 000 \$
Total 08 - Abitibi-Témiscamingue		35 000 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Corporation de développement communautaire Beauce-Etchemins	70 000 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Corporation de développement communautaire Bellechasse	35 000 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Corporation de développement communautaire de Lévis	70 000 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Corporation de développement communautaire de Lotbinière inc.	70 000 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Corporation de développement communautaire des Appalaches, région de Thetford	70 000 \$
Total 12 - Chaudière-Appalaches		315 000 \$
13 - Laval	Corporation de développement communautaire de Laval	35 000 \$
Total 13 - Laval		35 000 \$
14 - Lanaudière	Corporation de développement communautaire MRC de L'Assomption (CDC)	23 500 \$
Total 14 - Lanaudière		23 500 \$
15 - Laurentides	Corporation de développement communautaire des Hautes-Laurentides	70 000 \$
Total 15 - Laurentides		70 000 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire Beauharnois-Salaberry	35 000 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire de Brome-Missisquoi	70 000 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire de La Haute-Yamaska	70 000 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire de la M.R.C. de la Vallée du Richelieu	47 000 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire de Marguerite-d'Youville	23 500 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire de Vaudreuil-Soulanges	70 000 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire des Maskoutains (C.D.C. des Maskoutains)	70 000 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire du Haut-St-Laurent	70 000 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire Haut-Richelieu-Rouville	70 000 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire les Jardins-de-Napierville	47 000 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire Pierre-De Saurel	35 000 \$
16 - Montérégie	La corporation de développement communautaire de Longueuil inc.	35 000 \$
Total 16 - Montérégie		642 500 \$
17 - Centre-du-Québec	Corporation de développement communautaire de la MRC de Bécancour	70 000 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

RPM3. LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER DES CORPORATIONS DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE (CDC)

Exercice financier 2012-2013

Région	Organisme	Montant versé au 30 novembre 2012
17 - Centre-du-Québec	Corporation de développement communautaire de L'Érable inc.	70 000 \$
17 - Centre-du-Québec	Corporation de développement communautaire des Bois-Francis inc.	45 157 \$
17 - Centre-du-Québec	Corporation de développement communautaire Drummond inc.	36 499 \$
17 - Centre-du-Québec	Corporation de développement communautaire Nicolet-Yamaska	35 000 \$
17 - Centre-du-Québec	Table nationale des corporations de développement communautaire *	170 000 \$
Total 17 - Centre-du-Québec		426 656 \$

TOTAL Programme de soutien financier des corporations de développement communautaire

3 079 122 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

RPM3. LISTE DES ORGANISMES REFUSÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME

(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Exercice financier 2012-2013

Région	Organisme	Valeur
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Service budgétaire et communautaire de la MRC Maria Chapdelaine	PDD
04 - Mauricie	Regroupement des AQDR de la Mauricie	PDD
06 - Montréal	Corporation Wapikoni mobile	PDD
06 - Montréal	La maison des jeunes "Par la grand'porte"	PDD
12 - Chaudière-Appalaches	Vision femmes	PDD
16 - Monterégie	Les cercles de fermières du Québec	PDD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RPM3. LISTE DES ORGANISMES REFUSÉS AU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
Exercice financier 2012-2013

Région	Organisme	Vote
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Épicerie communautaire; Le Garde Manger	Entente nationale
03 - Capitale-Nationale	Réseau québécois de développement social	Entente nationale
06 - Montréal	Arc en ciel d'Afrique	Entente nationale
06 - Montréal	Centre d'appui au pouvoir d'agir des communautés locales	Entente nationale

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RPM3. LISTE DES ORGANISMES REFUSÉS AU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX INITIATIVES SOCIALES ET COMMUNAUTAIRES (PSISC)
Exercice financier 2012-2013

Région	Organisme	Votes
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Moisson Saguenay - Lac-St-Jean inc.	PSISC-ACAB
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Mouvement action chômage Lac-St-Jean	PSISC-ACAB
03 - Capitale-Nationale	Association des grands-parents du Québec	PSISC-ACAB
03 - Capitale-Nationale	Association des personnes handicapées de Portneuf	PSISC-ACAB
03 - Capitale-Nationale	Association québécoise pour la réadaptation psychosociale	PSISC-ACAB
03 - Capitale-Nationale	Centre des familles monoparentales & recomposées de Québec	PSISC-ACAB
03 - Capitale-Nationale	Centre multiethnique de Québec inc.	PSISC-ACAB
03 - Capitale-Nationale	Chantelait inc.	PSISC-ACAB
03 - Capitale-Nationale	Corporation de développement communautaire de Beauport	PSISC-ACAB
03 - Capitale-Nationale	Corporation de développement communautaire du Grand Charlesbourg	PSISC-ACAB
03 - Capitale-Nationale	Entraide Naturo-Lait	PSISC-ACAB
03 - Capitale-Nationale	FADOQ - régions de Québec et Chaudière-Appalaches	PSISC-ACAB
03 - Capitale-Nationale	Fédération des centres d'assistance et d'accompagnement aux plaintes	PSISC-ACAB
03 - Capitale-Nationale	Le mieux-être des immigrants	PSISC-ACAB
03 - Capitale-Nationale	Le patro Roc-Amadour (1978) inc.	PSISC-ACAB
03 - Capitale-Nationale	Maison des jeunes St-Sacrement	PSISC-ACAB
03 - Capitale-Nationale	Programme d'encadrement clinique et d'hébergement, P.E.C.H.	PSISC-ACAB
03 - Capitale-Nationale	Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec inc.	PSISC-ACAB
04 - Mauricie	Association des sourds de la Mauricie inc.	PSISC-ACAB
04 - Mauricie	Centre d'activités populaires et éducatives C.A.P.E.	PSISC-ACAB
04 - Mauricie	Comité de solidarité/Trois-Rivières	PSISC-ACAB
04 - Mauricie	Corporation de développement communautaire des Chenaux	PSISC-ACAB
04 - Mauricie	La maison de quartier St-Philippe	PSISC-ACAB
04 - Mauricie	Moisson Mauricie / Centre-du-Québec	PSISC-ACAB
05 - Estrie	Actions interculturelles de développement et d'éducation (AIDE) inc.	PSISC-ACAB
05 - Estrie	Association des personnes handicapées de la MRC de Coaticook	PSISC-ACAB
05 - Estrie	Association québécoise des troubles d'apprentissage (AQETA) section régionale Estrie	PSISC-ACAB
05 - Estrie	Centre d'action bénévole de Sherbrooke	PSISC-ACAB
05 - Estrie	Centre de services éducatifs populaires du Haut St-François	PSISC-ACAB
05 - Estrie	Concertaction femmes Estrie	PSISC-ACAB

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RPM3. LISTE DES ORGANISMES REFUSÉS AU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX INITIATIVES SOCIALES ET COMMUNAUTAIRES (PSISC)
Exercice financier 2012-2013

Région	L'association québécoise pour la défense des retraités et retraitées, pré-retraités et pré-retraitées (A.Q.D.R.) section		
05 - Estrie	Sherbrooke		PSISC-ACAB
05 - Estrie	Momenthom Centre d'entraide pour hommes de l'Estrie		PSISC-ACAB
05 - Estrie	Réseau d'appui aux familles monoparentales et recomposées de l'Estrie (RAME) inc.		PSISC-ACAB
05 - Estrie	Sercovie inc.		PSISC-ACAB
06 - Montréal	Accès Bénévolat		PSISC-ACAB
06 - Montréal	Action-Réinsertion		PSISC-ACAB
06 - Montréal	Alliance des femmes handicapées du Québec - AFHQ		PSISC-ACAB
06 - Montréal	Association des centres d'écoute téléphonique du Québec (A.C.E.T.D.Q.)		PSISC-ACAB
06 - Montréal	Association québécoise de l'épilepsie		PSISC-ACAB
06 - Montréal	Association québécoise pour la promotion de la santé des personnes utilisatrices de drogues		PSISC-ACAB
06 - Montréal	Carrefour de participation, ressourcement et formation C.P.R.F.		PSISC-ACAB
06 - Montréal	Centre d'action bénévole Ouest-de-l'Île		PSISC-ACAB
06 - Montréal	Centre de formation sociale Marie-Gérin-Lajoie		PSISC-ACAB
06 - Montréal	Centre des travailleurs et travailleuses immigrants		PSISC-ACAB
06 - Montréal	Centre social créatif Chevra Kadisha B'Nai Jacob synagogue		PSISC-ACAB
06 - Montréal	Centre St-Pierre		PSISC-ACAB
06 - Montréal	Coalition des associations de consommateurs du Québec		PSISC-ACAB
06 - Montréal	Comité de logement Rosemont		PSISC-ACAB
06 - Montréal	Comité de revitalisation urbaine intégrée du quartier Saint-Pierre		PSISC-ACAB
06 - Montréal	Comité des organismes sociaux de Saint-Laurent		PSISC-ACAB
06 - Montréal	Comité du logement du Plateau Mont-Royal inc.		PSISC-ACAB
06 - Montréal	Fédération des femmes du Québec		PSISC-ACAB
06 - Montréal	Fédération du Québec pour le planning des naissances		PSISC-ACAB
06 - Montréal	Hippy-Québec		PSISC-ACAB
06 - Montréal	Info-Secte		PSISC-ACAB
06 - Montréal	L'alliance des maisons d'hébergement de 2e étape pour femmes et enfants victimes de violence conjugale		PSISC-ACAB
06 - Montréal	Le bureau de consultation-jeunesse inc.		PSISC-ACAB
06 - Montréal	Le centre des organismes communautaires		PSISC-ACAB
06 - Montréal	Le comité d'éducation aux adultes de la Petite Bourgogne et de St-Henri		PSISC-ACAB

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

Région	Organisme	Volet
06 - Montréal	Le regroupement des maisons des jeunes du Québec inc.	PSISC-ACAB
06 - Montréal	Logis Phare	PSISC-ACAB
06 - Montréal	Mouvement ATD Quart Monde du Canada	PSISC-ACAB
06 - Montréal	Mouvement pour une démocratie nouvelle	PSISC-ACAB
06 - Montréal	Prévention Sud-Ouest	PSISC-ACAB
06 - Montréal	Radio Centre-Ville Saint-Louis	PSISC-ACAB
06 - Montréal	Regroupement des auberges du coeur du Québec	PSISC-ACAB
06 - Montréal	Regroupement des popotes roulantes et autres services alimentaires bénévoles (P.R.A.S.A.B.)	PSISC-ACAB
06 - Montréal	Regroupement des ressources alternatives en santé mentale du Québec	PSISC-ACAB
06 - Montréal	Regroupement québécois des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel	PSISC-ACAB
06 - Montréal	Réseau hommes Québec (R.H.Q.)	PSISC-ACAB
06 - Montréal	Réseau québécois de l'action communautaire autonome	PSISC-ACAB
06 - Montréal	Réseau solidarité itinérance du Québec	PSISC-ACAB
06 - Montréal	Service à la famille chinoise du Grand Montréal inc.	PSISC-ACAB
06 - Montréal	Société pour la promotion des bienfaits de l'apprentissage de la musique	PSISC-ACAB
06 - Montréal	Table de quartier du Nord Ouest de l'île de Montréal	PSISC-ACAB
06 - Montréal	Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles (secteur de la santé et des services sociaux)	PSISC-ACAB
06 - Montréal	Trajet inc.	PSISC-ACAB
07 - Outaouais	Antre-Hulloises inc.	PSISC-ACAB
07 - Outaouais	Service régional d'interprétation visuelle de l'Outaouais	PSISC-ACAB
07 - Outaouais	Société Alzheimer de l'Outaouais québécois	PSISC-ACAB
08 - Abitibi-Témiscamingue	Coalition d'aide aux lesbiennes, gais et bisexuels-les de l'Abitibi-Témiscamingue	PSISC-ACAB
08 - Abitibi-Témiscamingue	Rouyn-Noranda, ville et villages en santé inc.	PSISC-ACAB
10 - Nord-du-Québec	Centre de développement communautaire de Matagami	PSISC-ACAB
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Groupe d'entraide allaitement Sein-Pathique	PSISC-ACAB
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Maison de la famille Parentant Gaspé	PSISC-ACAB
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Organisme gaspésien des personnes atteintes de cancer inc.	PSISC-ACAB
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Table de concertation en sécurité alimentaire Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	PSISC-ACAB
12 - Chaudière-Appalaches	Centre d'action bénévole Bellechasse-Lévis-Lotbinière	PSISC-ACAB

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RPM3. LISTE DES ORGANISMES REFUSÉS AU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX INITIATIVES SOCIALES ET COMMUNAUTAIRES (PSISC)
Exercice financier 2012-2013

Region	Organisme	PSISC-ACAB
12 - Chaudière-Appalaches	Groupe d'entraide cancer et vie	PSISC-ACAB
12 - Chaudière-Appalaches	Transport collectif de la MRC de Montmagny	PSISC-ACAB
13 - Laval	Association amicale des jeunes & parents «Agape» inc.	PSISC-ACAB
13 - Laval	Association de Laval pour la déficience intellectuelle (ALDI) inc.	PSISC-ACAB
13 - Laval	Regroupement des organismes de promotion de personnes handicapées de Laval (ROPPHL)	PSISC-ACAB
13 - Laval	Table de concertation en violence conjugale et agressions à caractère sexuel de Laval inc.	PSISC-ACAB
14 - Lanaudière	Comité régional d'éducation pour le développement international Lanaudière	PSISC-ACAB
15 - Laurentides	C.E.S.A.M.E. Centre pour l'enfance en santé mentale Deux-Montagnes	PSISC-ACAB
15 - Laurentides	C.O.F.F.R.E.T. Centre d'orientation et de formation favorisant les relations ethniques traditionnelles	PSISC-ACAB
15 - Laurentides	Camp quatre saisons inc.	PSISC-ACAB
15 - Laurentides	Centre d'aide personnes traumatisées crâniennes et handicapées physiques Laurentides	PSISC-ACAB
15 - Laurentides	La maison des jeunes de Labelle	PSISC-ACAB
15 - Laurentides	Maison populaire d'Argenteuil	PSISC-ACAB
15 - Laurentides	Nourri-Source - Laurentides	PSISC-ACAB
15 - Laurentides	Resto pop Thérèse de Blainville	PSISC-ACAB
16 - Montérégie	Association coopérative d'économie familiale de la Rive-Sud	PSISC-ACAB
16 - Montérégie	Au coeur des familles agricoles 2003	PSISC-ACAB
16 - Montérégie	Carrefour de développement social par l'éducation populaire (CDSEP)	PSISC-ACAB
16 - Montérégie	Centre de soutien au réseau familial (CSRF)	PSISC-ACAB
16 - Montérégie	Centre Sino-Québec de la Rive-Sud	PSISC-ACAB
16 - Montérégie	Coalition des tables régionales d'organismes communautaires et bénévoles	PSISC-ACAB
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire Beauharnois-Salaberry	PSISC-ACAB
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire de la M.R.C. de la Vallée du Richelieu	PSISC-ACAB
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire des Maskoutains (C.D.C. des Maskoutains)	PSISC-ACAB
16 - Montérégie	De soi à l'emploi	PSISC-ACAB
16 - Montérégie	Groupe actions solutions pauvreté	PSISC-ACAB
16 - Montérégie	Hébergement Maison de la paix inc.	PSISC-ACAB
16 - Montérégie	Premiers pas Québec	PSISC-ACAB
16 - Montérégie	Regroupement des maisons de jeunes du Québec, section Montérégie	PSISC-ACAB
16 - Montérégie	Regroupement du travail de proximité de la Montérégie (R.T.P.M)	PSISC-ACAB

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

RPM3. LISTE DES ORGANISMES REFUSÉS AU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX INITIATIVES SOCIALES ET COMMUNAUTAIRES (PSISC)

Exercice financier 2012-2013

Région	Organisme	Vote
17 - Centre-du-Québec	Centre communautaire récréatif Saint-Jean-Baptiste de Drummondville inc.	PSISC-ACAB
17 - Centre-du-Québec	Centre de stimulation L'envol	PSISC-ACAB
17 - Centre-du-Québec	FADOQ -région centre du Québec	PSISC-ACAB
17 - Centre-du-Québec	Groupe régional d'intervention sociale (GRIS)-Mauricie/Centre-du-Québec	PSISC-ACAB
17 - Centre-du-Québec	Les loisirs St-Joseph de Drummondville inc.	PSISC-ACAB
16 - Montérégie	Hébergement Maison de la paix inc.	PSISC-IS

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

RPM3. LISTE DES ORGANISMES COUPÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME

(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Exercice financier 2012-2013

FIN DE L'ENTENTE

Région	Organisme	Valeur
06 - Montréal	Centre d'aide aux travailleurs et travailleuses accidentés de Montréal inc.	PDD
08 - Abitibi-Témiscamingue	L'assemblée des travailleurs et travailleuses accidentés du Québec (A.T.T.A.Q.)	PDD
08 - Abitibi-Témiscamingue	L'association coopérative d'économie familiale de l'Abitibi-Témiscamingue	PDD

DIMUNUTION DU SOUTIEN FINANCIER 2012-2013 SUITE À L'APPLICATION DE LA NORME CONCERNANT LE SURPLUS CUMULÉ ACCEPTABLE

Région	Organisme	Valeur
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) Jonquière	PDD
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Association québécoise pour la défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section St-Félicien	PDD
03 - Capitale-Nationale	Comité régional d'éducation populaire de Portneuf	SPA
05 - Estrie	L'association québécoise pour la défense des retraités et retraitées, pré-retraités et pré-retraitées (A.Q.D.R.) section Memphrémagog	PDD
06 - Montréal	Association québécoise des étudiants ayant des incapacités au post-secondaire (AQEIPS)	PDD
06 - Montréal	Opération surveillance Anjou (OSA)	SPA
09 - Côte-Nord	Groupe Nord côtier de défense des droits en santé mentale	PDD
16 - Montérégie	Association québécoise de défense des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.), section Granby inc.	PDD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

RPM3. LISTE DES ORGANISMES COUPÉS AU PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER DES CORPORATIONS DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE (CDC)

Exercice financier 2012-2013

DIMINUTION DU SOUTIEN FINANCIER 2012-2013 SUITE À L'APPLICATION DE LA NORME CONCERNANT LE SURPLUS CUMULÉ ACCEPTABLE

Région	Organisme
05 - Estrie	Corporation de développement communautaire (CDC) du Haut-Saint-François

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION

RPM4

Titre :

Politique et critères d'attribution des subventions

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole

Le Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole permet de soutenir des organismes et des regroupements d'organismes. Administré par le SACAIS, il comporte les trois volets suivants :

- Promotion des droits;
- Soutien financier à des organismes multisectoriels confiés au SACAIS;
- Soutien financier à des recherches et des études en lien avec la mise en œuvre de la politique gouvernementale.

Promotion des droits

Le volet Promotion des droits vise à soutenir, par l'entremise du SACAIS, les organismes et les regroupements d'organismes dont la mission unique ou principale est la défense collective des droits.

Les demandes présentées par les organismes seront analysées en utilisant la grille d'analyse adoptée par le SACAIS en fonction des paramètres suivants :

- le rayonnement dans la communauté et les activités accomplies en défense collective des droits;
- le réalisme des prévisions budgétaires présentées;
- l'actif net non affecté, selon les derniers états financiers, n'étant pas supérieur à 50 % des dépenses totales de l'organisme;
- la saine gestion financière de l'organisme, par exemple : absence d'un déficit et de jugements rendus contre l'organisme;
- les disponibilités financières du FAACA.

Afin de moduler la hauteur du soutien financier accordé aux organismes admissibles, certains critères d'appréciation seront considérés, notamment :

- l'étendue du territoire couvert, la densité démographique et l'éloignement des centres décisionnels;
- l'équité entre les organismes comparables;
- les démarches faites pour assurer la diversité des contributions financières, les prêts de personnel ainsi que les prêts de ressources matérielles et techniques;
- la présence d'autres organismes ou regroupements d'organismes ayant la même mission et offrant les mêmes activités auprès des mêmes personnes visées.

Soutien financier à des organismes multisectoriels confiés au SACAIS

Les objectifs sont de :

- soutenir les organismes d'action communautaire et les regroupements d'organismes présentement financés et sans port d'attache dans l'appareil gouvernemental, et cela, lorsque c'est possible, de manière transitoire jusqu'à ce qu'un

ministère ou un organisme gouvernemental en assume la responsabilité;

- soutenir les regroupements nationaux ayant reçu un mandat formel d'interlocuteurs privilégiés auprès du ministre responsable des orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole;
- soutenir les organismes communautaires relevant des ministères et organismes gouvernementaux dans le cadre d'une entente administrative spécifique;
- confier, sur invitation, à un regroupement national ayant reçu un mandat formel d'interlocuteur privilégié, par entente de services, la gestion d'une mesure afin qu'il puisse soutenir des projets structurants pour son secteur d'activité.

En plus de satisfaire les critères d'admissibilité visant les organismes communautaires, pour être admissible à ce volet, il faut soit :

- avoir déjà conclu une entente triennale en appui à la mission globale ou une entente de service avec le SACAIS ou être référé par un ministère ou un organisme gouvernemental à la suite d'une opération de transfert et de concentration du soutien financier en appui à la mission globale;
- être un regroupement national ayant reçu un mandat formel d'interlocuteur privilégié auprès de la ou du ministre responsable des orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole;
- être déjà soutenu financièrement et être référé par un ministère ou un organisme gouvernemental dans le cadre d'une entente administrative spécifique.

Soutien financier à des recherches et des études en lien avec la mise en œuvre de la politique gouvernementale

L'objectif est de contribuer à la mise en œuvre des orientations gouvernementales en matière d'action communautaire et d'action bénévole, notamment par des études, des recherches et des sondages.

Les projets admissibles sont de nature non récurrente. Ils sont orientés en fonction de besoins déterminés en cours d'année. Ils ne peuvent pas porter sur le soutien à la mission globale des organismes ni servir à la réalisation d'activités régulières.

Selon les disponibilités budgétaires, le SACAIS procède à un appel de projets sur invitation.

Fonds québécois d'initiatives sociales

La Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale institue une Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et crée le Fonds québécois d'initiatives sociales (Fonds), lequel vise à soutenir financièrement des initiatives et la réalisation de projets et d'interventions afin d'atteindre les buts de la Stratégie nationale.

Ces initiatives, projets et interventions peuvent intervenir à la fois sur les causes et les conséquences de la pauvreté et de l'exclusion sociale.

Le Fonds soutient principalement :

- le financement des ententes conclues par le ministre responsable de la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (ministre) avec des organismes ou des partenaires à l'échelle locale, régionale et nationale relatives à la réalisation d'initiatives, de projets et d'interventions visant les mêmes objectifs et respectant les orientations du Fonds;
- le développement et l'expérimentation de nouvelles approches de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale;
- le financement des recherches associées à l'atteinte des buts de la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Critères d'attribution des subventions :

- En cours d'année 2011, la ministre de l'époque a établi une répartition budgétaire

régionale, nationale et autochtone du Fonds et des budgets à accorder aux régions en fonction notamment de l'importance relative des zones de pauvreté, à la suite de la recommandation du Groupe des partenaires pour la solidarité (GPS).

- Des ententes sont conclues, lesquelles déterminent les contributions financières, les conditions de financement, les mécanismes de coordination, de concertation et de suivi périodiques des activités réalisées dans le cadre de ces ententes, ainsi que les attentes en matière de reddition de compte.

Programme de soutien financier des Corporations de développement communautaire (CDC)

Le programme de soutien financier des CDC vise à soutenir la contribution de ces organismes en regard de la lutte à la pauvreté et l'exclusion sociale.

Critères d'attribution des subventions :

Le soutien financier prendra la forme d'un montant forfaitaire accordé sur une base triennale pour assurer une partie des coûts admissibles relatifs à l'accomplissement de la mission globale de l'organisme.

Ces coûts admissibles sont, notamment, les frais généraux (local, téléphone, matériel de bureau, infrastructure technologique, etc.), les frais salariaux associés à la base du fonctionnement et aux services alternatifs de l'organisme de même que ceux liés à la vie associative, aux activités de concertation et de représentation ou encore au soutien et à l'encadrement de l'action bénévole.

Les modalités pour le maintien annuel du soutien financier portent sur la nécessité pour l'organisme de :

- présenter au MESS le formulaire de demande dans les délais requis;
- continuer à satisfaire aux critères d'admissibilité;
- produire les documents exigés en matière de reddition de comptes et stipulés au protocole d'entente;
- avoir un actif net non affecté n'étant pas supérieur à 50 % de ses dépenses totales du dernier exercice financier complété;
- tenir compte des disponibilités financières du programme.

Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires

Le programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires (PSISC) vise à soutenir des projets d'expérimentation et d'innovation dans les domaines de l'action communautaire, de l'emploi et de la solidarité sociale. Il vise également à soutenir des projets de recherche et des projets spéciaux dans les mêmes domaines.

Le soutien aux projets admissibles est de nature non récurrente. Ainsi, le PSISC ne peut soutenir la mission globale des organismes ni leurs activités régulières.

Le PSISC soutient un projet pour une durée de 12 mois ou moins. Au besoin, un prolongement d'une durée maximale de 12 mois est possible, lorsqu'il est démontré que cette prolongation de la période de soutien financier est essentielle à la réussite du projet. Dans le cas d'un projet de recherche, le PSISC peut soutenir celui-ci jusqu'à une durée maximale de 36 mois. Dans tous les cas, incluant les projets de recherche, la subvention maximale est de 150 000 \$ par organisme ou regroupement d'organismes par période de 12 mois, et ce, peu importe le nombre de projets subventionnés.

Les coûts administratifs de fonctionnement de base des organismes ou regroupement d'organismes et les activités de promotion récurrentes sont exclus.

L'aide accordée par le MESS dans le cadre du PSISC peut être complémentaire à celle accordée par d'autres sources de financement.

SOURCE :

Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, 18 janvier 2013

VALIDATION:

Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire, 23 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION

RPM5

Titre :

États financiers du FAACA et du FQIS

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Voir les états financiers en annexe.

SOURCE :

Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, 18 janvier 2013

COLLABORATION :

Aucune

VALIDATION:

Direction générale des politiques, date de validation

FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME

ÉTATS FINANCIERS (NON VÉRIFIÉS)

**DE L'EXERCICE CLOS LE
31 MARS 2012**

TABLE DES MATIÈRES

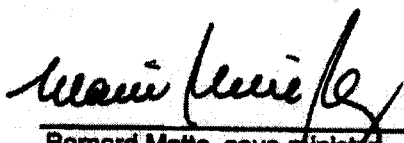
	Page
RAPPORT DE LA DIRECTION.....	1
ÉTATS FINANCIERS	
État des résultats	2
État de la situation financière.....	3
État de la variation des actifs financiers nets.....	4
État des flux de trésorerie.....	5
Notes complémentaires.....	6 à 10
RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	
Transferts, charges d'exploitation et d'administration.....	11

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers du Fonds d'aide à l'action communautaire autonome ont été dressés par la direction du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

La direction reconnaît qu'elle est responsable de gérer les affaires du Fonds conformément aux lois et règlements qui le régissent.

 pour
Bernard Matte, sous-ministre
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Québec, le 29 juin 2012

FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
ÉTAT DES RÉSULTATS (NON VÉRIFIÉ)
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2012

	2012			2011
	Aide à l'action communautaire autonome	Aide humanitaire internationale	Total	Total
PRODUITS				
Contribution de Loto-Québec	15 426 012 \$	2 571 002 \$	17 997 014 \$	17 779 783 \$
Contribution du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	5 871 100	-	5 871 100	4 711 200
Politique gouvernementale	-	-	-	7 524
	21 297 112	2 571 002	23 868 114	22 498 507
CHARGES				
Transferts (page 11)	19 277 984	2 730 825	22 008 809	22 194 883
Charges d'exploitations et d'administration (page 11)	2 078 897	130 505	2 209 402	2 241 743
	21 356 881	2 861 330	24 218 211	24 436 626
DÉFICIT DE L'EXERCICE	(59 769) \$	(290 328) \$	(350 097) \$	(1 938 119) \$
EXCÉDENT ACCUMULÉ AU DÉBUT	1 693 168	564 132	2 257 300	4 195 419
EXCÉDENT ACCUMULÉ À LA FIN	1 633 399 \$	273 804 \$	1 907 203 \$	2 257 300 \$

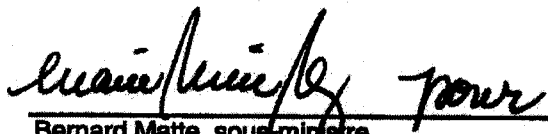
Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE (NON VÉRIFIÉ)
AU 31 MARS 2012**

	2012	2011
ACTIFS FINANCIERS		
Encaisse	200 \$	200 \$
Avance au Fonds consolidé du revenu (note 3)	2 118 577	3 169 397
Débiteurs (note 4)	5 225	9 613
	2 124 002 \$	3 179 210 \$
PASSIFS		
Créditeurs et frais à payer (note 5)	218 417 \$	925 523 \$
ACTIFS FINANCIERS NETS	1 905 585 \$	2 253 687 \$
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations (note 6)	1 618 \$	3 613 \$
EXCÉDENT ACCUMULÉ	1 907 203 \$	2 257 300 \$

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES (note 8)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

 pour

Bernard Matte, sous-ministre
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale

FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (NON VÉRIFIÉ)
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2012

	<u>2012</u>	<u>2011</u>
DÉFICIT DE L'EXERCICE	(350 097) \$	(1 938 119) \$
Amortissement	1 995	2 095
Diminution des actifs financiers nets	(348 102)	(1 936 024)
ACTIFS FINANCIERS NETS AU DÉBUT DE L'EXERCICE	2 253 687	4 189 711
ACTIFS FINANCIERS NETS À LA FIN DE L'EXERCICE	1 905 585 \$	2 253 687 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE (NON VÉRIFIÉ)
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2012**

	2012	2011
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Déficit de l'exercice	(350 097) \$	(1 938 119) \$
Éléments sans incidence sur la trésorerie :		
Amortissement	1 995	2 095
Variation des actifs financiers et des passifs reliés au fonctionnement :		
Débiteurs	4 388	(2 353)
Créditeurs et frais à payer	(707 106)	60 147
Produits reportés	-	(7 524)
DIMINUTION DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	(1 050 820)	(1 885 754)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT	3 169 597	5 055 351
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN (NOTE 7)	2 118 777 \$	3 169 597 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
NOTES COMPLÉMENTAIRES (NON VÉRIFIÉES)
31 MARS 2012

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds d'aide à l'action communautaire autonome, constitué par la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* (L.R.Q., chapitre M-30), a pour objet le financement de l'aide à l'action communautaire autonome et de l'aide humanitaire internationale.

Ce Fonds est administré par le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale pour les activités relatives à l'action communautaire autonome et par le ministre des Relations internationales pour les activités relatives à l'aide humanitaire internationale.

Le mode de gestion et de financement du Fonds, prévu dans sa loi constitutive, précise notamment que les intérêts produits par les sommes constituant le Fonds ne font pas partie de ce dernier. Ces intérêts sont versés au Fonds consolidé du revenu et ne sont pas présentés à l'état des résultats.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Aux fins de la préparation de ses états financiers, le Fonds utilise prioritairement le Manuel de comptabilité de l'Institut canadien des comptables agréés pour le secteur public et pour la première année, il applique le modèle de présentation recommandé par ce Manuel. Il doit y avoir cohérence entre l'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus et ce Manuel. Conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, l'élaboration des états financiers exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence sur la comptabilisation des actifs et passifs, sur la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que sur la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont les créances douteuses et la durée de vie utile des immobilisations. Les résultats réels pourraient différer de meilleures prévisions faites par la direction.

Constatation des produits

Loto-Québec verse annuellement au Fonds des sommes correspondant à 6 % du bénéfice net de l'exercice précédent relatif à l'exploitation des casinos d'État et à la gestion des commerces qui y contribuent. En vertu de sa loi constitutive, Loto-Québec attribue 5/6 des sommes à l'action communautaire autonome et 1/6 des sommes à l'action humanitaire internationale. Ces produits sont constatés selon la méthode de comptabilité d'exercice.

Les contributions du gouvernement du Québec sont déterminées annuellement par le budget de dépenses pour les produits provenant du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. Ces produits sont constatés selon la méthode de comptabilité d'exercice.

FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
NOTES COMPLÉMENTAIRES (NON VÉRIFIÉES)
31 MARS 2012

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Transferts

Le soutien financier accordé dans le cadre des activités du Fonds est comptabilisé lorsque les contributions financières sont exigibles en vertu de protocoles d'entente ou de conventions de subvention.

ACTIFS FINANCIERS

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse et de l'avance au Fonds consolidé du revenu.

PASSIFS

Régime de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux étant donné que le Fonds ne dispose pas de suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

ACTIFS NON FINANCIERS

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties suivant la méthode de l'amortissement linéaire selon les durées suivantes :

Mobilier de bureau	5 ans
Équipement informatique	4 ans

Réduction de valeurs sur immobilisations

Lorsqu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de fournir au Fonds des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter sa baisse de valeur.

Les moins-values nettes sur les immobilisations sont imputées aux charges de l'exercice. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
NOTES COMPLÉMENTAIRES (NON VÉRIFIÉES)
31 MARS 2012

3. AVANCE AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

L'avance ne porte pas intérêt et ne comporte aucunes modalités de remboursement.

4. DÉBITEURS

	2012	2011
Fonds québécois d'initiatives sociales, sans intérêts, sans modalités de remboursement	5 225 \$	9 309 \$
Autres	-	304
	5 225 \$	9 613 \$

5. CRÉDITEURS ET FRAIS À PAYER

	2012	2011
Rémunération	120 779 \$	120 479 \$
Fonctionnement	28 834	85 139
Transferts	69 004	719 905
	218 417 \$	925 523 \$

6. IMMOBILISATIONS

	2012		2011
	Mobilier de bureau	Équipement informatique	Total
Coût	29 872 \$	13 695 \$	43 567 \$
Amortissement cumulé			
Solde au début	26 259 \$	13 695 \$	39 954 \$
Amortissement	1 995	-	1 995
			2 095
Solde à la fin	28 254 \$	13 695 \$	39 954 \$
Valeur comptable nette	1 618 \$	- \$	1 618 \$
			3 613 \$

FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
NOTES COMPLÉMENTAIRES (NON VÉRIFIÉES)
31 MARS 2012

7. FLUX DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie figurant dans l'état des flux de trésorerie comprennent les montants suivants comptabilisés à l'état de la situation financière :

	<u>2012</u>	<u>2011</u>
Encaisse	200 \$	200 \$
Avance au Fonds consolidé du revenu	<u>2 118 577</u>	<u>3 169 397</u>
Trésorerie et équivalents de trésorerie	<u>2 118 777 \$</u>	<u>3 169 597 \$</u>

8. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Le Fonds s'est engagé, par protocoles d'entente ou conventions de subvention, à soutenir financièrement des organismes. Le solde des obligations contractuelles au 31 mars s'établit de la manière suivante :

	<u>2012</u>	<u>2011</u>
Aide humanitaire internationale	1 655 354 \$	1 422 617 \$
Aide à l'action communautaire autonome	<u>29 430 417</u>	<u>46 356 508</u>
	<u>31 085 771 \$</u>	<u>47 779 125 \$</u>

D'autres obligations contractuelles ont été conclues entre le Fonds et diverses entités du gouvernement et des fournisseurs externes. Ces obligations totalisent une somme de 33 754 \$ pour l'exercice financier 2013.

Le versement des obligations contractuelles du Fonds s'effectuera de la façon suivante pour les deux prochains exercices financiers :

	<u>2013</u>	<u>2014</u>
	<u>21 046 543 \$</u>	<u>10 072 982 \$</u>

FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
NOTES COMPLÉMENTAIRES (NON VÉRIFIÉES)
31 MARS 2012

9. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers, le Fonds est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Fonds n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement dans les états financiers.

10. RÉGIMES DE RETRAITE

Les membres du personnel du Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations du Fonds imputées aux charges d'exploitation et d'administration s'élèvent à 81 843 \$ (74 106 \$ pour 2011). Les obligations du Fonds envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES (NON VÉRIFIÉS)
TRANSFERTS, CHARGES D'EXPLOITATION ET D'ADMINISTRATION
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2012

TRANSFERTS

	2012			2011
	Aide à l'action communautaire autonome	Aide humanitaire internationale	Total	Total
Organismes communautaires				
Promotion des droits	18 549 947 \$	- \$	18 549 947 \$	18 553 919 \$
Multisectoriels				
Soutien aux organismes sans port d'attache	165 437	-	165 437	196 462
Interlocuteur privilégié	560 000	-	560 000	510 000
Recherche et étude	2 600	-	2 600	30 000
Aide humanitaire internationale	-	2 730 825	2 730 825	2 904 502
	19 277 984 \$	2 730 825 \$	22 008 809 \$	22 194 883 \$

CHARGES D'EXPLOITATION ET D'ADMINISTRATION

	2012			2011
	Aide à l'action communautaire autonome	Aide humanitaire internationale	Total	Total
Traitements et avantages sociaux	1 462 995 \$	123 857 \$	1 586 852 \$	1 587 405 \$
Services de transport et de communication	114 590	-	114 590	173 003
Loyers et location d'équipements	142 608	-	142 608	144 545
Services professionnels et administratifs	341 526	6 648	348 174	316 308
Fournitures	15 183	-	15 183	18 387
Amortissement	1 995	-	1 995	2 095
	2 078 897 \$	130 505 \$	2 209 402 \$	2 241 743 \$

FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES

ÉTATS FINANCIERS (NON VÉRIFIÉS)

**DE L'EXERCICE CLOS LE
31 MARS 2012**

TABLE DES MATIÈRES

	Page
RAPPORT DE LA DIRECTION.....	1
ÉTATS FINANCIERS	
État des résultats	2
État de la situation financière.....	3
État de la variation des actifs financiers nets.....	4
État des flux de trésorerie.....	5
Notes complémentaires.....	6 à 8

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers du Fonds québécois d'Initiatives sociales ont été dressés par la direction du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées et qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que toutes les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

La direction reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.


Bernard Matte, sous-ministre
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Québec, le 29 juin 2012

**FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
ÉTAT DES RÉSULTATS (NON VÉRIFIÉ)
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2012**

	2012	2011
PRODUITS		
Contribution du gouvernement du Québec		
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	23 610 400 \$	15 719 000 \$
Profits provenant du bingo	54 813	173 498
Intérêts	61 101	24 082
	23 726 314	15 916 580
CHARGES		
Transferts		
Initiatives sociales (lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale)	16 392 379	16 406 462
Charges d'exploitation et d'administration (note 3)	387 247	423 628
	16 779 626	16 830 090
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE L'EXERCICE	6 946 688 \$	(913 510) \$
EXCÉDENT ACCUMULÉ AU DÉBUT	1 572 707	2 486 217
EXCÉDENT ACCUMULÉ À LA FIN	8 519 395 \$	1 572 707 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE (NON VÉRIFIÉ)
AU 31 MARS 2012

ACTIFS FINANCIERS

Avance au Fonds consolidé du revenu (note 4)
Débiteurs (note 5)

2012	2011
16 534 932 \$	6 123 973 \$
50 869	39 969
16 585 801 \$	6 163 942 \$

PASSIFS

Créditeurs et frais à payer
Dû au Fonds d'aide à l'action communautaire autonome,
sans intérêts, sans modalités de remboursement

8 061 181 \$	4 581 926 \$
5 225	9 309
8 066 406 \$	4 591 235 \$

ACTIFS FINANCIERS NETS

8 519 395 \$	1 572 707 \$
---------------------	---------------------

EXCÉDENT ACCUMULÉ

8 519 395 \$	1 572 707 \$
---------------------	---------------------

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES (note 7)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Bernard Matte, sous-ministre

Bernard Matte, sous-ministre
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale

FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (NON VÉRIFIÉ)
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2012

	<u>2012</u>	<u>2011</u>
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE L'EXERCICE	6 946 688 \$	(913 510) \$
ACTIFS FINANCIERS NETS AU DÉBUT DE L'EXERCICE	<u>1 572 707</u>	<u>2 486 217</u>
ACTIFS FINANCIERS NETS À LA FIN DE L'EXERCICE	<u>8 519 395 \$</u>	<u>1 572 707 \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE (NON VÉRIFIÉ)
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2012**

	<u>2012</u>	<u>2011</u>
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Excédent (Déficit) de l'exercice	6 946 688 \$	(913 510) \$
Variation des actifs financiers et des passifs reliés au fonctionnement :		
Débiteurs	(10 900)	(33 762)
Créditeurs et frais à payer	3 479 255	4 164 429
Dû au Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	(4 084)	3 494
AUGMENTATION DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	<u>10 410 959</u>	<u>3 220 651</u>
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT	<u>6 123 973</u>	<u>2 903 322</u>
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN (NOTE 6)	<u>16 534 932 \$</u>	<u>6 123 973 \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
NOTES COMPLÉMENTAIRES (NON VÉRIFIÉES)
31 MARS 2012

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds québécois d'initiatives sociales, institué par la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale (L.R.Q., c.L-7), est affecté au financement d'initiatives visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Le Fonds a entrepris ses activités le 1^{er} avril 2003.

Le Fonds est administré par la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale. Le Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale 2010-2015, "Le Québec mobilisé contre la pauvreté", précise que le Fonds québécois d'initiatives sociales est l'un des outils visant à favoriser la réalisation de stratégies locales et régionales de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale dans les territoires convenus comme étant prioritaires.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Aux fins de la préparation de ses états financiers, le Fonds utilise prioritairement le Manuel de comptabilité de l'Institut canadien des comptables agréés pour le secteur public et pour la première année, il applique le modèle de présentation recommandé par ce Manuel. Il doit y avoir cohérence entre l'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus et ce Manuel. Conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, l'élaboration des états financiers exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence sur la comptabilisation des actifs et passifs, sur la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que sur la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. L'élément pour lequel la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses concerne les créances douteuses. Les résultats réels pourraient différer de meilleures prévisions faites par la direction.

Services reçus à titre gratuit

Le Fonds reçoit, à titre gratuit, des services du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale relativement à la gestion d'une partie des projets ayant trait à des initiatives sociales. Les services gratuits ne sont pas présentés à l'état des résultats.

Constatation des produits

Les contributions du gouvernement du Québec sont déterminées annuellement par le budget de dépenses pour les produits provenant du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. Ces produits sont constatés selon la méthode de comptabilité d'exercice.

Pour les autres produits, le Fonds constate ces derniers lorsqu'il existe des preuves convaincantes de l'existence d'un accord, lorsque le montant est déterminé ou déterminable et lorsque le recouvrement est raisonnablement assuré.

FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
NOTES COMPLÉMENTAIRES (NON VÉRIFIÉES)
31 MARS 2012

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Transferts

Le soutien financier accordé dans le cadre des activités du Fonds est comptabilisé lorsque les contributions financières sont exigibles en vertu de protocoles d'entente ou de conventions de subvention.

ACTIFS FINANCIERS

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'avance au Fonds consolidé du revenu.

3. CHARGES D'EXPLOITATION ET D'ADMINISTRATION

	2012	2011
Traitement et avantages sociaux	328 501 \$	354 906 \$
Services de transport et de communication	6 531	7 742
Loyers et location d'équipements	46 571	46 574
Services professionnels et administratifs	3 962	9 634
Fournitures et autres dépenses	1 682	4 772
	387 247 \$	423 628 \$

4. AVANCE AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

L'avance au Fonds consolidé du revenu porte intérêt au taux préférentiel (3 %) réduit de 2,5 %, lequel représente un taux de 0,50 % au 31 mars 2012 (0,50 % pour 2011).

5. DÉBITEURS

	2012	2011
Profits provenant du bingo	29 057 \$	31 818 \$
Intérêts	21 812	8 151
Autres	121 606	121 606
	172 475	161 575
Provision pour créances douteuses	(121 606)	(121 606)
	50 869 \$	39 969 \$

**FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
NOTES COMPLÉMENTAIRES (NON VÉRIFIÉES)
31 MARS 2012**

6. FLUX DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie figurant dans l'état des flux de trésorerie comprennent le montant de l'avance au Fonds consolidé du revenu. Au 31 mars 2012, ce dernier s'établit à 16 534 932 \$ (6 123 973 \$ pour 2011).

7. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Le Fonds s'est engagé à soutenir des initiatives visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Le solde des obligations contractuelles au 31 mars 2012 s'établit à 21 932 626 \$ (9 174 832 \$ pour 2011), réparti de la façon suivante pour les quatre prochains exercices financiers :

<u>2013</u>	<u>2014</u>	<u>2015</u>	<u>2016</u>
<u>8 937 064</u>	<u>5 650 245</u>	<u>5 650 245</u>	<u>1 695 072</u>

8. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers, le Fonds est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Fonds n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement dans les états financiers.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION

RPM6

Titre : Frais d'administration du Fonds d'aide à l'action communautaire autonome

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)	
Charges d'exploitation et d'administration du Fonds d'aide à l'action communautaire autonome au 30 novembre 2012, en milliers de dollars	
Charge d'exploitation et d'administration	2012-2013 (au 30 novembre 2012)
Action communautaire autonome	1 234,3
Aide humanitaire internationale	10,9
TOTAL	1 245,2

SOURCE :	Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, 18 janvier 2013
VALIDATION:	Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire, 24 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION**

RPM7

Titre : État de situation et état financier du Bureau de lutte contre l'homophobie
--

Exposé et statistiques (s'il y a lieu) Le Bureau de lutte contre l'homophobie relève du ministère de la Justice du Québec.

SOURCE :	Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, 18 janvier 2013
VALIDATION:	Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire, 23 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION

RPM8

Titre :

Financement des corporations de développement communautaire depuis 2009-2010

Exposé et statistiques

Le montant total de l'enveloppe du *Programme de soutien financier des corporations de développement communautaire (CDC)* pour 2012-2013 est de 3 708 223 \$. Toutefois, le montant réel du soutien financier versé aux CDC pour 2012-2013 n'est pas disponible, puisqu'au 30 novembre 2012 les analyses des redditions de comptes des 55 organismes présentement soutenus étaient toujours en cours.

SOURCE :

Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, 18 janvier 2013

VALIDATION:

Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire, 23 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION

RPM9

Titre :

Liste des différentes améliorations des pratiques administratives au SACAIS depuis septembre 2012

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Du 1^{er} avril au 30 novembre 2012, le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales n'a effectué aucun changement dans ses pratiques administratives.

SOURCE :

Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, 18 janvier 2013

VALIDATION:

Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire, 23 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION

RPM10

Titre :

État de situation (état financier, nombre de personnes ayant adhéré au régime,...) du Régime de retraite du milieu communautaire et assurances.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

En date du 30 novembre 2012, 3 191 travailleurs et travailleuses de 405 groupes avaient adhéré au régime avec un montant en caisse de 13 783 745 \$.

SOURCE :

Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, 18 janvier 2013

VALIDATION:

Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire, 23 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION

RPM11

Titre :

Montant total versé au volet Promotion des droits en 2011-2012 et 2012-2013 et prévision pour 2013-2014 par région, par secteur et par clientèle. Préciser le nombre d'organismes pour chaque année.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Voir les tableaux en annexe.

SOURCE :

Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, 18 janvier 2013

VALIDATION:

Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire, 23 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

RPM11. PROMOTION DES DROITS PAR CLIENTÈLE

Exercice financier 2012-2013 (au 30 novembre 2012)

Clientèle	Nombre/Montant
Nombre Aînés	28
Total Aînés	775 046,50 \$
Nombre Communautés culturelles	2
Total Communautés culturelles	56 615,00 \$
Nombre Communautés homosexuelle	4
Total Communautés homosexuelle	160 993,00 \$
Nombre Familles	2
Total Familles	258 600,00 \$
Nombre Femmes	27
Total Femmes	1 383 617,00 \$
Nombre Jeunes (moins de 35 ans)	3
Total Jeunes (moins de 35 ans)	80 968,00 \$
Nombre Personnes accidentées de la route	1
Total Personnes accidentées de la route	30 000,00 \$
Nombre Personnes accidentées du travail	9
Total Personnes accidentées du travail	401 017,50 \$
Nombre Personnes aux prises avec des problèmes de santé mentale	15
Total Personnes aux prises avec des problèmes de santé mentale	1 301 319,00 \$
Nombre Personnes aux prises avec des problèmes de santé physique	1
Total Personnes aux prises avec des problèmes de santé physique	57 855,00 \$
Nombre Personnes en situation de pauvreté/précarité financière	72
Total Personnes en situation de pauvreté/précarité financière	3 056 425,50 \$
Nombre Personnes handicapées (physique, intellectuelle, visuelle, auditive)	67
Total Personnes handicapées (physique, intellectuelle, visuelle, auditive)	4 209 022,00 \$
Nombre Population en général	40
Total Population en général	1 915 296,00 \$
Nombre Prestataire d'aide financière de dernier recours (aide sociale)	33
Total Prestataire d'aide financière de dernier recours (aide sociale)	1 161 804,00 \$
Nombre Prestataire d'assurance emploi	27
Total Prestataire d'assurance emploi	1 096 957,00 \$
Nombre Victimes d'actes criminels	1
Total Victimes d'actes criminels	42 480,00 \$
Nombre total organismes	332
Total	15 988 015,50 \$

Source : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales

Date : 22 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

RPM11. PROMOTION DES DROITS PAR RÉGION

Exercice financier 2012-2013 (au 30 novembre 2012)

Région	Nombre/Montant
Nombre 01 - Bas-Saint-Laurent	13
Total 01 - Bas-Saint-Laurent	616 552,00 \$
Nombre 02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	19
Total 02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	703 857,00 \$
Nombre 03 - Capitale-Nationale	26
Total 03 - Capitale-Nationale	1 261 734,50 \$
Nombre 04 - Mauricie	19
Total 04 - Mauricie	770 800,00 \$
Nombre 05 - Estrie	26
Total 05 - Estrie	909 762,00 \$
Nombre 06 - Montréal	100
Total 06 - Montréal	5 479 192,00 \$
Nombre 07 - Outaouais	12
Total 07 - Outaouais	523 418,50 \$
Nombre 08 - Abitibi-Témiscamingue	11
Total 08 - Abitibi-Témiscamingue	445 957,00 \$
Nombre 09 - Côte-Nord	6
Total 09 - Côte-Nord	355 365,00 \$
Nombre 10 - Nord-du-Québec	1
Total 10 - Nord-du-Québec	40 600,00 \$
Nombre 11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	7
Total 11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	387 174,00 \$
Nombre 12 - Chaudière-Appalaches	11
Total 12 - Chaudière-Appalaches	627 509,00 \$
Nombre 13 - Laval	7
Total 13 - Laval	380 530,00 \$
Nombre 14 - Lanaudière	16
Total 14 - Lanaudière	724 348,00 \$
Nombre 15 - Laurentides	15
Total 15 - Laurentides	693 242,50 \$
Nombre 16 - Montérégie	32
Total 16 - Montérégie	1 528 974,00 \$
Nombre 17 - Centre-du-Québec	11
Total 17 - Centre-du-Québec	539 000,00 \$
Nombre total organismes	332
Total	15 988 015,50 \$

Source : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales

Date : 22 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

RPM11. PROMOTION DES DROITS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ Exercice financier 2012-2013 (au 30 novembre 2012)

Secteur	Nombre/Montant
Nombre Accueil/intégration	2
Total Accueil/intégration	56 615,00 \$
Nombre Communications	1
Total Communications	30 000,00 \$
Nombre Consommation	32
Total Consommation	1 660 702,00 \$
Nombre Développement communautaire	2
Total Développement communautaire	54 872,00 \$
Nombre Éducation populaire	15
Total Éducation populaire	896 479,00 \$
Nombre Éducation/formation	1
Total Éducation/formation	57 852,50 \$
Nombre Emploi	1
Total Emploi	45 000,00 \$
Nombre Environnement	5
Total Environnement	213 580,00 \$
Nombre Habitation/logement	33
Total Habitation/logement	1 308 793,00 \$
Nombre Justice/droits	10
Total Justice/droits	356 770,00 \$
Nombre Santé	2
Total Santé	125 488,00 \$
Nombre Sécurité publique	1
Total Sécurité publique	30 000,00 \$
Nombre Services sociaux	133
Total Services sociaux	7 353 236,00 \$
Nombre Soutien aux revenus	59
Total Soutien aux revenus	2 217 146,00 \$
Nombre Tourisme	1
Total Tourisme	50 056,50 \$
Nombre Transports	13
Total Transports	723 101,00 \$
Nombre Travail	21
Total Travail	808 324,50 \$
Nombre total organismes	332
Total	15 988 015,50 \$

Source : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales

Date : 22 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION

RPM12

Titre :

État de situation sur le plan de travail conjoint RQ-ACA et SACAIS

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Réseau québécois de l'action communautaire autonome (RQ-ACA) doit déposer au Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS), lors de la reconduction de son soutien financier, un plan d'action conjoint pour l'année financière suivante.

Il est à noter qu'un plan de travail conjoint, pour l'année financière 2012-2013, a été déposé. Il porte sur les dossiers suivants :

- Politique gouvernementale en matière d'action communautaire;
- Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire;
- Cadre de référence en matière d'action communautaire;
- Financement des organismes d'action communautaire par le gouvernement du Québec;
- Statut juridique des organismes d'action communautaire autonome / numéro de bienfaisance;
- Soutien à la participation des personnes ayant des limitations fonctionnelles à la vie associative des organismes d'action communautaire;
- Programme du FAACA;
- Protocole d'entente du RQ-ACA avec le SACAIS;

Le suivi de ce plan de travail conjoint se fait lors de rencontres entre les deux organisations. La prochaine rencontre aura lieu le 25 février prochain.

SOURCE :

Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, 23 janvier 2013

VALIDATION:

Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire, 23 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION**

RPM13

Titre : Provenance des fonds du SACAIS en 2012-2013 et prévisions 2013-2014 (dont Loto-Québec).

Exposé et statistiques (s'il y a lieu) Voir les tableaux en annexe.
--

SOURCE :	Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, 23 janvier 2013
VALIDATION:	Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire, janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RPM13. Provenance des fonds du SACAIS
Exercice financier 2012-2013

	2012-2013
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	
Contribution de Loto-Québec	18 519 333 \$
Crédits ministériels	5 772 000 \$
Total	24 291 333 \$
Fonds québécois d'initiatives sociales	
Crédits ministériels	25 906 500 \$
Intérêts sur les comptes de banque	20 555 \$
Profits excédentaires des bingos	28 418 \$
Total	25 955 473 \$
Programme de soutien financier des Corporations de développement communautaire	
Crédits ministériels	3 708 300 \$
Total	3 708 300 \$
Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires	
Crédits ministériels	1 106 000 \$
Total	1 106 000 \$

Source : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Date : 23 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RPM14

Titre :

Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale

Exposé et statistiques

Tel qu'indiqué à l'article 4 de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, la Stratégie nationale vise à amener progressivement le Québec d'ici 2013 au nombre des nations industrialisées comptant le moins de personnes pauvres. Pour ce faire, elle fait appel à un ensemble d'actions qui permettent d'intervenir à la fois sur les causes et sur les conséquences de la pauvreté et de l'exclusion sociale.

Afin d'assurer la mise en œuvre de la Stratégie nationale, le gouvernement avait le devoir d'adopter et de rendre public un plan d'action gouvernemental précisant les activités à réaliser. Un premier plan d'action, le *Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale* (2004-2010) a été déposé en avril 2004.

Le Ministère a rendu compte de la mise en œuvre de ce premier plan d'action gouvernemental en déposant à chaque année un bilan des réalisations devant l'Assemblée nationale. Le bilan de l'an 6 a été produit dans le cadre du rapport prévu à l'article 60 de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, lequel a été rendu public en juin 2011.

Un deuxième plan d'action, le *Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale* 2010-2015, a été lancé officiellement le 6 juin 2010. Le bilan de l'an 1 (rapport d'activités 2010-2011) a été présenté au Conseil des ministres en novembre 2012 et sera rendu public bientôt. Le bilan de l'an 2 (rapport d'activités 2011-2012) est en cours de préparation.

Pour connaître les investissements du *Plan d'action gouvernemental en matière de pauvreté et d'exclusion sociale* (2004-2010) et ceux du *Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale* 2010-2015, il est suggéré de consulter les pages 29 et 23 du fascicule *Lutte contre la pauvreté* préparé par le ministère des Finances dans le cadre du budget 2012-2013, en utilisant le lien suivant :

<http://www.budget.finances.gouv.qc.ca/Budget/2012-2013/fr/documents/Pauvrete.pdf>.

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté – 11 janvier 2013

VALIDATION : Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire – 4 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RPM15

Titre :

État de situation du plan d'action 2010-2015 relié à la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale

Exposé et statistiques

Pour un état de situation, consulter la fiche RPM14.

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté – 11 janvier 2013
VALIDATION : Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire – 14 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION

RPM16

Titre :
Montant des prestations d'aide sociale depuis 1998. Prévisions pour 2013-2014. Précisez le nombre de prestataires et le montant moyen reçu pour chacune des années.

Exposé et statistiques

Montant des prestations d'aide financière de dernier recours en 2012-2013 versées durant les sept premiers mois de l'année financière ainsi que le nombre moyen de prestataires par mois et le montant moyen reçu par ménage

- Montant total versé : 1 659,5 M\$
- Nombre moyen de prestataires : 462 150
- Montant moyen reçu par ménage : 731,63 \$

SOURCE : Direction des politiques de prestations – 14 janvier 2013
COLLABORATION :
VALIDATION : Direction de la statistique et de l'information de gestion – 14 janvier 2013
Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles – 17 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RPM17

Titre :

Ventilation des mesures d'aide financière pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014.

Exposé et statistiques

Ventilation des mesures d'aide financière

Les mesures d'assistance sociale prévoyant une aide financière peuvent être ventilées en trois programmes :

- **Le Programme d'aide sociale**
Ce programme vise à combler le déficit des ressources sur les besoins reconnus des ménages dont chacun des membres adultes ne présente pas de contraintes sévères à l'emploi.
- **Le Programme de solidarité sociale**
Ce programme vise à combler le déficit des ressources sur les besoins reconnus des ménages dont au moins un des membres adultes présente des contraintes sévères à l'emploi.
- **Le Programme alternative jeunesse**
Ce programme vise, sur une base volontaire, à soutenir les jeunes adultes qui requièrent une aide financière pour assurer leur subsistance afin de les encourager à réaliser des activités leur permettant d'acquérir ou de recouvrer leur autonomie personnelle, sociale et professionnelle.

Les deux premiers programmes constituent l'aide financière de dernier recours.

SOURCE :

Direction des politiques de prestations – 14 janvier 2013

COLLABORATION :

VALIDATION :

Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et
de l'action communautaire – 17 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION

RPM18

Titre :

Budget accordé à Montréal pour lutter contre la pauvreté en 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014. Spécifier les montants accordés pour le logement social, le soutien aux enfants, la gratuité des médicaments et l'indexation des prestations.

Exposé et statistiques

Pour l'année 2012-2013, les investissements du Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale totalisent 1,42 G\$. Les budgets du Plan d'action gouvernemental ne sont pas alloués sur une base régionale.

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté - 18 janvier 2013
COLLABORATION : Direction des politiques de prestations
VALIDATION : Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire – 22 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPM19

Titre

Taux d'assistance sociale (en nombre de personnes et en pourcentage) par région (dont Montréal et Québec) et au Québec depuis 2000.

Exposé et statistiques

- En octobre 2012, le taux d'assistance sociale s'établit à 6,9 % alors que 461 920 personnes sont prestataires des programmes d'assistance sociale.

Taux d'assistance sociale des 0 à 64 ans selon les régions	
Régions	Octobre 2012
01 Bas-Saint-Laurent	6,6%
02 Saguenay - Lac-St-Jean	6,4%
03 Capitale-Nationale	4,8%
04 Mauricie	10,0%
05 Estrie	7,7%
06 Île-de-Montréal	9,8%
07 Outaouais	6,4%
08 Abitibi-Témiscamingue	5,4%
09 Côte-Nord	4,2%
10 Nord-du-Québec	3,7%
11 Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	9,4%
12 Chaudière-Appalaches	4,0%
13 Laval	4,6%
14 Lanaudière	5,7%
15 Laurentides	5,4%
16 Montérégie	5,2%
17 Centre-du-Québec	7,4%
Ensemble du Québec ¹	6,9%

Nombre de prestataires (0 à 64 ans) selon les régions	
Régions	Octobre 2012
01 Bas-Saint-Laurent	10 688
02 Saguenay - Lac-St-Jean	14 343
03 Capitale-Nationale	28 104
04 Mauricie	20 809
05 Estrie	19 991
06 Île-de-Montréal	163 808
07 Outaouais	20 513
08 Abitibi-Témiscamingue	6 769
09 Côte-Nord	3 443
10 Nord-du-Québec	1 448
11 Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	6 992
12 Chaudière-Appalaches	13 574
13 Laval	15 767
14 Lanaudière	22 816
15 Laurentides	25 641
16 Montérégie	64 417
17 Centre-du-Québec	14 265
Ensemble du Québec ¹	461 920

1. La sommation des prestataires dans les 17 régions administratives est inférieure au nombre de prestataires dans l'ensemble du Québec, car les prestataires dont les dossiers sont référés à la région "Centrale" ne sont pas représentés.

SOURCE :

Direction de la statistique et de l'information de gestion – 16 janvier 2013

VALIDATION :

Direction des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire – 17 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : M20

Titre : Taux de faible revenu selon la Mesure du panier de consommation depuis 2000 par province canadienne

Exposé et statistiques

TAUX DE FAIBLE REVENU SELON LA MPC

- Le taux de faible revenu se situe à 9,4 % en 2010 au Québec. Le Québec se trouve au 4^e rang des provinces, dépassé par l'Alberta, le Manitoba et la Saskatchewan, mais demeure sous la moyenne canadienne (9,9 %).
- Comme les différences entre les sept premières provinces sont faibles et se situent à l'intérieur des marges d'erreur (statistique), le Québec peut donc être apparenté à ce groupe, mais il est significativement distinct des trois dernières, Nouveau-Brunswick, Colombie-Britannique et Nouvelle-Écosse (tableau 1).
- En 2010, le taux de faible revenu des personnes vivant dans des familles économiques d'au moins deux personnes était le plus faible de toutes les provinces (6,1 % au Québec comparativement à 7,3 % dans l'ensemble du Canada).

Tableau 1 Taux de faible revenu des personnes, d'après la mesure du panier de consommation (MPC, base 2008) selon la province, Canada, 2010

Terre-Neuve-et-Labrador	11,6
Ile-du-Prince-Édouard	11,7
Nouvelle-Écosse	12,8
Nouveau-Brunswick	12,0
Québec	9,4
Ontario	9,5
Manitoba	8,7
Saskatchewan	8,8
Alberta	8,4
Colombie-Britannique	12,4
Canada	9,9

Source : Statistique Canada, *Le revenu au Canada, 1976 à 2010*, juin 2012; compilations de la DGARESP, janvier 2013.

SOURCE : Direction de la recherche, 11 janvier 2013
COLLABORATION :
VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION

de fiche : M21

Titre : Nombre de personnes vivant sous le seuil de la pauvreté depuis 2000

Exposé et statistiques

Le nombre total de personnes à faible revenu d'après la mesure du panier de consommation (MPC, base 2008), au Québec, était de 728 000¹ en 2010.

SOURCE : Direction de la recherche, 11 janvier 2013

COLLABORATION :

VALIDATION : Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire – 14 janvier 2013

¹ Source : Statistique Canada, *Le revenu au Canada, 1976 à 2010*, juin 2012.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : M22

Titre : Revenu disponible des familles à faible revenu depuis 2000.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE :

Direction de la recherche, 17 janvier 2013

COLLABORATION :

VALIDATION:

**Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique
et de l'action communautaire – 23 janvier 2013**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION

RPM23

Titre :

État de situation sur le crédit d'impôt pour la solidarité pour 2011-2012 et 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014 : nombre de personnes ayant reçu le crédit d'impôt, enveloppe globale, montant reçu par ménage

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le ministère des Finances et de l'Économie répondra à cette question.

SOURCE :

VALIDATION :

Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire – 22 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RPM24

Titre :

Nombre d'ETC depuis 2011, impliquées par le crédit d'impôt sur la solidarité.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Données non disponibles.

SOURCE : Direction des mesures et des services aux individus,
15 janvier 2013

COLLABORATION : Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique
et de l'action communautaire

VALIDATION: Bureau de la sous-ministre associée, 18 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION

RPM25

Titre :

Évolution du salaire minimum depuis 1998 et prévision pour 2013-2014.

Évolution du salaire minimum (octobre 1998- mai 2013)	
Date d'indexation	Taux en vigueur
1 ^{er} octobre 1998	6,90 \$
1 ^{er} octobre 1999	6,90 \$
1 ^{er} octobre 2000	6,90 \$
1 ^{er} février 2001	7,00 \$
1 ^{er} octobre 2002	7,20 \$
1 ^{er} février 2003	7,30 \$
1 ^{er} janvier 2004	7,30 \$
1 ^{er} mai 2004	7,45 \$
1 ^{er} mai 2005	7,60 \$
1 ^{er} mai 2006	7,75 \$
1 ^{er} mai 2007	8,00 \$
1 ^{er} mai 2008	8,50 \$
1 ^{er} mai 2009	9,00 \$
1 ^{er} mai 2010	9,50 \$
1 ^{er} mai 2011	9,65 \$
1 ^{er} mai 2012	9,90 \$
1 ^{er} mai 2013	10,15 \$

SOURCE :

Direction des politiques d'emploi, de la planification stratégique et de la veille – 22 janvier 2013

COLLABORATION :

Direction de la recherche – 22 janvier 2013

VALIDATION:

Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire – 28 février 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RPM26

Titre :

Budget alloué au soutien aux enfants depuis 2000. Préciser le nombre de familles touchées et le montant moyen reçu pour chaque année.

Exposé et statistiques

Le responsable de ce dossier est le ministère de la Famille.

SOURCE :

Direction des politiques de prestations – 15 janvier 2013

COLLABORATION :

VALIDATION :

Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire – 17 janvier 2013; Bureau de la sous-ministre, le 7 février 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RPM27

Titre :

État de situation détaillé au sujet des axes et sous-axes du Plan d'action en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Exposé et statistiques

Pour un état de situation, consulter la fiche RPM14.

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté – 11 janvier 2013

VALIDATION : Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire – 14 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP MTQ 98 (Licenciements collectifs)

Titre : Liste des avis de licenciements collectifs reçus au ministère depuis le 1^{er} décembre 2008 jusqu'à ce jour. Ventilation par région et renseignements suivants :

- a. nom et adresse de l'entreprise;
- b. date de l'avis et/ou de la fermeture;
- c. type ou secteur d'activité de l'entreprise;
- d. nombre total d'employés de l'entreprise;
- e. nombre de salariés temporaires et permanents visés par le licenciement;
- f. motifs du licenciement.

Exposé

Consulter le tableau en annexe (données du 1er avril au 30 novembre 2012).

SOURCE : Direction des mesures et services aux entreprises et du placement, 31 janvier 2013

VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée, 31 janvier 2013

ANNEXE 1: RP98 - MINISTÈRE DU TRAVAIL

Numéro de la région administrative	Nom de l'entreprise	Ville	Date de fermeture	Nombre de salariés licenciés	Raison du licenciement
06	Chaussures STC Inc.	Anjou	2012-04-06	18	Économique
03	Gestofor Inc.	Saint-Raymond	2012-04-06	25	Économique
06	Cologix Montréal Inc.	Montréal	2012-04-06	25	Économique
06	Bell Service de gestion internet inc.	Montréal	2012-04-06	45	Économique
06	Zellers - Hudson's Bay Co. - Centre de distribution	Pointe-Claire	2012-04-13	131	Économique
06	Bechtel Canada Co. & Bechtel Québec Limitée	Montréal	2012-04-13	30	Économique
06	Randstad Recrutement (Alstom Energie & Transport Canada Inc.)	Saint-Laurent	2012-04-13	25	Économique
02	NOVELIS INC.	Jonquière	2012-04-13	158	Économique
12	Pièces automobiles Lecavalier, division de LKQ Canada Auto Parts Inc.	Saint-Apollinaire	2012-04-13	12	Économique
03	Centre Victor-Lelièvre	Québec	2012-04-13	14	Économique
06	Mango Industries du cuivre inc.	Montréal-Est	2012-04-13	68	Économique
06	Adecco Services ressources humaines Ltée - Alstom Transport	Montréal	2012-04-13	10	Économique
08	Information Sécurité	Val-d'Or	2012-04-20	120	Économique
08	Industries Norbord Inc.	Amos	2012-04-20	30	Économique
01	AbiBow Canada Inc. (Usine Amos)	Rimouski	2012-04-20	192	Économique
03	Boutique Le Pentagone Inc.	Québec	2012-04-20	14	Économique
04	La Compagnie d'assurance Missisquoi	La Croche	2012-04-20	23	Économique
07	La Compagnie Commonwealth Plywood Ltée - Scierie La Tuque	Gatineau	2012-04-20	67	Économique
13	Industries de Maintenance Empire - Casino Lac Leamy	Laval	2012-04-20	23	Économique
12	Supérieur Propane	La Guadeloupe	2012-04-20	24	Économique
06	177591 Canada Inc.	Montréal	2012-04-20	46	Économique
06	Métaux Kitco Inc.	Montréal	2012-04-20	10	Économique
06	Services financiers Penson Canada Inc.	Montréal	2012-04-20	13	Économique
02	9057-6562 Québec Inc. - Restaurant Homard Rouge	Chicoutimi	2012-04-20	40	Économique
06	Systèmes de contrôle Goodrich Limitée	Montréal	2012-04-20	20	Économique
12	Mouleurs Cory Inc.	Saint-Théophile	2012-04-27	18	Économique
06	ITW Muller Canada	Kirkland	2012-04-27	25	Économique
06	Couche-Tard Inc. - Subway - magasin #388	Montréal	2012-04-27	39	Économique
06	Couche-Tard Inc. - Subway - magasin #399	Montréal	2012-04-27	10	Économique
06	Intrado Canada Inc.	Montréal	2012-04-27		

08	Mine Casa Berardi - Dumas Inc.	Val-d'Or	2012-04-27	201	Économique
03	Transport Scolaire Inter-car	Québec	2012-04-27	18	Économique
03	Tora Québec (Des Chutes) Limitée	Québec	2012-04-27	22	Économique
07	Garage Triple " R "	Gatineau	2012-04-27	12	Économique
16	Aramark Québec Inc.	Montréal	2012-04-27	19	Économique
17	Centre de réalisation d'outils Innovateurs (9068 6767 Québec inc.)				
06	C.R.O.I.	Saint-Nicéphore	2012-04-27	39	Économique
06	Mabe Canada Inc. (fabricants d'électroménagers)	Montréal	2012-04-27	90	Économique
06	EA Mobile (Canada), ULC - Electronic Arts	Montréal	2012-04-27	45	Économique
15	GVGS / Laboratoires de Test Enzyme	Sainte-Adèle	2012-04-27	30	Économique
04	Aramark Québec Inc. (Mauricie)	Montréal	2012-04-27	18	Économique
06	H.B. Fuller Adhesives (Canada) Company	Pointe-Claire	2012-05-04	14	Économique
12	Provigo Québec Inc. (St-Georges)	Saint-Georges	2012-05-04	25	Économique
06	Computer Sciences Canada Inc. (CSC)	Montréal	2012-05-04	265	Économique
06	Corporation financière HSBC Limitée	Montréal	2012-05-04	23	Économique
06	Synchronica Inc.	Montréal	2012-05-11	14	Économique
16	Primeus Solutions Ltd. / Solutions Primeus Ltée	Kahnawake	2012-05-11	13	Économique
06	AECOM Consultants Inc.	Montréal	2012-05-11	10	Économique
15	Saputo Produits Laitiers Canada s.e.n.c.	Mont-Laurier	2012-05-11	11	Économique
03	Boulangerie Canada Bread Ltée - Maple Leaf	Québec	2012-05-11	13	Économique
13	Complexes funéraires Yves Légaré - Maison Alfred Dallaire	Laval	2012-05-18	17	Économique
07	Imation Canada Inc. - a division of Imation Corp.	Gatineau	2012-05-18	11	Économique
03	Aux Vieux Canons inc.	Québec	2012-05-18	28	Économique
15	Top Tubes Co. - Republic Technologies	Bois-des-Filion	2012-05-18	12	Technologique
13	Mosaic Sales Solutions Canada Operating Co.	Laval	2012-05-18	15	Économique
14	Nelmar Security Packaging Systems Inc.	Terrebonne	2012-05-18	12	Économique
06	Reebok Canada, division d'adidas Canada Ltée	Montréal	2012-05-18	14	Économique
03	Veyance Technologies Canada Inc. - Good Year	Québec	2012-05-18	100	Économique
12	Centre de ski Mont Orignal Inc.	Lac-Échemin	2012-05-25		Économique
06	CAE	Saint-Laurent	2012-05-25	90	Économique
06	Southwest One - Dorchester Oaks Corporation	Pointe-Claire	2012-05-25	18	Économique
08	D.M.C. Soudure Inc.	Macamic	2012-05-25	75	Économique
16	RONA inc.	Boucherville	2012-05-25	17	Économique
08	L.J.L. Mécanique Électrique	Sainte-Germaine-Boulé	2012-05-25	90	Économique
07	Les Restaurants Burger King du Canada - 04818	Hull	2012-05-25	15	Économique
03	Les Restaurants Burger King du Canada - 12574	Québec	2012-05-25	43	Économique

06	Pfizer Canada Inc. - Pfizer Montréal	Montréal	2012-05-25	22	Économique
06	Corporation Katimavik-Opcan - Katimavik	Montréal	2012-05-25	26	Économique
05	Enerkem inc.	Sherbrooke	2012-06-01	25	Économique
05	Les Magasins CPC Inc.	Coaticook	2012-06-01	12	Économique
08	Century Mining Corporation (Société)	Val d'Or	2012-06-01	262	Économique
06	Sid Lee Montréal	Montréal	2012-06-01	20	Économique
06	Groupe Compass Québec	Kirkland	2012-06-01	14	Économique
06	Québécor MédiaPages	Montréal	2012-06-01	40	Économique
15	Zellers Inc.	Saint-Jérôme	2012-06-01	67	Économique
01	Groupe C.N.P. Inc.	Rivière-du-Loup	2012-06-01	59	Force majeure
12	Groupe Canam	Saint-Gédéon-de-Beauce	2012-06-01	40	Économique
06	Restaurant Le Piémontais Inc.	Montréal	2012-06-08	20	Économique
06	PeriGen (Canada) Ltd.	Montréal	2012-06-15	13	Économique
06	Thursday's Restaurant & Bar Inc. - Hôtel de la Montagne	Montréal	2012-06-15	255	Force majeure
17	Osram Sylvania	Drummondville	2012-06-15	35	Économique
03	Fujitsu Conseil (Canada) Inc.	Québec	2012-06-15	25	Économique
13	Effigi inc.	Laval	2012-06-15	20	Économique
06	OSL Communications Inc.	Montréal	2012-06-15	12	Économique
06	Denise Cornellier Traiteur	Montréal	2012-06-15	25	Autres
15	Nova Bus	Saint-Eustache	2012-06-15	95	Économique
06	The Gazette - Division de Postmedia Network Inc.	Montréal	2012-06-15	30	Économique
06	Vargent Canada Ltd. Compagnie de General Dynamics	Montréal	2012-06-15	22	Économique
04	Tournage Beaubois Limitée	Trois-Rivières	2012-06-15	15	Économique
17	Nova Bus, division de Groupe Volvo Canada Inc.	Saint-François-du-Lac	2012-06-15	60	Économique
14	Armoires Agly Inc.	Lachenaie	2012-06-22	22	Économique
06	Groupe Compass (Québec) Ltée	Westmount	2012-06-22	13	Économique
06	Ryma Solutions Technologiques inc.	Saint-Laurent	2012-06-22	25	Économique
06	Les Soeurs Grises de Montréal	Montréal	2012-06-22	112	Économique
01	Groupe Lebel (2004) inc.	Saint-Joseph de Kamouraska	2012-06-22	20	Économique
03	Pépinière Pont-Rouge	Pont-Rouge	2012-06-22	11	Économique
13	Valeant Pharmaceuticals International	Laval	2012-06-22	13	Économique
14	La Senza	Mascouche	2012-06-22	10	Économique
16	La Senza	Boucherville	2012-06-22	10	Économique
06	Impression et Coupage Numérique Canadien Ltée	Dorval	2012-06-22	10	Économique
17	Silicium Québec SEC	Bécancour	2012-06-22	25	Économique

06	AkzoNobel Canada Inc.	Outremont	2012-06-29	11	Économique
03	Exfo Inc.	Québec	2012-06-29	19	Économique
17	Compagnie MFRE Général Limitée	Drommondville	2012-06-29	16	Économique
06	Coverdell Canada Inc. Et Memberworks Canada Travel Services	Montréal	2012-06-29	26	Économique
06	Hôtel Maritime (9034-1405 Inc.)	Montréal	2012-07-06	25	Économique
01	Composites VCI Matane inc.	Matane	2012-07-06	36	Économique
16	D+H Société en commandite	Longueuil	2012-07-06	33	Économique
03	Œuvre Marie Blais	Québec	2012-07-06	14	Économique
06	Corporation Canaccord Genuity	Montréal	2012-07-06	11	Économique
06	Superclick Networks, Inc.	Montréal	2012-07-06	45	Économique
12	Prévost, une division de Groupe Volvo Canada Inc.	Sainte-Claire	2012-07-13	250	Économique
17	Posi-Plus Technologies inc.	Victoriaville	2012-07-13	50	Économique
06	Echantillons National Limitée	Montréal	2012-07-13	35	Économique
07	Capital Traiteur Gatineau inc.	Gatineau	2012-07-13	42	Économique
03	Restaurant Rouge ou Blanc	Québec	2012-07-13	14	Économique
06	Gestion Immobilière C.R.V. Inc. « La Compagnie »	Saint-Laurent	2012-07-13	57	Économique
06	ConvaTec Canada Limitée	Dorval	2012-07-13	16	Économique
06	Hewlett-Packard (Canada) Compagnie	Saint-Laurent	2012-07-13	15	Économique
16	Aux Délices du Parc - 9181-8518 Québec Inc.	Saint-Pie	2012-07-13	12	Force majeure
06	Amphenol TAT Technologies - A division of ATPI	Mont-Royal	2012-07-20	45	Économique
06	Services I.H.D. Québec Inc. « Compagnie »	Montréal	2012-07-20	322	Économique
06	3091589 Canada Inc.	Anjou	2012-07-20	659	Économique
06	Mexx Canada Company Inc.	Montréal	2012-07-20	29	Économique
06	Agence de sécurité sécur-action Inc.	Anjou	2012-07-20	214	Économique
06	Nouvelle Autoroute 30 CJV SENC	Sainte-Anne-de-Bellevue	2012-07-20	76	Autres
17	Les Magasins CPC Inc.	Victoriaville	2012-07-27	32	Économique
16	Les Magasins CPC Inc.	Granby	2012-07-27	26	Économique
04	Les Magasins CPC Inc.	Trois-Rivières	2012-07-27	20	Économique
17	Cascades Centre des technologies - une division de Cascades Canada ULC	Kingsey Falls	2012-07-27	12	Économique
04	Groupe Epicia Inc. (marché végétarien)	Trois-Rivières	2012-07-27	20	Économique
16	Duochem Inc.	Boucherville	2012-07-27	14	Économique
16	Restaurant Rheault Inc.	Sorel-Tracy	2012-07-27		Force majeure
16	Pouibec inc.	Saint-Hubert	2012-07-27	21	Économique
16	Rona Inc.	Boucherville	2012-07-27	15	Économique

16	Ventilateurs Co-Vent Inc.	Saint-Bruno-de-Montarville	2012-07-27	15	Économique
06	Zellers Inc.	Saint-Laurent	2012-07-27	84	Économique
06	Zellers Inc.	LaSalle	2012-07-27	110	Économique
06	Zellers Inc.	Pointe-Claire	2012-07-27	93	Économique
06	Zellers Inc.	Anjou	2012-07-27	89	Économique
06	Zellers Inc.	Montréal	2012-07-27	119	Économique
06	Zellers Inc.	Montréal	2012-07-27	47	Économique
03	Zellers Inc.	Québec	2012-07-27	73	Économique
03	Zellers Inc.	Québec	2012-07-27	116	Économique
03	Zellers Inc.	Québec	2012-07-27	89	Économique
13	Zellers Inc.	Laval	2012-07-27	48	Économique
16	Zellers Inc.	Saint-Bruno	2012-07-27	78	Économique
16	Zellers Inc.	Longueuil	2012-07-27	44	Économique
16	Zellers Inc.	Brossard	2012-07-27	82	Economique
16	Zellers Inc.	Saint-Jean-Sur-Richelieu	2012-07-27	71	Économique
12	Zellers Inc.	Saint-Georges-de-Beauce-Est	2012-07-27	59	Économique
12	Zellers Inc.	Lévis	2012-07-27	48	Économique
07	Zellers Inc.	Gatineau	2012-07-27	79	Économique
07	Zellers Inc.	Hull	2012-07-27	74	Économique
05	Zellers Inc.	Magog	2012-07-27	51	Économique
05	Zellers Inc.	Sherbrooke	2012-07-27	84	Économique
04	Zellers Inc.	Trois-Rivières	2012-07-27	70	Économique
15	Zellers Inc.	Boisbriand	2012-07-27	75	Économique
15	Zellers Inc.	Saint-Jérôme	2012-07-27	81	Économique
15	Zellers Inc.	Saint-Eustache	2012-07-27	81	Économique
14	Zellers Inc.	Joliette	2012-07-27	72	Économique
01	Zellers Inc.	Rimouski	2012-07-27	68	Économique
06	Les Aliments Verona Foods Inc.	Anjou	2012-08-03	14	Économique
03	Amerispa Inc.	La Malbaie	2012-08-03	13	Administratif
16	Spa Bromont Inc.	Bromont	2012-08-03	21	Economique
15	Paccar du Canada Limitée	Sainte-Thérèse	2012-08-03	200	Economique
06	Autodesk Canada Compagnie	Montréal	2012-08-10	17	Economique
16	Restaurant aux frites dorées - Les Entreprises Laramée Bourgeois Inc.	Châteauguay	2012-08-10	10	Force majeure

12	Poutrelles Delta Inc.	Sainte-Marie-de-Beauce	2012-08-10	52	Économique
06	Café Bar Saint-Sulpice	Montréal	2012-08-10	20	Non disponible
14	Technobev S.E.C. - Breuvages Kiri	Saint-Félix-de-Valois	2012-08-17	19	Non disponible
03	Boulangerie Canada Bread Ltée - Maple Leaf - Centre de distribution Léon Harmel	Québec	2012-08-17	15	Administratif
04	Boulangerie Canada Bread Ltée - Maple Leaf - Centre de distribution Dessureault	Cap-de-la-Madeleine	2012-08-17	12	Économique
06	Imperial Tobacco Canada	Montréal	2012-08-17	13	Économique
06	Société TRADER	Montréal	2012-08-17	13	Économique
06	Lindor Inc.	Montréal	2012-08-17	45	Économique
15	La Calèche (1992) Inc.	Sainte-Agathe-des-Monts	2012-08-24	40	Force majeure
05	Gurit (Canada) Inc.	Magog	2012-08-24	20	Économique
12	Marché Fecteau & Frères Inc. - L'Inter Marché	Saint-Georges	2012-08-24	26	Économique
16	Intersport 890/ Atmosphère 846 de Bromont - 9163-1267 Québec Inc.	Bromont	2012-08-24	15	Économique
03	BPR Inc.	Québec	2012-08-31	30	Économique
16	Énergym Classic (1994) Enr. - Comeau & fils inc.	Granby	2012-08-31	11	Économique
06	Manoir Françoise Inc.	Montréal-Nord	2012-08-31	11	Force majeure
17	9209-7815 Québec inc. - Concept Châtelaine	Victoriaville	2012-08-31	10	Économique
03	9109-7170 Québec Inc. - Restaurant Mikes Laurier	Sainte-Foy	2012-08-31	24	Administratif
09	Hôtel Le Manoir - 9102-5361 Québec inc.	Baie-Comeau	2012-08-31	16	Économique
12	Groupe Canam	Saint-Gédéon-de-Beauce	2012-09-07	24	Économique
06	Fabri-métal limitée	Anjou	2012-09-07	15	Économique
05	Marquis Imprimeur inc.	Sherbrooke	2012-09-07	103	Économique
06	Hôtel Maritime Plaza - 9034-1405 Inc.	Montréal	2012-09-07	72	Économique
07	Jules Baillet & Fils Limitée	Hull	2012-09-07	13	Économique
06	Les Immeubles 10724-38 Inc. - Dunkin Donuts	Montréal	2012-09-07	17	Économique
06	Rio Tinto Canada Gestion Inc.	Montréal	2012-09-07	25	Économique
06	Rio Tinto Alcan Inc.	Montréal	2012-09-07	25	Économique
16	AstraZeneca Canada Inc.		2012-09-07	21	Économique
15	Norampac, une division de Cascades Canada ULC	Lachute	2012-09-14	151	Économique
06	Mexx Canada	Montréal	2012-09-14	50	Économique

16	Meubles Horn Inc.	Saint-Pie	2012-09-14	45	Économique
06	Intact Corporation Financière	Montréal	2012-09-14	25	Force majeure
13	Syncreon Canada Inc.	Laval	2012-09-14	14	Économique
03	BMV Hôtel, s.e.c. - Commandité 9214-2868 Québec inc.	Lac-Beauport	2012-09-14	18	Économique
16	Pensionnat des Sacrés-Cœurs	Saint-Bruno-de-Montarville	2012-09-14	12	Économique
03	Julien Inc.	Québec	2012-09-14	20	Économique
16	Zellers Inc. - Châteauguay	Châteauguay	2012-09-14	90	Économique
16	Zellers Inc. - Galeries St-Hyacinthe	Saint-Hyacinthe	2012-09-14	62	Économique
16	Zellers Inc.	Granby	2012-09-14	49	Économique
16	Zellers Inc. - Centre Valleyfield	Valleyfield	2012-09-14	49	Économique
02	Zellers Inc. - Les Galeries Jonquière	Jonquière	2012-09-14	66	Économique
02	Zellers Inc. - Carrefour Alma	Alma	2012-09-14	64	Économique
17	Zellers Inc. - La Grande Place des Bois-Francis	Victoriaville	2012-09-14	47	Économique
17	Zellers Inc. - Les Promenades Drummondville	Drummondville	2012-09-14	44	Économique
01	Zellers - Centre Commercial	Rivière-du-Loup	2012-09-14	46	Économique
10	Zellers Inc. - Place Le chaînon	Chibougamau	2012-09-14	40	Économique
13	Zellers Inc. - Les Galeries Laval	Laval	2012-09-14	57	Économique
16	Rebuts Solides Canadiens Inc. (RSC) Groupe Tiru	Châteauguay	2012-09-14	16	Économique
17	Olymel - Société en commandite	Princeville	2012-09-21	197	Force majeure
06	Restaurant Chez Gautier - Gestion Pégaut	Montréal	2012-09-21	21	Économique
06	TEKsystems Global Services Corporation	Montréal	2012-09-21	20	Économique
13	Transelec / Common Inc.	Laval	2012-09-21	20	Économique
13	Boehringer Ingelheim (Canada) Ltée	Laval	2012-09-21	170	Autres
03	Neurostream Technologies (Société)	Saint-Augustin-de-Desmaures	2012-09-21	49	Économique
06	Corporation MacDonald, Dettwiler et Associés (MDA) - Corporation	Sainte-Anne-de-Bellevue	2012-09-21	25	Économique
10	Produits forestiers Résolu Inc.	Lebel-sur-Quévillon	2012-09-21	85	Économique
06	Quimet-Tomasso Inc. - 9263-3908 Québec inc.	Baie-d'Urfé	2012-09-21	104	Économique
06	GlaxoSmithKline Inc.	Laval	2012-09-21	17	Économique
16	Formica Canada Inc. (la Compagnie)	Saint-Jean-sur-Richelieu	2012-09-28	30	Économique
16	Santé Naturelle - Adrien Gagnon Ltée	Laprairie	2012-09-28	13	Administratif
16	Raymond Rousse Inc.	Salaberry de Valleyfield	2012-09-28	17	Économique
06	Éditions du Renouveau pédagogique inc. (ERPI)	Saint-Laurent	2012-09-28	44	Économique

08	Distribution MGF (9130-8452 Québec inc.)	Rouyn-Noranda	2012-09-28	20	Économique
13	Centre de Collision Laval	Laval	2012-09-28	12	Économique
04	Buanderie Centrale de Trois-Rivières Inc.	Trois-Rivières	2012-09-28	16	Économique
06	Services financiers Penson Canada Inc.	Montréal	2012-10-05	91	Économique
16	Waterco Canada inc.	Saint-Hyacinthe	2012-10-05	12	Économique
16	Entreprises Denis Gauthier Inc. (Les)	Saint-Nazaire-d'Acton	2012-10-05	17	Économique
06	Pfizer Canada	Kirkland	2012-10-05	75	Économique
06	Technicolor Services créatifs - Une division Technicolor Canada inc.	Montréal	2012-10-05	42	Technologique
06	Conseillers en gestion et informatique CGI Inc.	Montréal	2012-10-05	30	Économique
16	Maison des Futailles S.E.C.	Saint-Hyacinthe	2012-10-05	23	Économique
06	Bechtel Canada Limitée (Société)	Montréal	2012-10-05	25	Économique
06	Uniprix - Pierre Gravel pharmacien	Montréal	2012-10-05	17	Économique
17	Hydro-Québec (Équipement)	Bécancour	2012-10-05	25	Autres
08	Corporation Iamgold - Mine Mouska	Rouyn-Noranda	2012-10-12	127	Autres
03	Équipements Hardy Inc. (Les) - Groupe CGT-RH	Notre-Dame-de-			
06	Kute Knit Inc.	Portneuf	2012-10-12	17	Économique
02	Récupère Sol (division de Benev Capital Inc.)	Montréal	2012-10-12	42	Force majeure
03	Beenox - Activision	Saint-Ambroise	2012-10-12	30	Économique
06	Easton Custom Products - Easton Sports Canada	Québec	2012-10-12	13	Autres
05	Bestar	Saint-Léonard	2012-10-12	34	Économique
06	Build-A-Bear Workshop, Canada Ltd.	Lac-Mégantic	2012-10-12	16	Économique
16	Vlande Richelieu Inc.	Pointe-Claire	2012-10-12	14	Économique
15	Sirajo Inc. - Restaurant Mikes Saint-Sauveur	Massueville	2012-10-19	30	Économique
06	Provigo Québec inc.	Saint-Sauveur	2012-10-19	19	Administratif
05	Marché Yvan Ouimette inc.	Saint-Laurent	2012-10-19	43	Administratif
14	Flochrome inc.	Valcourt	2012-10-19	36	Économique
16	Novatorm inc. - Groupe Novatech inc.	Joliette	2012-10-19	28	Économique
06	Armatures DNS 2000 Inc.	Sainte-Julie	2012-10-19	10	Économique
06	Schering-Plough Canada Inc. - Merck	Montréal-Nord	2012-10-19	19	Économique
06	Merck Canada Inc.	Pointe-Claire	2012-10-26	40	Économique
13	Les Ameublements Renaissance inc.	Pointe-Claire	2012-10-26	25	Économique
14	Le Centre financier aux entreprises Joliette-De Lanaudière	Laval	2012-10-26	16	Autres
13	Smiths Detection Montreal Inc.	Joliette	2012-10-26	15	Économique
15	Résidence Vallée de la Rouge inc.	Laval	2012-10-26	13	Économique
06	Industries de Plastique Transco Ltée (Les)	Huberdeau	2012-10-26	10	Force majeure
		Montréal	2012-10-26	140	Économique

06	Corporation archiépiscopale catholique romaine de MTL - Résidence Ignace-Bourget	Montréal	2012-10-26	36	Économique
05	Atlantic Produits de Cèdre Inc.	Lac-Mégantic	2012-10-26	25	Économique
12	E.I. Dupont Canada inc. - Thetford Inc. (DuPont)	Thetford Mines	2012-10-26	22	Économique
03	Flash Café - 2534-4011 Québec inc.	Québec	2012-10-26	30	Économique
16	Tecksol DGE Inc.	Longueuil	2012-11-02	75	Économique
05	Gurit (Canada) inc.	Magog	2012-11-02	45	Économique
06	Burokale Inc.	Montréal	2012-11-02	15	Économique
13	Technologies 20-20 Inc.	Laval	2012-11-02	15	Économique
08	Service Sani-Tri Inc.	Rouyn-Noranda	2012-11-02	15	Économique
09	Lévesque Electrique Limitée	Sept-Îles	2012-11-02	10	Autres
11	LM Wind Power Blades (Canada) Inc.	Gaspé	2012-11-02	70	Économique
16	Parco-Hesse, division de Remtec	Granby	2012-11-02	25	Économique
16	Vac Aero International	Boucherville	2012-11-02	13	Économique
05	A. Lapointe X Fils Limitée	Saint-Romain	2012-11-02	21	Économique
06	Theratechnologies Inc.	Montréal	2012-11-02	14	Économique
06	Aramark Québec inc. - Ericsson Canada	Montréal	2012-11-02	13	Économique
16	Technologies d'Extrusion Appliquées (Canada) Inc.	Varennnes	2012-11-02	47	Économique
06	Transcontinental inc.	LaSalle	2012-11-02	150	Économique
06	Hatch Limitée	Montréal	2012-11-09	55	Économique
01	Boiseries Rousseau Inc.	Métis-sur-mer	2012-11-09	46	Économique
03	Ébénisterie Beaubois Limitée	Québec	2012-11-09	19	Économique
06	Perkin Elmer BioSignal inc.	Montréal	2012-11-09	51	Économique
02	Produits forestiers Résolu	Saint-Fulgence	2012-11-09	80	Économique
06	Restaurant Club Lounge 737	Montréal	2012-11-09	31	Force majeure
06	Sobeys Québec	Montréal-Nord	2012-11-09	114	Économique
14	Albi Le Géant Mazda	Mascouche	2012-11-09	25	Économique
04	Produits forestiers Résolu	Grand-Mère	2012-11-09	110	Économique
00	Sobeys Québec	Montréal-Nord	2012-11-09		Économique
10	Forêt de demain (La) - division d'Outland Camps	Amos	2012-11-09	50	Économique
03	Produits forestiers Résolu	Saint-Hilarion	2012-11-16	45	Économique
03	Gecko Alliance	Québec	2012-11-16	10	Économique
13	Société Mondo America Inc.	Laval	2012-11-16	46	Économique
06	9261-9360 Québec Inc. - Les Systems de balance Unique INT'L	Anjou	2012-11-16	28	Économique
15	Halo Pharmaceutical Canada Inc.	Mirabel	2012-11-16	85	Économique
14	Cuisine Karo Inc.	Le Gardeur	2012-11-16	33	Autres
16	A. & D. Prévost Inc.	Richelieu	2012-11-23	40	Économique

14	Biscuiterie Dominic Inc.	Joliette	2012-11-23	36	Économique
15	Swann Prévost - 9228-2128 Québec inc.	Prévost	2012-11-23		Économique
16	Marketing et Communications Magenta Inc.	Sainte-Julie	2012-11-23	10	Économique
06	Smardt inc.	Dorval	2012-11-23	14	Économique
06	Bombardier Aéronautique	Saint-Laurent	2012-11-23	30	Économique
06	Bombardier Aéronautique	Dorval	2012-11-23	30	Économique
06	ABM International	Montréal	2012-11-23	51	Économique
13	Ryerson Canada inc.	Laval	2012-11-30	30	Économique
01	Industries Massé et D'Amours (2009) - 9207-5373 Québec inc.	Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	2012-11-30	20	Économique
06	Bélaïr direct - Compagnie d'assurance Bélaïr Inc. (La)	Montréal	2012-11-30	12	Économique
06	Financière Banque Nationale Inc.	Montréal	2012-11-30	14	Économique
04	Boulangerie Canada Bread Limitée - Pâtisserie Chevalier	Shawinigan	2012-11-30	13	Économique
16	Flying J. Travel Plaza	Vaudreuil-Dorion	2012-11-30	35	Administratif
17	Planchers Foresfloor - Groupe Penrod	Saint-Eugène	2012-11-30	17	Économique
16	Produits de bois AWP (Les) - Division de KI	Vaudreuil-Dorion	2012-11-30	30	Économique
09	9076-5926 Québec inc.(Groupe SG) Serge Girard -	Fermont	2012-11-30	16	Économique
06	Vêtements de sport Louben inc.	Montréal	2012-11-30	22	Économique